

Le rôle des mariages mixtes dans la préservation des liens culturels en situation d'immigration

Le cas des mariages franco-marocains en France

Nathalie KLEIN

sous la direction de Sylvia CHIFFOLEAU

soutenu le 5 septembre 2008

Jury : Sylvia CHIFFOLEAU – Lahouari ADDI

Table des matières

Remerciements . .	5
Introduction . .	6
I – Le « modèle français » . .	9
1. Etude des notions d'intégration et d'assimilation . .	9
1.1 La menace de l'acculturation . .	10
1.2 Quelle politique d'intégration ? . .	17
2. L'identité française . .	21
2.1 Les crispations autour de l'identité. . .	22
2.2 La France, République indivisible . .	25
3. La citoyenneté comme identité . .	28
3.1 La citoyenneté comme garant de l'égalité . .	32
3.2 Le « modèle français » n'aboutit-il pas à une situation d'inégalité de facto? . .	33
II – Sphère publique / sphère privée : la réponse communautaire . .	36
1. Le repli communautaire comme zone de liberté de l'expression culturelle . .	37
1.1 Une place limitée accordée à la diversité . .	37
1.2 L'intégration culturelle : un enjeu majeur, une question délicate . .	41
1.3 Prévenir l'écueil du culturalisme . .	46
2. Les courroies de transmission : les associations, le mariage mixte. . .	46
2.1 Un exemple d'association ; « La maison du Maroc» . .	47
2.2 Le mariage mixte comme facteur d'intégration . .	49
III – Les mariages franco-marocains, entre modèle d'intégration et soupçon permanent . .	54
1. La spécificité de la relation France / Maroc au sein du couple . .	54
1.1 Une relation historique de domination. . .	54
1.2 La complémentarité des statuts . .	55
2. Le compromis comme communication : la diversité culturelle mise en valeur dans les couples mixtes . .	57
2.1 Les conjoints de couples mixtes sont-ils exceptionnels ? . .	57
2.2 Le compromis au sein du couple : quelle préservation des liens culturels ? . .	63
Conclusion . .	73
Annexes . .	75
Annexe n°1 : Organigramme du ministère . .	75
Annexe n°2 : Etude de Gabrielle Varro . .	76
Annexe n°3 : Etude du rapport sur le projet de loi n°275 (2005-2006) . .	76
Annexe n°4 : Tableau récapitulatif des risques de conflit et/ou de rupture avec la famille selon le statut des époux . .	84
Bibliographie . .	85
Ouvrages . .	85
Rapports . .	85
Articles . .	86
Discours . .	86
Sites Internet . .	87

Entretiens ..	87
Questionnaires ..	88

Remerciements

J'adresse mes sincères remerciements en premier lieu aux couples qui m'ont accordé du temps pour répondre aux questionnaires et entretiens, pour m'avoir permis de trouver des réponses malgré les questions parfois très personnelles. M. Kasri, M. El Qarouni, M. Jahidi, M. et Mme Chedotal, M. Alaoui.

Merci aux professionnels qui m'ont aidée, notamment Mme Moreau, M. Wormser pour ses contacts, Mme Perrin-Gilbert, Mme Regnard, M. Naciri.

Merci à Sylvia Chiffolleau pour sa disponibilité et sa patience, ainsi que M. Addi pour l'intérêt qu'il a porté à mon travail.

Un merci particulier à Malika et Amelle, sans qui mon travail aurait été vraiment compromis, mon père, ma mère et ma sœur, qui m'ont permis eux aussi de rencontrer des couples mixtes, ainsi que Nabil Ezzaoui.

Introduction

La question de l'intégration des étrangers dans les sociétés occidentales est particulièrement sensible et souvent traitée sous l'angle politique, alors que le sujet est plutôt sociologique, avec des conséquences sur la population, son organisation, et des indications sur la façon de gérer au mieux les adaptations que la migration nécessite.

L'immigration existe en tant que partie constituante de la population, et particulièrement en France où elle a toujours eu lieu. Bien sûr, certains immigrés, pour des raisons individuelles, sont de passage en France, et n'y feront qu'un séjour de courte durée. Néanmoins, les immigrés qui eux, souhaitent s'installer durablement en France, contribuent à l'évolution de la société, et pas seulement d'un point de vue économique. Ils apportent aussi leurs modes de vie, leurs coutumes, leurs cultures personnelles..., que l'on perçoit à travers des prénoms, des traditions nationales qui changent. Les immigrés, qu'ils deviennent français ou pas, participent activement aux transformations du pays, et c'est en cela que le sujet est propice aux polémiques, tant la tentation est grande pour ceux qui voient ces changements d'un mauvais œil de les attribuer inévitablement aux « étrangers ».

En fait, une société n'est jamais statique, surtout dans une démocratie, où le peuple a le choix de s'exprimer, est libre de penser, d'avoir les convictions et les traditions qu'il souhaite. Dans ce cadre, tout ce qui constitue la « culture » du pays est en transformation constante, car toujours remaniée par la population et mouvant au gré des négociations personnelles et interindividuelles.

Aussi, accuser les immigrés de « modifier » la société française est absurde, car la population dans son ensemble la modifie. Ce qui est ici particulièrement pointé du doigt, c'est le fait que ce soit des éléments extérieurs qui viennent, chargés de leurs origines et ce que cela comporte de différent. Il semble alors à certains que ces modifications qu'ils apportent ne font pas partie de l'évolution « naturelle » du pays.

Mais la France a toujours été une terre d'immigration et nombre de ses traditions sont tirées de rencontre avec d'autres horizons. Alors, comment accepter les migrants actuels ?

Le processus de l'intégration ne dépend pas uniquement de l'immigré, il pourra bien remplir toutes les conditions juridico-politiques définies par l'administration, à partir du moment où les « autres », c'est-à-dire les français, ne l'intègrent pas en l'acceptant, le processus ne sera jamais fini. Dans ce cas, la question se pose ; l'intégration existe-t-elle vraiment ?

Comme nous l'avons dit, un des problèmes qu'on oppose à l'immigration est la dissolution de l'identité française, et nous avons eu l'occasion de le voir lors des recherches pour ce travail, aussi bien lors de la visite au ministère que lors des entretiens. D'un côté comme de l'autre, on se défend de vouloir toucher à l'identité nationale. Mais comment définir cette identité ?

Une nation est toujours unie par des éléments juridiques, tels qu'une monnaie, une devise, une constitution, des institutions, un hymne, un drapeau... Mais au-delà de ça, dans un pays comme la France, on attend des citoyens (là encore nous développerons cette idée en étudiant la place grandissante que prend cette dimension de citoyenneté, qui devient la norme identitaire) qu'ils soient attachés à certaines valeurs, à des traditions.

Cette conception établit un lien entre la nationalité et les modes de vie, comme si être français, c'était avant tout avoir une culture française. C'est particulièrement vrai dans le système de représentation français, unitariste et centralisé, et qui a du mal à gérer la variété de traditions au sein de son territoire, arguant que celle-ci met en péril l'identité du pays, alors même qu'il n'y a bien sûr jamais de tradition unique sur le pays entier. Qu'est ce que la culture française ? Est-elle liée essentiellement à la nationalité ?

Si c'est le cas, il devient nécessaire pour l'étranger de passer par une adoption culturelle avant de penser à posséder des papiers. Et alors, on peut effectivement concevoir l'immigration comme une confrontation de valeurs, à savoir une compétition entre l'envie de s'intégrer et la peur de renoncer à l'héritage culturel que l'on a soi-même reçu.

Et bien qu'on ne sache pas à l'avance à quel moment du processus migratoire, ni lesquels, parmi les individus entrant sur le territoire national, y créeront des richesses, y fonderont un foyer, et peut-être y seront naturalisés, ce processus d'intégration par l'acculturation devient si difficile et long qu'il faut s'y atteler dès l'entrée de l'immigré sur le sol national, sans même que lui-même connaisse son projet. Pour être intégré, il faut devenir français.

Assimiler la nationalité française à l'existence d'une culture française, signifie qu'avoir une autre culture empêche d'être français, c'est-à-dire un citoyen français (ou même un « bon » citoyen français.)

En réalité, la préservation des liens culturels n'empêche pas d'être inséré dans la vie sociale française, d'en adopter les codes et de s'épanouir au sein de la société. Deux « cultures » ne sont pas exclusives l'une de l'autre, et se voir contraint d'abandonner ses rites et habitudes pour obtenir des papiers est d'une violence rare, qui ressurgit tôt ou tard et ne contribue pas à la bonne intégration des étrangers.

Des zones mixtes sont donc trouvées, des voies de rencontre et d'expression pour les deux cultures, notamment dans la sphère privée, à travers le mariage.

J'ai choisi de travailler sur les alliances franco-marocaines d'abord par intérêt pour le Maroc. J'ai préféré exclure toute autre nationalité, car les vagues migratoires sont identifiables par nationalité, et elles ont des spécificités liées au contexte historique, économique et social propres.

Ainsi, la relation entre la France et l'Algérie encore aujourd'hui n'est pas du tout la même que celle de la France et du Maroc, et inévitablement cela se ressent sur les ressortissants du pays d'origine en France. Les algériens souffrent encore de plus de stéréotypes que les marocains, et beaucoup de français connaissent l'Algérie par les récits de guerre de leurs parents, ou pour y avoir eux-mêmes vécu, alors que les français qui connaissent le Maroc aujourd'hui le voit beaucoup plus sous l'angle touristique, ou parce qu'ils y ont des liens économiques. (Type propriété, société...)

La migration algérienne a commencé dès 1912 avec les commerçants, des sujets français, mais ce n'est qu'en 1927 qu'on a qualifié l'immigration maghrébine de « fait migratoire ». Les flux étaient alors très rationalisés, contrôlés selon les besoins conjoncturels de la France.

La première vague d'immigration marocaine s'est faite avec les tirailleurs, mais ce n'est qu'après 1963 que l'importance du flux a explosé, la France faisant venir des marocains pour travailler dans les mines. On leur attribuait alors une carte de séjour limitée dans le temps, et leur date de fin signifiait le retour de l'immigré dans son pays.

Ceci dit, la période de séjour en France n'était pas pour autant digérée dès le retour au pays, de la même façon que l'adaptation à l'arrivée était parfois très compliquée. En effet, la « transplantation » de la campagne marocaine à la ville française était un déracinement de fait avec des effets sur la personne.

Certains se sont néanmoins adaptés, s'extirpant du rythme aliénant de l'aller-retour quotidien travail/logement, et dans les années 1980, on commence à parler « d'intégration. »

Du côté marocain, les liens entretenus avec les émigrés ont également évolué. Si au début ils n'étaient vus que par le biais économique, avec impératif de conserver les liens avec les pays, y revenir et « entretenir » financièrement les familles, aujourd'hui, le roi a changé et la mainmise sur les ressortissants marocains à l'étranger s'est largement relâchée. L'éducation, et l'image que l'on façonne de la France n'ont cependant pas changé, on apprend toujours aux enfants marocains à idéaliser la France, à la remercier et à l'aimer.

I – Le « modèle français »

Les premières définitions que je vais donner sont des définitions qui ne posent à priori pas de problème ; l'immigration et l'immigré. Elles sont tirées du site du Haut Conseil à l'Intégration, dans la rubrique « les mots de l'intégration ».

Mais dans ces définitions déjà, on signale la délicatesse des expressions qui en découlent.

IMMIGRATION

Dom. : immigration.

Déf. : Phénomène désignant des mouvements de population d'un territoire vers un autre. Somme théorique, à un moment donné, des flux d'immigrés et des "stocks" de personnes immigrés depuis un temps déterminé sur le territoire.

Note : La notion de "population issue de l'immigration" est d'un emploi aussi courant que délicat. On peut cependant considérer que près d'un cinquième de la population de nationalité française résidant en France est "issue de l'immigration" depuis un siècle.

Voir aussi : immigré, migration.

IMMIGRE

Dom. : immigration.

Déf. : Personne née étrangère à l'étranger et entrée en France en cette qualité en vue de s'établir sur le territoire français de façon durable.

Note : Un immigré a pu, au cours de son séjour en France, acquérir la nationalité française.

Voir aussi : immigration.

Cette définition d'« immigré » peut poser problème, puisqu'un immigré n'a pas forcément vocation ni à s'établir en France, et si oui, pas forcément de façon durable. Nous verrons d'ailleurs que quelques uns des marocains interrogés pour cette enquête avouent être venus en France sans projet de mariage ou d'y rester, et encore moins d'y acquérir la nationalité.

1. Etude des notions d'intégration et d'assimilation

Les désaccords que nous allons rencontrer tout au long de ce travail sur les définitions des notions clés, telles qu'intégration, assimilation, traduisent la crispation qui existe autour de ces questions, et la subjectivité qu'elles mettent en œuvre. Le vocabulaire est particulièrement sensible, mais au-delà, c'est le sujet qui est délicat. J'essaierai donc d'utiliser ces termes avec le plus de soin possible, sachant que je ne satisferai personne, si ce n'est moi, grâce aux convictions acquises à la suite de mes recherches.

1.1 La menace de l'acculturation

Selon le Haut Conseil à l'Intégration, qui est sensé être la « tête pensante » de l'intégration en France, l'intégration est « avant tout le vécu de femmes et d'hommes les plus divers, partageant souvent la même espérance et des valeurs communes »¹. Une définition pleine de bons sentiments mais qui ne veut pas dire grand-chose, et qui a l'étrangeté de présenter l'intégration comme une situation plus qu'un processus.

La définition donnée plus loin est beaucoup plus claire : l'intégration est

« (...) la participation active à la société nationale d'éléments variés et différents, dans une égalité de droits, de devoirs et d'obligations », « société dont il (l'immigré) a accepté les règles et dont il devient un élément constituant ».

On se rend tout de suite compte de la distance qu'il y a avec la première définition. Tout à coup l'intégration devient une démarche très individuelle, menée seul, et ce n'est qu'à la fin que l'étranger a le retour de ses efforts en devenant un « élément constituant », bénéficiant de l'égalité de statut. Pour être intégré semble-t-il, il « suffit » de participer activement à la société. S'agit-il du travail ? De payer des impôts ? De voter ? A noter que la définition ne fait pas du tout allusion au fait d'être étranger ou pas, et reste très vague.

Il semble cependant qu'elle concerne bien les étrangers, puisque le rapport traite des « liens culturels » et parle un peu plus loin de la « culture d'origine ».

Dans le cadre du rapport, le HCI tente de savoir si la « culture d'origine » est un frein ou une facilité dans l'intégration, en précisant que celle-ci n'est pas la négation des différences, mais le respect des règles de vie sociale en même temps que la « prise en compte des réalités culturelles pour garantir les droits de chacun ». Place est faite aux spécificités culturelles, en montrant leur importance dans le processus d'intégration. Le rapport insiste sur le fait que la France est un pays de diversité, mais ses conclusions demeurent largement sans conséquence.

Sur le site Internet du Haut Conseil à l'Intégration, on peut trouver les mêmes définitions que celles présentes sur le site des institutions françaises (www.vie-publique.fr) concernant les politiques menées autour de l'intégration. La liste est très longue, mais je n'ai retenu que les expressions que j'utiliserai au cours de cette étude.

2

ASSIMILATION

Dom. : immigration, intégration, nationalité.

Déf. : **Aboutissement supposé ou attendu** d'un processus d'intégration (voir ce mot) de l'immigré tel que celui-ci n'offre plus de **caractéristiques culturelles distinctes** de celles qui sont censées être communes à la majorité des membres de la société d'accueil.

Note : L'assimilation, souvent présentée comme **exigence propre au modèle "français"** d'intégration (voir cette expression) n'a en France aucune traduction juridique, sauf au sens où le droit de la nationalité considère le "défaut d'assimilation" d'une personne comme susceptible de justifier une décision défavorable à sa demande d'acquisition de la nationalité française : dans la pratique, le défaut d'assimilation s'entend, pour l'essentiel, soit d'une incapacité à maîtriser l'usage courant de la langue nationale, soit de la jouissance effective d'un statut matrimonial incompatible avec l'ordre juridique français (situation de polygamie).

¹ Définition tirée de l'introduction du rapport « Liens culturels et intégration », publié en 1995 par le HCI.

² Surligné par moi.

Voir aussi : Intégration, modèle d'intégration.

Cette définition est très intéressante. Elle présente tout d'abord l'assimilation comme l'aboutissement du processus d'intégration, en admettant que celui-ci n'est pas toujours atteint.

L'assimilation correspond à l'effacement des « caractéristiques culturelles distinctes », ce qui pourrait être pris comme une volonté d'acculturation assumée, puisqu'à priori un étranger l'est non pas seulement par ses papiers, mais aussi par les éléments culturels étrangers qu'il apporte au pays. Les français et les étrangers assimilés seraient donc tous bâtis sur le même moule culturel.

Mais comme ceci n'est évidemment pas vraiment souhaitable, on précise ensuite que ces traits culturels à effacer sont par exemple la polygamie (ce qui vise directement une certaine catégorie de migrants), ou la non pratique du français. Ce que l'on met alors derrière « caractéristiques culturelles distinctes » ne seraient que des caractéristiques contraires à l'ordre public ou à la loi française. Cependant, on peut avoir des particularités culturelles différentes de celles « communes à la majorité » des français, en étant français, ou en étant étranger mais pas en contradiction avec l'ordre public. Cette définition se contredit donc elle-même, et est pour le moins polémique.

Elle admet cependant que l'assimilation correspond à l'effacement le plus poussé possible des éléments culturels d' « origine » de l'immigré, même si cela n'est pas traduit juridiquement, et c'est normal, puisque aucun critère objectif n'est établi pour juger si oui ou non la personne est assimilée.

Le ministère, par le biais de son site et de ces définitions, explique que cette visée assimilationniste est vue comme caractéristique du système français, et même si elle n'a pas de traduction juridique, elle modèle la façon dont sont accueillis et perçus les étrangers en France, car elle pose comme principe que pour être intégré « complètement », les immigrés doivent se défaire de leurs particularités culturelles.

INTEGRATION

Dom. : immigration, intégration, nationalité.

Déf. : Le terme d'intégration (généralement référé à la situation des immigrés installés de façon durable dans le pays d'accueil) désigne à la fois un **processus** et les politiques qui ont pour objet de faciliter sa mise en oeuvre.

Note : Le processus, inscrit dans la durée, est celui d'une participation effective de l'ensemble des personnes appelées à vivre en France à la construction d'une société rassemblée dans le respect de principes partagés (liberté de conscience et de pensée, égalité entre homme et femme par exemple) telles qu'elles s'expriment dans des droits égaux et des devoirs communs.

Mener une politique d'intégration, c'est définir et développer des actions tendant à maintenir la cohésion sociale au niveau local comme au plan national, de sorte que chacun puisse vivre paisiblement et normalement dans le respect des lois et l'exercice de ses droits et de ses devoirs. Ainsi conçue, une politique d'intégration ne **concerne pas seulement** ³ **les immigrés** ; elle n'en doit pas moins prendre en compte les problèmes particuliers que peuvent poser certains d'entre eux.

³ Surligné par moi

L'intégration n'est pas l'assimilation : elle ne vise pas à réduire toutes ses différences. L'intégration n'est pas non plus l'insertion car elle ne se limite pas à aider les individus à atteindre des standards socio-économiques. L'intégration demande un effort réciproque, une ouverture à la diversité qui est un enrichissement mais aussi une adhésion.

Voir aussi : Intégration (modèle d').

La définition donnée sur les sites diffère très peu de celle donnée dans le rapport, excepté le fait qu'elle annonce clairement que les politiques d'intégration ne concernent pas seulement les immigrés, mais bien toute la population vivant en France. Cette fois, l'idée de « processus » est clairement établie, mais à aucun moment l'idée de « réussite », de « fin » n'est évoquée. Elle note une différence sérieuse avec l'assimilation, expliquant que l'intégration ne recherche pas la réduction de « toutes les différences » (ce qui veut dire que l'assimilation le fait), et qu'elle est un processus demandant un « effort réciproque ». On commence déjà à percevoir une différence de qualité entre les deux notions.

INTEGRATION (modèle d')

Dom. : immigration, intégration.

Déf. : Ensemble de traditions historiques et de pratiques politiques et administratives caractéristiques d'une politique d'accueil et d'intégration des immigrés dans une société donnée.

Note : Il est courant de voir opposer un modèle d'intégration des immigrés durablement installés "à la française", qui **serait inspiré par une volonté d'assimilation** (voir ce mot) à un modèle de type anglo-saxon (ou encore néerlandais) qui respecterait l'épanouissement d'un "multi-culturalisme" (voir cette expression). Une telle opposition paraît devenir de plus en plus artificielle, même si elle continue de nourrir beaucoup de discours sur l'immigration et l'intégration. D'une part en effet, l'histoire de l'immigration en France montre à l'évidence qu'aujourd'hui comme hier la grande majorité des migrants ont d'abord été "accueillis" dans des communautés culturelles d'origine qui leur ont permis de sauvegarder au moins pour un temps leur identité avant de leur permettre de négocier avec la société d'accueil une **nouvelle appartenance**. D'autre part, il apparaît bien que de nos jours les modèles d'intégration dits "multi-culturels" connaissent des dysfonctionnements plus ou moins graves (Pays-Bas, Canada, Australie). Dans le cas français comme dans les autres, ces crises des modèles d'intégration paraissent traduire un risque, réel ou supposé, "d'enclavement ethnique" de certaines communautés immigrées.

Voir aussi : Assimilation. Multiculturalisme.

La définition du « modèle d'intégration » oppose d'elle-même deux systèmes, l'un anglo-saxon, ordinairement critiqué pour son communautarisme, l'autre qui serait français, assimilationniste. L'idée de « nouvelle appartenance » est juste, encore faut-il savoir si elle est exclusive de l'ancienne ou si elle s'ajoute à elle.

En réalité, on l'a vu, les institutions françaises elles-mêmes présentent le système français comme « assimilationniste », et le système anglo-saxon n'est pas forcément vanté pour son multiculturalisme. En réalité, il est plutôt pointé du doigt pour juxtaposer une série de communautés imperméables.

Il n'y a pas de « mode d'emploi » pour intégrer les immigrés, et chaque pays, avec ses traditions et les moyens donnés à ses politiques, tente de faire au mieux. Mais selon le modèle choisi effectivement, la préservation des liens culturels est plus ou moins assurée.

Ce qu'il faut comprendre avant tout, c'est que les universitaires eux-mêmes, qui travaillent pourtant sur ces questions depuis longtemps pour certains d'entre eux, ne sont pas d'accord sur la définition de l'intégration, et même sur la légitimité à utiliser une telle notion. Certains, on l'a dit, refusent même de l'utiliser, comme Mme Corinne Regnard, démographe à la Direction de la Population et des Migrations.

Il est évident qu'il n'y a pas de définition posée de l'intégration, et l'on verra au cours des entretiens que les concernés eux-mêmes, à propos de l'intégration d'étrangers, ne prennent pas en compte les mêmes critères pour se désigner ou non comme intégrés. Ce qui est sûr, c'est que cette notion très subjective n'appartient à personne, et que finalement il ne relève ni des chercheurs, ni des politiques, ni même des étrangers ou des citoyens de définir qui est intégré et qui ne l'est pas.

Pour se faire une idée des faiblesses et des apports que peut avoir cette notion, je prendrai en compte des éléments des différents points de vue, afin d'avoir un panel le plus complet possible des réflexions menées sur la question. En partant de la thèse qu'elles se valent toutes, ce qui est mon avis, étant donné qu'il n'y a pas de définition arrêtée et que les chercheurs eux-mêmes ne s'entendent pas. J'admets totalement que cette position soit contestable, mais c'est celle qui me paraît la plus pertinente.

Pour illustrer le désaccord entre universitaires, on peut prendre en exemple la journée d'études mise en place par l'unité « Migrations internationales et minorités » de l'Institut d'études démographiques, « L'intégration en question », qui a eu lieu le 30 mai 2008 à Paris. Mais, loin de focaliser sur les contradictions entre les intervenants, il faut mettre en valeur la richesse de tels échanges entre chercheurs. Cela permet de recadrer un peu les choses, plus que ne le permettent les discours politiques et les avis de chacun, qui, même si ils illustrent une « opinion publique »⁴, font dévier largement la signification de l'intégration, déjà très floue.

Les intervenants ont aussi pu pointer du doigt les nouvelles notions qui viennent parasiter l'idée d'intégration, et établir le non aboutissement de l'intégration, c'est-à-dire qu'en tant que notion ouverte, qui n'existe pas pour certains, ou pour d'autres ne connaît que des degrés, mais pas de fin. Il n'y a donc pas d'« intégration » dite achevée, ou réussie, notion construite par les politiques. Pourtant effectivement, à un moment l'étranger est laissé « libre » dans son pays d'accueil, débarrassé de sa carcasse d'étranger justement (alors qu'il peut très bien l'être encore). Bref, l'intégration est une notion complexe et très subjective.

Abderrahmane Naciri, secrétaire général de l'association « La maison du Maroc », titulaire d'un DEUG de sociologie et d'une maîtrise de sciences sociales, considère que l'intégration telle qu'elle a été conçue dans les années 1980 était vécue comme trop mécanique. Il explique que :

« L'immigration fait toujours craindre le désordre. Avec les gens qui viennent d'ailleurs, on peut vite être débordé. (...) Les immigrés à cette époque devaient être « dociles », et peu à peu l'Etat a construit une politique d'intégration à travers des schémas, en disant « pour être intégré, on doit..., on doit... ». Les migrants de première génération sont nostalgiques et reviennent au pays acculturés. Ils ne sont pas intégrés en France ni au Maroc, et subissent de fait l'acculturation en France. De fait, ce n'est pas la société qui leur impose. (...) Dans les années 1980, l'intégration est devenue une injonction institutionnelle, sinon tu pars. (...)

⁴ Avec toutes les précautions à prendre pour cette notion

Mais en 1983, avec la marche des beurs et l'instauration de la carte de 10 ans, la migration a changé. »⁵

Le changement de logique se fait effectivement sentir, le retour n'est plus le seul projet dont rêvent les migrants, et ils sont de plus en plus nombreux à s'installer durablement en France. Leur profil change également, avec la mondialisation les besoins en main d'œuvre ne sont plus les mêmes, et de plus en plus la France recherche des diplômés. Ceux là, plus habitués à côtoyer la mixité, sont ceux qui conçoivent le plus facilement le projet de s'installer.

Pour faire la différence entre l'assimilation et l'intégration, Gabrielle Varro⁶ utilise également cette idée d'acculturation.

« L'assimilation est un leurre qui empêche les « assimilants » de prendre en compte les expériences d'avant la migration comme facteur important et explicatif des réactions (...) des « assimilés ». »

L'idée est bien là, et c'est également ce que ressent la majorité des marocains interrogés, que la situation d'assimilation suppose l'effacement total de ce qui était constitutif de la personne avant sa migration, comme si elle « devenait » en pénétrant sur le territoire national.

L'étude du mot « naturalisation », qui donnerait sa « nature » au migrant en le faisant devenir français, est très caractéristique de cette idée. C'est également très violent, de considérer que l'on « existe » en France en devenant français. Gabrielle Varro pose alors la question de la spontanéité ; peut-elle s'acquérir ? N'est-ce pas infliger des efforts vains à des gens qui ne seront jamais considérés comme français, s'ils n'adoptent jamais les réflexes des français dits « de souche » ?

Le Haut Conseil à l'Intégration (HCI) a lui-même reconnu ce problème qu'un étranger immigré même naturalisé a toujours l'image de l'immigré, avec un lien de naissance parfois très stigmatisant⁷.

La violence de l'assimilation est une idée soutenue par Danièle Lochak⁸ dans son article « L'intégration comme injonction. Enjeux idéologiques et politiques liés à l'immigration. »⁹ Elle l'exprime ainsi :

« L'assimilation, vue dans cette perspective comme supposant **l'abandon de tout élément de l'identité originelle**¹⁰ pour se fondre dans la communauté d'adoption, et évoquant par trop **l'entreprise colonisatrice**¹¹, est devenue depuis longtemps tabou,

⁵ Eléments tirés de l'entretien avec M. Naciri

⁶ Dans son ouvrage « Sociologie de la mixité », Belin, 2003. Introduction.

⁷ Dans le rapport « Liens culturels et immigration », La documentation française, 1995.

⁸ Danièle Lochak est professeur de droit à l'université Paris X de Nanterre. Elle a été responsable du Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux (CREDOF) préside le GISTI, Groupe d'Information et de Soutien aux Immigrés.

⁹ Paru dans la revue « Cultures et conflits » n°64, hiver 2006.

¹⁰ Surligné par moi.

¹¹ Rappel vers le travail de Vincent Geisser, « L'intégration républicaine : réflexion sur une problématique post-coloniale », in Blanchard P., Bancel N.(dir.), *Culture post-coloniale, 1961-2006*, Paris, Autrement, coll. « Mémoires/Histoire », 2006, p. 145. Chercheur à l' [Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman](#) (IREMAM/ [CNRS](#)), l'auteur établit une filiation entre l'intégration telle qu'elle se forme actuellement et le système assimilationniste en vigueur dans les colonies.

sinon dans la législation – une condition d'assimilation est exigée pour l'accès à la nationalité française¹² – du moins dans le discours politiquement correct qui en a abandonné l'usage aux partisans d'une France ethniquement et culturellement homogène. »

Elle dénonce la violence de l'assimilation en fustigeant un soi-disant manque de courage qui préférerait ne pas prononcer ce mot, et en laisser le monopole de l'utilisation à l'extrême droite (ce n'est pas dit aussi clairement). En réalité, on voit que l'assimilation est utilisée dans les discours les plus officiels qui soient, et même dans les « mots » des institutions concernées.

Elle fait le lien avec la colonisation, problème réel mais qui n'est pas repris dans ce travail. Le passé colonial est très souvent prétexte à critique (à juste titre), mais il ne doit pas éloigner des vraies problématiques. Qu'est l'assimilation aujourd'hui ?

Danièle Lochak est beaucoup plus clémentine avec la définition de l'intégration : elle reposerait sur une dynamique d'échange telle que « chacun accepte de se constituer partie du tout et s'engage à respecter l'intégrité de l'ensemble. »

Françoise Gaspard¹³ dénonce aussi le « tabou » autour du terme d'assimilation, notamment dans les discours politiques, et fait une étude de l'évolution des mots utilisés, « assimilation », remplacé par « intégration » jusqu'à « insertion »¹⁴.

Désormais, l'assimilation n'est plus un mot tabou, et en un sens, il vaut mieux mettre des mots sur ce que l'on étudie, c'est un bon moyen pour y apporter des solutions, si besoin est et si elles existent.

La principale différence que font les marocains interrogés entre l'intégration et l'assimilation est, comme les universitaires, une différence de degré dans la perte des liens culturels. Mais surtout, les deux idées sont séparées, l'une est positive (l'intégration), l'autre négative (l'assimilation). Alors que dans la politique et l'administration, c'est une continuité, l'une ne va pas sans l'autre, l'une est même le moyen pour atteindre l'autre.

Ce désaccord entre les parties (les « intégrants » et les « intégrés ») est inquiétant. Les profils des marocains rencontrés lors des entretiens ou des questionnaires correspondent parfaitement aux « attentes » de la politique d'intégration : ils parlent français, vivent en France depuis longtemps, ont des enfants et un conjoint français, ils travaillent en France, certains même sont fonctionnaires. Ils n'ont pas de problème avec la justice, sont insérés dans le tissu social (à travers des associations, le vote pour ceux qui ont obtenu la nationalité française...) et pourtant, leur but n'est pas du tout d'être assimilés, au contraire, ils redoutent et rejettent le mot même.

Par exemple M. Kasri¹⁵, parlant de sa situation :

¹² « Nul ne peut être naturalisé s'il ne justifie de son assimilation à la communauté française, notamment par une connaissance suffisante, selon sa condition, de la langue française et des droits et devoirs conférés par la nationalité française » (articles 21-24 du code civil. La dernière mention a été ajoutée par la loi du 26 novembre 2003). On note ici l'utilisation très étonnante du terme „communauté“. Le gouvernement peut, par ailleurs, faire opposition à l'acquisition de la nationalité par mariage en cas de « défaut d'assimilation » (article 21-4).

¹³ Françoise Gaspard, diplômée de Sciences Po et de l'ENA est une sociologue et femme politique française. Elle a beaucoup travaillé sur la place des femmes et des immigrés dans la société.

¹⁴ Circulaires et discours de 1970 à 1990.

¹⁵ Nourredine Kasri est arrivé en France en 1988, après avoir obtenu son baccalauréat au Maroc. Titulaire d'un DEA de géographie obtenu à l'université de Tours (après licence et maîtrise), il a rencontré son épouse lors de vacances au Maroc, ils ont

« Ah non ce n'est pas de l'assimilation. L'assimilation c'est quand tu rejettes pratiquement ta culture d'origine, quand tu n'as plus de rapports avec ta culture d'origine. Moi c'est de l'intégration réussie (...) parce que j'ai gardé mes rapports avec le Maroc.(...) Je suis un français de raison mais un marocain de cœur. »

L'immigré assimilé aurait quasiment « trahi » ses origines, selon M. Kasri.

Nathalie Perrin-Gilbert, maire du 1^{er} arrondissement de Lyon, dénonce aussi l'assimilation comme étant comme une façon de « renier la richesse de la culture d'origine et demander à l'étranger de renier la totalité de ce qu'il est. »

Pour M. Kasri, cela part d'une démarche active, une volonté de rupture, alors qu'un immigré intégré qui aurait perdu ses liens d'origine aurait plus ou moins « subi » cette intégration « à l'extrême », comme M. Kasri la qualifie plus loin, pour parler de sa situation. Là, il se justifie presque, démontrant qu'il n'est pas assimilé, et il est important de montrer que pour lui, l'intégration réussie est une situation dans laquelle les liens culturels ont été préservés. On remarque que M. Kasri s'est réapproprié le concept en vogue actuellement d'intégration « réussie », mais que là encore, il n'y met pas du tout la même chose que l'administration et les politiques, puisque ceux-ci y voient l'assimilation.

M. Jahidi¹⁶ lui aussi donne une connotation péjorative à l'assimilation en la qualifiant de projet « le moins bon pour moi, comme pour mes enfants ». Il formule aussi très clairement la nécessité de conserver des liens culturels pour être intégré, c'est même la moitié de la définition.

« L'intégration, c'est conserver sa culture d'origine, tout en s'adaptant fort bien au pays d'accueil. L'assimilation, c'est laisser de côté sa culture d'origine, et n'être que français. (Le moins bon pour moi, comme pour mes enfants). »

En fait, la définition de l'intégration qu'il donne correspond à sa situation, comme la définition de M. Kasri correspondait à la sienne. Chacun montre qu'il est bien intégré, car ce statut est vu comme très positif. Mais surtout pas assimilé, qui serait vu comme un échec.

Il n'y a pas de définition d'intégration, car il n'y a pas d'intégration « finie », on ne peut donc pas établir de critères qui diraient celui-ci l'est, celui là non. C'est toujours subjectif.

Néanmoins, je pense que l'intégration peut traduire un processus, une démarche, à laquelle chacun choisit de mettre un terme quand il juge avoir réalisé les « efforts » nécessaires. (Nous reviendrons plus loin sur cette notion d' « efforts ».)

Il y a pourtant, dans le parcours de naturalisation d'un étranger, un entretien en préfecture pour savoir s'il est correctement « assimilé ».

Mme Moreau, adjointe à M. Bay (directeur de l'accueil, de l'intégration et de l'identité nationale au Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire), explique que cette évaluation se fait par exemple sur la qualité du français pratiqué, sur l'exercice d'une activité professionnelle, sur le fait d'avoir des enfants à l'étranger... Elle explique que « le choix de venir doit apparaître clairement », et que l'obtention de la citoyenneté doit être l'aboutissement « d'une vraie démarche ».

vécu un an ensemble en Angleterre, dans le cadre des études de sa femme. Ils sont installés en Bretagne depuis plusieurs années (sa femme est bretonne), où il est documentaliste dans un lycée.

¹⁶ M. Jahidi est arrivé en France en 1978, pour passer sa maîtrise. Il a été maître de conférence à l'université de Lille, et est marié avec une française. Trois enfants sont nés de cette union. Après avoir vécu plusieurs années au Maroc, la famille s'est réinstallée en France.

On verra plus loin que M. Alaoui notamment n'a pas véritablement « choisi » de venir en France et d'y rester si longtemps, ce qui ne l'a pas empêché de s'y marier, d'y élever ses enfants et d'obtenir la nationalité. Les critères de la naturalisation même sont donc laissés, dans une certaine mesure, à l'appréciation du fonctionnaire en charge de l'entretien. Finalement, c'est toujours le ministre qui décide, et parfois, des candidats chanceux bénéficiant d'un traitement spécial (en échange de services rendus) obtiennent cette nationalité malgré toutes les indications contraires. Mais l'inverse est également possible.

Les femmes (surtout voilées) sont particulièrement surveillées, car aux dires de Mme Moreau, ce sont souvent elles qui ont le plus de carence et de difficultés d'apprentissage.

1.2 Quelle politique d'intégration ?

Comment alors faciliter l'insertion des étrangers en France ? Quelles mesures particulières les concernent ?

Ce n'est qu'en novembre 2003 que la notion d'intégration a fait son entrée dans la législation relative à la maîtrise de l'immigration.

Danièle Lochak¹⁷ dénonce l'utilisation de cette notion sous forme « d'injonction ».

« L'effort d'intégration, dont la responsabilité doit normalement incomber aux pouvoirs publics, est rejeté sur les immigrés et converti en injonction de s'intégrer (...) »

Elle ajoute que c'est en 1988 que l'insertion est remplacée par l'intégration, suite au constat de la transformation de la migration en une installation durable. Cela sous-entend que « l'insertion » serait seulement une acceptation de la présence des étrangers, de les faire participer à la vie sociale, alors que « l'intégration » les incorporerait dans la société en tant que membre à part entière, égal aux autres.

Il est clair que désormais, on attend des étrangers qu'ils s'intègrent d'eux mêmes, et nous verrons quels moyens sont mis en œuvre pour les y aider. Le constat est vite dressé qu'ils sont largement livrés à eux-mêmes dans ce processus.

Ceci dit, « l'effort d'intégration » suppose des exigences réciproques. On ne peut pas attendre des étrangers d'être intégrés si on ne les intègre pas, mais les pouvoirs publics ne pourront pas non plus fournir seuls les efforts d'intégration si la démarche n'est pas menée conjointement.

La politique d'immigration est constituée d'une part du contrôle des flux migratoires, et de l'autre de l'intégration des immigrés déjà présents sur le territoire. Mais de plus en plus, les politiques se concentrent seulement sur la première partie, comme le déplore Danièle Lochak :

« (...) Non seulement ce second volet a été systématiquement sacrifié au premier, mais le premier a été présenté tout aussi constamment comme la condition, et donc le préalable du second. Or l'expérience montre qu'une politique de plus en plus répressive, en dehors même du fait qu'elle mobilise les énergies et les crédits au détriment de la politique d'intégration, produit nécessairement des effets désintégrateurs en engendrant insécurité et précarité, en désignant la population immigrée comme étant « en trop », en encourageant la suspicion et, au-delà, la xénophobie. »

¹⁷ Dans son article « L'intégration comme injonction », paru dans la revue Cultures et conflits, n°64 hiver 2006, pp. 131 - 147

L'incompréhension traduite par les désaccords sur la nature et les objectifs de l'intégration entre les immigrés et les politiques peut faire penser que les immigrés ne sont pas consultés dans la mise en place des politiques qui les concernent (et pour cause, la plupart ne sont pas français et ne peuvent donc pas voter).

On reproche souvent aux dirigeants d'écarter les immigrés du pouvoir, mais plus largement leur fait-on une place au sein de la société ?

Cette idée de population « en trop », un peu encombrante, n'est pas assimilable à de la xénophobie telle quelle, mais effectivement elle traduit bien cette co-habitation sans vrai « vivre ensemble ». Quelques initiatives sont menées pour leur donner une vraie place dans la société. Parmi elles, la création de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, inaugurée le 10 octobre 2007, qui met en valeur « l'apport de l'immigration dans l'Histoire ».

Jean Faber¹⁸, ancien haut fonctionnaire qui a préféré garder l'anonymat, a publié un livre intitulé « Les indésirables », où il fustige le manque de volonté de la part des politiques en France d'intégrer les immigrés.

Il définit l'intégration comme

« L'ensemble des politiques publiques dont le but est de résorber les difficultés de tous ordres nées de l'origine étrangère – que cette origine soit récente ou ancienne, réelle ou supposée au vu des apparences – de ce qu'on appelle les immigrés. »

Cette définition a un avantage, c'est de préciser que l'intégration, c'est un ensemble, et qu'il ne faudrait donc pas appliquer une politique d'intégration par petites touches, chacun dans son ministère, mais mener une véritable « politique d'intégration », qui viserait véritablement à « intégrer » et pas à exclure ceux qui ne sont pas intégrés. Mais au-delà de ça, une politique d'intégration serait ce qui s'attaquerait à la difficulté et pas à ses conséquences, c'est-à-dire aux différences qui sont faites à cause de l'origine de la personne, et pas aux problèmes sociaux qui en découlent.

L'ambiguïté de cette définition réside bien sûr dans l'utilisation des termes « réelle ou supposée ».

Il s'agit de tous ces gens qui sont jugés au faciès, au nom, à la couleur de peau, à l'accent, alors même qu'ils sont français, ou étrangers parfaitement « intégrés », mais que l'on verra toujours en tant qu'étrangers.

Ceux-ci n'ont pas besoin d'être intégrés, qu'on le veuille ou non ils font partie de la nation, mais ils ont besoin d'être acceptés. Cette expression, « réelle ou supposée », je ne l'approuve pas complètement, mais elle brise un tabou. On a beau fermer les yeux en disant « ils sont français, ils n'ont pas besoin d'être intégrés », il s'avère que pour certains, ce sont toujours des étrangers, et qu'un véritable changement des mentalités doit être mené, à travers les discours, la législation et la politique.

Pour l'auteur, est intégré non pas celui qui n'est plus immigré, (ne plus être immigré voudrait dire rentrer dans son pays, ça n'a pas beaucoup de sens), mais celui dont la variable « immigré » n'est plus un « facteur déterminant des difficultés sociales d'une personne ». Et cela n'est pas gagné.

Avec cette absence de volonté (ou de capacité) des pouvoirs publics, les efforts viennent donc unilatéralement des immigrés, alors que ça devrait être un processus mené conjointement. Ceci dit, le Contrat d'Accueil et d'Intégration mis en place depuis le 1^{er}

¹⁸ Pseudonyme donc.

janvier 2007 peut représenter cette opportunité de travailler ensemble, et de cibler au mieux les besoins des immigrés dans leur cheminement.

L'auteur explique ainsi qu'à son époque (le livre a été édité en l'an 2000, ce n'est donc pas si lointain) toutes les demandes d'apprentissage du français, les recherches de logement, de travail n'étaient absolument pas écoutées, et que pour toutes ces questions les étrangers devaient se tourner vers des associations.

C'est encore très largement le cas, mais le CAI peut être le point de départ d'une meilleure prise en charge par l'Etat. C'est d'ailleurs le rôle des puissances publiques, et les associations ne devraient tout au plus avoir qu'une fonction complémentaire, car leur financement, leur indépendance, leur idéologie, leur efficacité ne sont absolument pas contrôlables, sauf par les subventions de l'Etat, comme l'explique Mme Moreau. Mais comme pour l'instant elles sont totalement essentielles, l'Etat se retrouve un peu « coincé », et obligé de leur donner les moyens de mener la politique qu'il ne met pas en place.

L'auteur explique qu'au niveau de l'intégration culturelle, il ne faut pas demander à l'immigré de nier sa culture d'origine, mais de « faire en sorte qu'elle cesse d'être source de difficultés sociales ». Evidemment, aucune culture n'est en elle-même source de difficultés sociales, puisqu'une culture s'exprime d'abord en société.

Mais selon l'acceptation de la société où elle s'exprime, elle peut rencontrer des difficultés, autant d'expression que d'acceptation. Du coup, elle pèse sur l'intégration de celui qui l'exprime. Mais je ne suis pas d'avis que ce soit celui qui l'exprime qui soit fautif, ou que la culture elle-même soit forcément source de problèmes.

Il faut bien sûr qu'elle puisse être adaptée à l'environnement où elle s'exprime, mais il faut aussi que les interlocuteurs face auxquels elle s'exprime soient prêts à l'accepter. Au fond, quelles difficultés cela représente-t-il en soi de manger halal, d'aller à la mosquée, de donner un prénom arabe à son enfant ? Aucune, si ce n'est que ça peut être mal reçu par les interlocuteurs de la société d'accueil, quand bien même cela ne représente aucun trouble à l'ordre public, ni ne soit contraire à aucune loi.

La question du droit de vote peut également être posée concernant les politiques à mettre en œuvre pour intégrer les étrangers, en précisant qu'il ne doit pas s'agir d'une représentation particulière bien sûr, puisque le vote représente déjà un territoire. Cette question du droit de vote mériterait une étude à elle seule.

Dans la pratique, au niveau des institutions, on constate que peu d'actions sont menées.

Le Haut Conseil à l'Intégration, créé par décret le 19 décembre 1989 par le gouvernement Rocard, est composé d'un collège de vingt membres, dont la présidente est Blandine Kriegel¹⁹ depuis le 23 octobre 2002.

Bien qu'il ait suscité de nombreux espoirs, il a un rôle essentiellement consultatif, publiant un rapport annuel et émettant des avis rarement suivis de conséquences.

Dans un premier temps, lorsque l'immigré arrive en France, les pouvoirs publics mettent en place une politique d'accueil, définie comme suit par le site [du](#) Haut Conseil à l'Intégration:

ACCUEIL (politique d')

Dom. : immigration, intégration.

¹⁹ Philosophe et professeure des universités, Blandine Kriegel est également membre du Comité consultatif national d'éthique.

Déf. : Ensemble de mesures destinées à faciliter l'arrivée et l'installation en France de personnes étrangères en provenance de l'étranger.

Note : La politique d'accueil s'adresse à l'ensemble des étrangers arrivant en France et s'y installant durablement dans le cadre du regroupement familial, aux familles de réfugiés statutaires (voir cette expression) aux bénéficiaires d'autorisation de travail et aux conjoints étrangers de Français. Cette politique comprend plusieurs étapes : un pré-accueil, une visite médicale, un "diagnostic social et linguistique" qui permet alors de proposer des actions d'intégration au nombre desquelles l'apprentissage du français revêt une importance prioritaire. L'ensemble des prestations d'intégration sont proposées dans le cadre du Contrat d'Accueil et d'Intégration.

Le site www.vie-publique.fr donne également une définition, qui diffère légèrement. Il n'y a pas de date de mise à jour pour ces deux sites, et seul le site www.vie-publique.fr donne la date de mise en ligne soit mars 2005. Le site du HCI cependant, possède un copyright daté de 2007.

ACCUEIL (politique d')

Ensemble de mesures destinées à faciliter l'arrivée et l'installation en France de personnes étrangères en provenance de l'étranger. La politique d'accueil s'adresse aux familles arrivant en France dans le cadre du regroupement familial, aux familles de réfugiés statutaires (voir cette expression) et aux conjoints étrangers de Français. Cette politique comprend plusieurs étapes : entretien lors du dépôt de la demande (de regroupement familial par exemple) pré-accueil avant l'arrivée de la famille et accueil de la famille à son arrivée. Un "diagnostic social" permet alors de proposer à la famille des actions d'intégration au nombre desquelles l'apprentissage du français revêt une importance particulière.

Les étapes d'accueil ne sont pas identiques, mais la mention du Contrat d'Accueil et d'Intégration montre que la définition du site du HCI est récente, puisque celui-ci a été mis en place au 1^{er} janvier 2007. Cette définition semble donc être la plus fidèle à la réalité.

Cette différence de définition montre une évolution restrictive de la cible des politiques d'accueil. Désormais, seuls les immigrés s'installant « durablement » en France bénéficient de ce type de mesures. Pourtant, on verra que dans les entretiens, plusieurs marocains admettent qu'ils ne pensaient pas forcément s'installer durablement en France à leur arrivée. Désormais, il faut avoir un projet de vie.

En 2003, le comité interministériel de l'intégration s'est réuni pour la première fois depuis longtemps, et a modifié le schéma des opérateurs afin de redéfinir la politique d'intégration.

Au sein du ministère, la direction de l'accueil, de l'intégration et de l'identité nationale s'occupe désormais des immigrés en situation régulière installés en France durablement.

En terme de politique d'accueil, le Contrat d'Accueil et d'Intégration offre une formation en trois parties, prise intégralement en charge par des plates-formes régionales de l'Agence Nationale d'Accueil des Etrangers et des Migrations (l'ANAEM) :

- une partie civique, sur les valeurs républicaines et sur les institutions françaises
- vivre en France
- une partie linguistique (si la personne ne parle pas français, l'enseignement peut aller jusqu'à 400h)

Un petit bilan de compétences de 1h à 3h est également établi afin de définir une orientation professionnelle. Si une étape n'est pas suivie, des sanctions peuvent être prises, s'il y a une volonté manifeste de ne pas suivre la formation.

Le recul n'est pas encore suffisant pour évaluer l'efficacité d'une telle mesure, mais déjà, la loi du 20 novembre 2007 a enrichi le contrat avec la création tests dans les pays d'origine pour les migrants familiaux. De 40h à 80h de français ainsi qu'une formation sur les valeurs républicaines sont proposées, mais cela n'est toujours pas mis en œuvre.

Mme Moreau explique que là aussi, une attention particulière est portée aux femmes (« On doit faire attention à ce qu'elles ne soient pas cloîtrées »), et lors de la formation aux droits et devoirs des parents, il est prévu « d'insister particulièrement sur l'égalité hommes/femmes », selon les dires de Mme Moreau.

Tout est fait comme si la laïcité et l'égalité des sexes étaient devenues les deux grandes valeurs de la République française, tant il leur est fait cas dans le cadre de la formation sur les « valeurs » du pays. Elles ne sont pourtant pas énoncées dans la devise, sensée porter toute la force de l'esprit républicain. De plus, on pourra noter sans ironie que si la France a pour valeur fondamentale l'égalité des sexes, il semblerait que les étrangers soient les premiers à en voir les effets.

2. L'identité française

Toujours sur le site du HCI, on trouve la définition du mot « multiculturalisme » :

MULTICULTURALISME

Dom. : immigration, intégration.

Déf. : Dans la conception française de cette notion : un des modèles possibles de l'intégration à la communauté politique et nationale des populations immigrées. *Note* : La France a une conception particulière du multiculturalisme, qui tient à la fois à l'histoire de la construction de la nation et à l'image qu'elle se fait de sa culture. De formation plurielle, la France a aujourd'hui conscience que son unité nationale n'était pas contradictoire avec le respect de sa diversité. La culture française n'a elle-même de référence "universelle" qu'en raison de la richesse des apports extérieurs dont elle s'est toujours nourrie. L'image qui caractérise sans doute le mieux la relation culturelle de la France avec le reste du monde, et d'abord avec les immigrés qui sont installés sur son sol, n'est pas celle d'une assimilation forcée ; c'est celle d'un lent métissage, de part et d'autre accepté et entretenu, au service d'un projet de construction permanente de la nation et de la société républicaine.

Voir aussi : Intégration (modèle d').

Cette définition semble être un éloge à la diversité. Elle fustige « l'assimilation forcée », à laquelle elle préfère « un lent métissage ». Pourtant, on l'a vu, pour être intégré, un étranger est maintenant appelé à effacer ses « caractéristiques culturelles distinctes ». Si cela se fait en une génération, on ne peut pas sincèrement parler de « métissage lent ». On peut aussi rappeler que dans la définition « modèle d'intégration », l'idée qui était donnée du multiculturalisme étant beaucoup moins flatteuse. Utilisée toujours entre guillemets et présentée comme étant l'apanage des modèles anglo-saxons, on sentait une certaine distance avec cette notion.

L'expression « à l'histoire de la construction de la nation » est un rappel à l'esprit jacobin qui a été à l'origine de l'émergence de l'Etat nation en France. En effet, la vision de l'immigration est largement influencée des épreuves « politico-historiques à travers lesquelles la nation s'est formée. »²⁰

La sociologue française Dominique Schnapper le démontre, en étudiant l'évolution du vocabulaire utilisé pour désigner les immigrés à travers les différents pays européens.

« A travers les mots de la vie sociale, c'est le rapport à l'Autre qui s'exprime, la tradition de l'intégration nationale et de ses modalités, la conception de la citoyenneté. On ne saurait comprendre les formes du rapport à l'Autre et les politiques à l'égard des étrangers installés sans tenir compte du "jacobinisme" français, lié à une conception de la nation dont les origines remontent au Moyen Age, et que l'universalisme rationaliste des révolutionnaires a renforcée ; du "multiculturalisme" social des Britanniques, né de l'histoire de la démocratie parlementaire (...) ; de la tradition libérale des Pays-Bas et de la Suède, qui mènent des politiques d'"émancipation des minorités" ; de l'histoire de l'Allemagne et d'une notion encore vivante de "peuple allemand" (Deutsches Volk) en tant qu'entité ethnico-linguistique... »

Dans cette partie, nous allons aborder de nouveaux termes délicats, notamment la question de l'identité et de la culture.

De nouveau, il est quasiment impossible de définir ces notions, elles ne prennent sens que dans leur utilisation, et je ne prétends pas les figer dans une définition idéale. Cependant, je pense avoir trouvé une signification satisfaisante au terme « culture », que je dois à M. Yves Gonzalez-Quijano²¹. Il donne tout d'abord une définition anthropologique large, avant de préciser :

Culture :

Productions symboliques d'une société ou propres à elles, comment une société forge ses propres représentations et symboles.

Différente de la civilisation qui elle est une construction relevant de l'utopique, d'un horizon commun à l'humanité alors que la culture est historique, évolutive.

Il est incontestable que les identités culturelles sont politiquement significatives (...) elles ne sont pourtant ni primordiales, ni données une fois pour toutes. Bien au contraire, toute culture est une construction historique. (...) c'est précisément parce qu'elles sont plastiques que la tradition, la culture, la civilisation perdurent.

Yves Gonzalez insiste sur le fait que la culture est évolutive, et vouloir figer une identité française basée sur une « culture » intemporelle ne peut être que vain. Contrairement à la civilisation la culture est réelle mais néanmoins construite et surtout « évolutive ».

2.1 Les crispations autour de l'identité.

La construction communautariste n'a pas le monopole du culturalisme. Les dirigeants politiques, pour asseoir leur pouvoir, contrôler le pays, l'unifier, ou défendre les intérêts nationaux n'hésitent pas à passer par là, et l'on note une revalorisation de ces discours depuis les années 1990.

²⁰ Source pour cette citation et les suivantes: Le Monde Diplomatique, Juin 2006 p. 15

²¹ Directeur du GREMMO (Groupe de Recherches et d'Etudes sur la Méditerranée et le Moyen-orient), et enseignant-chercheur à l'université Lyon 2.

C'est ce que rappellent Laurent Bazin²², Robert Gibb²³, Monique Selim²⁴, tous trois membres du réseau scientifique Terra (IRD), dans leur article introductif « **Nationalisation et étatisation des identités dans le monde contemporain** »²⁵ :

« Les nouvelles rhétoriques de l'« identité nationale » et de l'autochtonie ont pris un peu partout dans le monde la place laissée vide par la destruction des anciens systèmes idéologiques qui donnaient une prépondérance aux rapports de classe »

Déjà en 1995, Bertrand Badie le soulignait en parlant d'« ethnicisation du monde ».

Jean-François Bayart compte trois types de culturalisme politique²⁶ :

le racialisme scientiste

le nationalisme

l'exotisme égocentriste

Il les rattache au mouvement de « l'invention des traditions » qui a cours au XVIIIème et qui correspond à « l'inculcation de valeurs et de normes de comportement au nom d'un passé de référence souvent construit. »

C'est évidemment avec l'Etat nation que la nécessité de rassembler les peuples autour d'une identité commune s'est faite sentir, mais dans le contexte actuel de mondialisation, d'ouvertures des frontières et donc de communication facilitée entre les cultures, des réactions identitaires se font sentir, qu'elles soient défensives ou agressives.

Les politiques publiques en la matière n'ont évidemment pas toutes pour but un régime totalitaire, loin de là, elles peuvent au contraire être menées pour être en accord avec la tendance de l'électorat à un moment donné, électorat pas forcément prêt à recevoir et accepter l'autre. Or, comme l'explique J.-F. Bayart, la méconnaissance de soi entraîne la méconnaissance de l'autre.

En France, on assiste à la sublimation par une frange de la population et des dirigeants à une certaine « francitude » ou « franchouillardise » comme l'appelle J.-F. Bayart, arbitrairement définie, sur laquelle certains peuvent appuyer leur définition de « l'identité nationale », celle-là n'étant toujours pas définie. En faisant croire aux gens que c'est cela « être français », ou d'ailleurs qu'être français repose sur une culture, on trouve un moyen pour en exclure tous ceux qui ne correspondent pas à cette image, pourtant totalement construite. Et du même coup, on formate les comportements de ceux qui veulent adopter la nationalité française, même s'il faut pour cela renier leur identité culturelle propre.

Cela n'est pas la solution, car ça engendre des tensions sociales et identitaires, avec pour effet secondaire de bafouer les effets positifs de la diversité. Bien sûr, on peut dégager une permanence dans les représentations culturelles dans certains espaces et temps donnés mais elles sont constamment négociées par la diversité des acteurs, et des sous-ensembles.

²² Chercheur au CNRS-CLERSE

²³ De l'université de Glasgow

²⁴ Chercheuse à l'Institut de Recherche pour le Développement

²⁵ Paru dans le numéro hors série « Identités nationales d'Etat » du Journal des anthropologues, février 2008.

²⁶ Dans son ouvrage « L'illusion identitaire », Fayart, 1996.

Voilà pourquoi on ne peut pas attendre de tous les français qu'ils se comportent de la même façon, aient les mêmes valeurs personnelles et se reconnaissent dans une seule « culture », rigide et intemporelle.

On ne peut pas non plus demander à des immigrés d'acquérir cette culture et de se l'approprier, de la même façon que pour comprendre les liens culturels en jeu dans la situation d'émigration, on ne peut pas déterminer une liste d'indices culturels qu'il faudrait préserver pour que les marocains en France ne perdent pas leur identité culturelle. Seul le niveau individuel permet l'analyse des traces que chacun veut garder, dans le respect de l'ordre national (Voir dernière partie). Il n'y a pas une culture française comme il n'y a pas une culture d'une communauté marocaine en France.

Dans un contexte d'eupéanisation, on pourrait penser que l'identité nationale s'assouplit, et s'adapte à la fréquentation des étrangers.

En réalité, l'Europe est à double tranchant. Autant elle est synonyme d'ouverture économique, de projets communs, autant elle se dresse de plus en plus comme une forteresse où les étrangers extracommunautaires ne sont pas forcément les bienvenus, créant une hiérarchie dans les migrants. Cela se répercute sur tous les aspects de la vie privée des étrangers, dont leur mariage.

On constate par exemple qu'un mariage franco-anglais est considéré comme « moins mixte » qu'un mariage franco-maghrébin. Cela part du principe qu'il y a des étrangers « plus étrangers » que d'autres, c'est-à-dire qu'ils ne le sont pas seulement à travers les papiers mais à travers leur culture, leur religion, leur langue... qui les rendent plus éloignés, plus différents de nous que les autres. Un préjugé très discutable évidemment.

Cette problématique de l'identité nationale figée est largement dénoncée comme étant une construction sociale, reposant sur l'idée d'une culture unique et uniforme, ignorant la présence réelle de cultures d'origines étrangères.

Quotidiennement, ces attaches à des identités intemporelles se font sentir, comme dernièrement le film « Bienvenue chez les Ch'tis », qui fait de la ville Bergues la flamande une ville de Ch'tis. Avec une telle caricature, humoristique, les conséquences sont nulles. Mais elle démontre la façon dont on peut convaincre les gens de ce qui serait leur propre identité, qui leur est pourtant totalement étrangère.

L'un des grands théoriciens de l'identité nationale est sans doute l'américain Samuel Huntington, qui a soutenu la thèse d'une menace planant sur l'identité américaine, de par les vagues de migrants notamment catholiques hispanophones, qui, à l'en croire, allaient submerger, par leur démographie galopante, les protestants blancs (les WASP), fondateurs des Etats-Unis d'Amérique.

Cette thèse a très vite eu de nombreux détracteurs, elle souffre en effet de nombreuses faiblesses.

D'abord, par l'arbitraire désignant les WASP comme « identité » principale des USA contemporains. En effet, si les USA en tant que pays ont bien l'empreinte des colons protestants blancs, ils ne sont pas l'identité nationale du pays dans le sens où les indiens sont les autochtones, que les Etats-Unis ont dès leur apparition subi de nombreuses vagues d'immigrations, et qu'il est trop catégorique pour ne pas dire absurde et xénophobe de déclarer une catégorie de personnes comme « identité » représentative du pays, et les autres comme une menace.

Il est déjà tout à fait construit de désigner par « WASP » et même par simple protestant blanc une catégorie entière de la population, puisque les individus de cette catégorie ne se

réduisent pas à ces seules caractéristiques, et peuvent être plus proches individuellement d'autres « catégories ». Ensuite parce que poser les autres comme menace, c'est anti-constructif, c'est renier la diversité qui constitue depuis toujours les Etats-Unis, et c'est les exclure d'une société dont ils font pourtant partie.

L'école de Copenhague a beaucoup travaillé sur ces questions, en abordant le thème de la sécurité. Les études menées dans ce cadre insistent sur le fait qu'au-delà des menaces réelles contre l'intégrité du territoire portées par les immigrés (On peut par exemple penser à l'espionnage, la perte de souveraineté notamment en Europe, avec des frontières de plus en plus ouvertes aux ressortissants de la communauté européenne.), la plupart de ces menaces sont largement construites. Il s'agit plus de subjectivité.

En France, la très récente création du Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire a fait éclater une vive polémique autour de la place des immigrés dans l'identité nationale. En font-ils partie ? Les deux intitulés s'opposent-ils ?

Mme Moreau nous explique comment comprendre cet accolage ambigu :

« Le problème c'est que « identité nationale », ça fait référence au régime de Vichy, avec des relents d'exclusion, de nationalisme... Or c'est en fait traduit par le nom de cette direction : accueil, intégration et citoyenneté. En disant cela elle reconnaît la diversité. Un label « diversité » a d'ailleurs été créé avec les employeurs (Afnor). C'est un énorme boulot. On a en fait transformé la notion d'identité nationale comme citoyenneté. C'est-à-dire la connaissance des valeurs de la république. On peut être étranger et avoir un comportement citoyen (je ne parle pas du droit de vote mais du respect des valeurs et du vivre ensemble). C'est comme un contrat, dont l'aboutissement peut être une éventuelle naturalisation. Chaque année ainsi, nous avons ici 100 000 nouveaux français. »

On peut comprendre l'intitulé de la direction « accueil, intégration et citoyenneté » comme un processus logique ; on accueille l'immigré, on intègre l'étranger et on le naturalise, faisant de lui un citoyen. Dans ce cas, accoler « immigration et identité nationale » signifierait que les immigrés prennent leur pleine part à l'élaboration de l'identité nationale. Mais en fait, ce processus ne concerne pas tous les immigrés s'installant en France, tous n'ont pas vocation à devenir français, ce qui ne les empêche pas d'avoir envie de vivre ici et de s'adapter au pays.

Mme Moreau souligne en effet que cela permet de reconnaître « la diversité », sans doute celle constituée par les citoyens naturalisés, issus de différentes origines. Cependant, la « diversité » n'est pas au cœur des activités du ministère. En effet, la mission qui en portait le nom n'a jamais été créée. (Voir annexe 1)

Le fond du problème, c'est la capacité de la France à gérer sa diversité, à accepter toutes les cultures en les laissant s'exprimer sans tomber dans le communautarisme. Ce n'est pas un problème spécifique à la France, tous les grands pays d'immigration ont ce problème, et il est clair qu'il n'y a pas de mode d'emploi pour connaître le succès parfait, mais on peut toujours améliorer la situation.

2.2 La France, République indivisible

On l'a dit, la politique d'intégration d'un pays est très influencée par la construction historico-politique de son identité. En ce qui concerne la France, le jacobinisme et sa vision très unitariste de la nation ont laissé une empreinte juridico-politique qui conditionne toujours l'expression des particularismes culturels présents au sein de la République.

Voici les articles de la Constitution française de 1958 traitant de l'indivisibilité de la République.

Article 1er :

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée.

Titre I - De la Souveraineté

Article 2 :

La langue de la République est le français. L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge. L'hymne national est la Marseillaise. La devise de la République est Liberté, Égalité, Fraternité. Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Article 3 :

La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.

Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret.

Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques.

La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives.

On note que la laïcité et l'indivisibilité sont deux principes essentiels puisque énoncés par l'article premier. L'égalité des citoyens est assurée, « sans distinction d'origine », « de race » (notion qui suscite bien des débats) et de « religion ». Aucune mention n'est faite des étrangers, seuls les citoyens ont ici la garantie d'être égaux.

L'indivisibilité est un trait permanent de la République depuis la Révolution. La 1^{ère} République, est ainsi proclamée « une et indivisible » par la Convention, le 25/09/1792.

Dans ce cadre, quelques décisions du Conseil Constitutionnel sont à retenir :

n° 82 – 137 DC du 25/02/1982

n° 82 – 138 DC le même jour (région Corse)

n° 82 – 147 DC le 02/12/1982 département d'Outre-mer (Polynésie, Nouvelle-Calédonie)

Ces décisions éclairent notamment sur le caractère « indivisible » de la France, en lui accordant deux significations ; d'une part la France est un Etat unitaire, d'autre part le territoire de la République ne peut être remis en cause. Les points éclaircis portent surtout sur le statut et le pouvoir conférés aux collectivités territoriales, en terme de hiérarchie normative notamment, de décentralisation. Sur cette question, le « statut de la Corse » a précisé l'état des lieux, réaffirmant la suprématie des lois et règlements nationaux, en ne permettant pas au parlement corse de modifier les lois, et bien sûr, en réservant la politique étrangère au pouvoir central.

C'est ce qui est repris à propos de l'intégrité territoriale de la République.

Rien n'est donc a priori mentionné sur la culture ou les valeurs républicaines outre la très vague et très consensuelle devise nationale. Seule l'indivisibilité territoriale a une véritable réalité juridique, puisqu'elle est également inscrite au code pénal aux articles 86, 87 et 88, qui qualifient l'atteinte à cette indivisibilité de « crime contre la sûreté de l'Etat ».

Ceci dit, en y regardant de plus près, dans la décision concernant la Nouvelle Calédonie, il y a eu, au moment de l'organisation d'une consultation du peuple, la question de procéder par communautés, ethnies... Finalement, en vertu des articles 2 et 3 de la constitution, cela a été empêché.

Le caractère « indivisible » de la France a depuis très longtemps été interprété sous l'angle culturel.

Partant de l'idée qu'il était nécessaire d'enseigner le français à tous, les dirigeants ont pendant longtemps pensé que cet apprentissage ne pouvait être compatible avec la co-existence d'une deuxième langue, maternelle celle-ci.

Je prendrai pour illustrer mes propos l'exemple breton, en connaissance de cause. L'acharnement qui a été mené pendant quelques décennies à éradiquer toute langue ou patois découlait sûrement du principe louable qu'il fallait unifier la nation, et sûrement avoir une langue commune était indispensable. Mais cela signifiait-il avoir une langue unique ?

L'image paysanne, rurale, pour ne pas dire plus dont souffraient les langues régionales a contribué à leur effacement violent. Dans les villes, dès le début du siècle, le français était la langue couramment parlée, mais des patois étaient utilisés en famille. Ma grand-mère a ainsi pu apprendre le français et l'utiliser quotidiennement, sans perdre l'utilisation du breton.

Pour mon grand-père, qui habitait dans la campagne brestoise de Lampol-Plouarzel, ce fut autre chose. Les instituteurs venus de la ville avaient pour mission, en plus de l'éducation des enfants, de généraliser le français dans ces campagnes où il n'avait pu pénétrer. C'est à coup de punitions humiliantes et de châtiments corporels que l'on interdisait l'usage d'un seul mot breton en classe comme dans la cour de récréation. Mes arrières grands-parents, qui n'avaient pas été à l'école, ont continué à parler breton à leur fils, qui, n'ayant été à l'école qu'à partir de 9 ans, en a gardé une maîtrise parfaite. Intégré ensuite dans l'armée, il n'a plus jamais parlé breton, même avec ma grand-mère, sauf quand il s'agissait de conversations « entre adultes ».

Ma mère n'a jamais pu apprendre un mot de breton de la part de son père, qui trouvait cela « inutile d'apprendre cette langue humiliante » qu'on lui avait assez apprise à oublier.

De multiples témoignages, d'instituteurs, de personnes âgées, m'ont toujours attesté de la violence de la perte d'une langue à l'origine maternelle, en une génération. Cela cause aujourd'hui des incongruités totales, comme l'émergence d'écoles bretonnes en pays de Saint-Brieuc (ou l'on parlait pourtant le gallo), le retour de parisiens dont les parents étaient originaires de Bretagne, qui n'ont jamais connu le breton et qui souhaitent que leurs enfants l'apprennent... En bref, un repli sur soi d'une identité perdue en pleine reconstruction.

On constate que la politique, si elle a bien étendu le français comme langue unique à toute la France, n'a pas empêché la résistance violente (L'Armée Révolutionnaire Bretonne, ETA en pays basque...) face à l'acculturation, participant même parfois à son accentuation. Ceci dit, ces régions ont quand même gardé une forte identité, parce qu'elles pouvaient se rattacher à un territoire défini (quoiqu'en Bretagne, il soit toujours sujet à discussion !).

Qu'en est-il pour les particularismes culturels des immigrés ? Comment peuvent-ils être préservés sans tomber dans le communautarisme, sans remettre en cause l'unicité nationale ?

A noter qu'un mouvement de reconnaissance des langues régionales s'est mis en place, aboutissant à la réforme constitutionnelle des mois derniers. Ce mouvement a aussi pu montrer que les crispations autour des particularismes étaient toujours présentes. La question se pose ; est-il vraiment besoin d'inscrire chaque particularisme à la constitution pour ne pas qu'il disparaisse, et pour en assurer « le respect » ?

La sphère privée peut néanmoins être un espace de préservation des particularismes culturels. Dans le cas de mes grands-parents, il est fort probable que si l'on n'avait pas convaincu mon grand-père que sa langue était honteuse, il est fort probable qu'il l'aurait transmise à ma mère, ou au moins qu'il l'aurait pratiquée à la maison avec sa femme.

Les mariages mixtes notamment permettent une vraie insertion des étrangers à la société, tout en laissant s'exprimer les traits culturels d'origine, au moins dans une certaine mesure.

Cependant, là encore, on rencontre des difficultés. Selon le « Dictionnaire des relations internationales »²⁷, « le double mouvement contradictoire d'ethnisation et d'individualisation a fait éclater le mythe de l'appartenance unique, étatique ou culturelle ». La mixité est vue comme une « sous citoyenneté », selon laquelle « l'appartenance à la nation ne signifie pas l'uniformité mais le respect et l'acceptation de l'autre. Or, elle est parfois utilisée comme discrimination et exclusion. »

L'image d'exceptionnalité que subissent encore les mariages mixtes montre bien la difficulté à concevoir les multi appartenances, même si l'expérience de la mixité « brise l'illusion de l'unicité identitaire. »

3. La citoyenneté comme identité

On l'a vu, l'entretien avec Mme Moreau fait coïncider la citoyenneté française avec l'adhésion à des « valeurs françaises », elles-mêmes porteuses de l'identité nationale. Ce grand mélange fait un peu perdre les repères, d'autant plus qu'il n'est pas valable pour tout le monde.

Ainsi, en France, certains étrangers ont le droit de vote, une « semi-citoyenneté », sans pour autant devoir passer par la case naturalisation ou même « adoption de valeurs républicaines ».

Avec l'apparition de l'idée de « citoyenneté européenne²⁸ », qui a permis aux ressortissants de l'Union Européenne de voter aux élections locales, André Roux²⁹ note que cette ouverture marque la fin de l'association entre identité nationale et citoyenneté.

²⁷ Deuxième édition (2006) chez Dalloz, à la définition « sécurité ».

²⁸ Le traité de Maastricht établit clairement l'idée d'une citoyenneté européenne dans son article 8B. Il attribue ainsi à tous les ressortissants de l'Union le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et européennes dans l'Etat de résidence même s'il n'en a pas la nationalité.

²⁹ Dans son ouvrage « Droit constitutionnel local », Economica, 1995.

Pourtant en 1793 l'article 4 de la constitution permettait déjà le droit de vote des étrangers, à certaines conditions.

Tout étranger âgé de 21 ans accomplis qui, domicilié en France depuis une année y vit de son travail ou acquiert une propriété ou épouse une française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard ; tout étranger, enfin qui sera jugé par le corps législatif avoir bien **mérité l'humanité**, est admis à l'exercice des droits de citoyen français.

On note la puissance du mot « humanité », là encore l'étranger devient humain en acquérant la citoyenneté française...

On voit qu'à cette époque, tout époux d'une française aurait pu voter. Aujourd'hui il n'en est bien sûr pas question, seuls les européens le peuvent, et dans un certain cadre de respect de la souveraineté nationale.

Il n'est absolument pas question d'atteinte à la « culture » ou à « l'identité nationale ».

Les étrangers n'ont donc pas tous le même statut, et on assiste à une belle confusion des genres : en France, on peut donc n'être pas français mais pouvoir voter. D'autre part, si l'on n'est pas européen, on attend de nous que nous adoptions les valeurs françaises sans forcément avoir la nationalité, et en étant donc pas sûr de voter un jour. Mais si on veut être naturalisé et voter, il est alors indispensable d'adopter des « valeurs » que d'autres électeurs n'ont pas.

Alors, qu'en est-il vraiment ?

En nous référant au site du HCI, nous retrouvons la définition de « citoyenneté » :

CITOYENNETE *Dom.* : intégration, nationalité.

Déf. : Qualité de citoyen, assimilée dans les pays démocratiques à celle de national majeur, qui rend une personne apte à exercer librement l'ensemble des droits politiques attachés à cette qualité, sous réserve qu'elle ne se trouve pas privée de tout ou partie de cet exercice par une condamnation pénale (privation de droits civiques : vote, éligibilité).

Note : L'exercice de droits ne va pas en démocratie sans le respect également légitime d'obligations (obligations de vivre en respectant les lois, mais aussi les "us et coutumes" du pays, obligations fiscales, devoir de satisfaire à la fonction de membre d'un jury de Cour criminelle). Les problèmes liés à l'intégration de communautés immigrées dans le corps politique national sont devenus de nos jours tels qu'ils conduisent à approfondir la notion de citoyenneté : il en est ainsi en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) comme en France et en Europe occidentale.

Voir aussi : Nationalité.

La définition elle-même ne laisse aucun doute ; la citoyenneté consiste bien à l'exercice des droits civiques. Mais l'interprétation donnée par la « note » va beaucoup plus loin : le respect de la législation, obligations fiscales... Commettre un délit ou ne pas payer ses impôts supprime-t-il la qualité de citoyen à un français ? C'est ce que Mme Moreau appelle « le comportement citoyen ».

Plus grave, l'interprétation élargit au respect des « us et coutumes », qu'elle cite elle-même entre parenthèses, relevant le caractère indéfini et subjectif de cette notion. Si l'on considère que célébrer Noël est une tradition, ne pas le célébrer m'empêche-t-il d'être une citoyenne française ? Et sinon, alors, quels us et quelles coutumes peuvent me dépourvoir de cette qualité ?

Courageuse dans ses convictions, la « note » précise que cet élargissement de la définition originale est du « aux problèmes liés à l'intégration de communautés immigrées dans le corps politique national » qui sont devenus « tels » qu'il faille remettre en cause une définition de droit.

D'abord, changer la définition ne va pas arranger les problèmes, on ne va pas sans cesse adapter le vocabulaire pour résoudre les problèmes découlant de l'évolution de la société, ou bien il ne faut plus appeler ça du droit. Ensuite, l'interprétation, si elle souligne le caractère apparemment prépondérant des problèmes soulevés par l'immigration, n'en donne pas l'exemple, et ne dit pas en quoi ils sont en lien avec la reformulation de la citoyenneté.

En fait, cette définition donne la terrible impression que l'adaptation de la définition n'est faite en réalité que pour exclure les immigrés de la citoyenneté et effacer ainsi le problème sans le régler. Elle sous-entend en effet qu'on peut voter sans être citoyen, si on ne respecte pas les « us et coutumes ». A ce niveau là, c'est assez inquiétant.

Cela veut donc bien dire que désormais, un immigré peut être passer par les étapes « accueil », « intégration » et même « naturalisation », s'il n'a pas appris les valeurs que l'on avait choisies de lui apprendre, s'il ne correspond pas aux « us et coutumes » du pays, il ne sera pas admis comme citoyen, et n'aura de ce fait aucune identité en France.

C'est ce que Danièle Lochak dénonce comme « l'intégration républicaine »³⁰.

« La consécration législative, par la loi du 26 novembre 2003, d'un nouveau syntagme lexical : l'« intégration républicaine » s'inscrit dans le prolongement de cette évolution. La notion est là pour signifier **la double obligation de s'intégrer et de respecter les principes républicains** : liberté, égalité, **laïcité**. La République est convoquée pour rappeler qu'il n'y a d'intégration concevable et valide que « républicaine » et pour conjurer le spectre du communautarisme au moment où, dit le ministre, « des communautés issues de l'immigration s'organisent pour résister à l'intégration républicaine par des pratiques endogames ». (...) Le Haut Conseil à l'intégration s'empare à son tour du concept. Dans son rapport intitulé, précisément, « Le contrat et l'intégration », il relève, non sans emphase, qu'on touche ici « aux principes même de notre pacte républicain : les notions de contrat et d'intégration » et que le mérite du contrat d'intégration proposé aux étrangers arrivants sur notre sol serait de nous amener à « réfléchir ensemble au contrat et à la citoyenneté ».

Désormais, le titre de séjour vient récompenser les « bons immigrés » qui auront respecté des principes « Liberté, égalité, laïcité », des principes qui ne correspondent pas exactement à la devise nationale, dont la solidarité prend un coup. Ces principes sont applicables à tous les français, mais dans cette situation ils sont « choisis » pour les immigrés.

L'utilisation de la notion de « laïcité » rappelle les tensions qu'il y a eu dernièrement en France autour du voile, et stigmatisent sans doute involontairement, avant même leur arrivée, les immigrés musulmans. Cela met aussi en lumière que décidément, la France n'a pas réglé ses propres questionnements autour de la place des religions.

Institués par le CAI, ces principes ne me semblent pas amener à « réfléchir ensemble », puisqu'il ne concerne que les immigrés et que peu de citoyens français sont au courant de la mise en place de cette mesure, et de ses tenants et aboutissants.

L'idée de devoir « inculquer des valeurs » aux immigrés est déjà contestable, mais penser que c'est au cœur du contrat républicain est presque ironique. Pour l'instant, le

³⁰ Dans son article « L'intégration comme injonction », paru dans la revue « Cultures et conflits » n°64, hiver 2006.

« contrat » que signe les immigrés leur apporte beaucoup d'obligations, et bien peu de compensations.

« On a en fait transformé la notion d'identité nationale comme citoyenneté. », voilà ce que nous confiait S. Moreau au ministère. Mais en réduisant l'identité nationale à la citoyenneté elle-même extrapolée à un système de valeurs, il devient très compliqué de se faire une identité en France !

L'objet n'est pas ici de contester le fait que la république comporte des valeurs, et qu'il faille les respecter. Le problème se pose quand ces valeurs sont construites, choisies arbitrairement en fonction de ceux qu'elles concernent, et évoluant au gré des besoins.

La laïcité semble quand même au cœur du problème, puisque Mme Moreau la cite également :

« Liberté, égalité, fraternité, laïcité avec une focalisation sur le droit des femmes. Les cultures ne sont pas équivalentes sur l'égalité hommes/femmes et l'éducation des enfants. Il y a beaucoup de messages. »

De nombreux messages qu'on n'essaie pas de décrypter, de peur de les comprendre. Là encore, bien sûr, l'égalité hommes/femmes doit être respectée, et ce serait bien que l'effectivité de la parité en politique, que l'égalité salariale en soit les modèles. Mais il n'y a qu'une façon de trouver les valeurs de la France ; elles sont dans les lois de la république. Il est facile de les déterminer et de les faire respecter.

En assimilant la nationalité française à une culture, des valeurs, l'administration va à l'encontre de l'évolution des choses qui tend à une diversité croissante, à un plus grand mélange des cultures, qui fait qu'aujourd'hui, avec l'ouverture des frontières, le « français moyen » ne correspond plus vraiment à un travailleur au béret avec la baguette et le vin rouge. Beaucoup de français ne se reconnaissent pas dans les traditions judéo-chrétiennes identifiées comme caractéristiques de la France.

Dans ces conditions, demander aux étrangers d'adhérer à des « valeurs » qui ne sont pas clairement identifiées ni légitimées, qui ne correspondent même pas à la devise nationale (qui elle, à la rigueur, porte une vraie légitimité républicaine), semble très difficile à mettre en place.

Lors des entretiens, beaucoup de marocains ont témoigné n'avoir demandé la nationalité que lorsqu'ils en étaient absolument contraints, rares sont ceux qui l'ont demandée par un attachement particulier aux valeurs nationales. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne les partageaient pas, et cet « opportunisme » administratif ne les a pas empêché d'être des citoyens comme les autres, participant à la vie associative.

M. Alaoui par exemple, arrivé en France en 1968 n'a demandé la nationalité que trente ans plus tard, en 1998. Il explique cette décision : « Ca ne m'intéressait pas, mais finalement mes gosses sont français... Il n'y a pas d'avantage à être français, aucun. »

M. El Qarouni, lui, a demandé sa nationalité en 1987, neuf ans après être arrivé en France, et trois ans après son mariage. Il explique cette demande comme « un choix et une nécessité ».

M. Jahidi a demandé la nationalité après la naissance de son aînée, Amal, mais cela faisait déjà 5 ans qu'il était marié. Il avait vécu plusieurs années en France auparavant et était maître de conférence à l'université de Lille.

On voit bien ici que la nationalité et l'intégration n'ont rien à voir, donc dire qu'« être français » c'est avoir les valeurs de la France semble très contradictoire. Beaucoup

d'étrangers ont déjà les valeurs de la France sans en avoir les papiers, et d'autres demandent la nationalité par nécessité, sans que cela ne traduise un attachement particulier au pays.

3.1 La citoyenneté comme garant de l'égalité

Le système d'intégration français, s'il existe, repose on l'a vu sur une dimension « d'assimilation ». Il ne faut pas croire que cette logique a été construite seulement pour rendre les citoyens tous identiques, pour anéantir toute trace de culture d'origine.

La citoyenneté repose (normalement) sur des critères objectifs. Baser l'identité de la nation sur une communauté de citoyens permet de garantir leur égalité, car en considérant les individus par leur fonction, on efface les inégalités naturelles que découvrent leurs natures.

Le problème, c'est que tous les habitants ne sont pas des citoyens, et ces habitants-ci sont donc exclus du système d'égalité, ce sont les étrangers. On voit même que désormais, une hiérarchie est faite parmi les citoyens.

Effacer les particularismes ne repose donc pas forcément sur une volonté d'acculturation. Celle-ci n'est que l'expression extrême (éventuellement déviée de son but initial) du principe d'égalité à tout prix, aux dépens de l'identité des personnes.

Mme Moreau l'explique ainsi :

« Il y a obligatoirement une vision politique sur ces questions. Notre société se conçoit-elle comme une juxtaposition de communautés ? Traditionnellement en France, non. C'est aussi une vision juridique, une égalité juridique correspondant à un comportement sociétal. »

André Roux³¹ explique les fondements juridiques de cette situation : il explique que le principe d'indivisibilité du peuple est toujours très liée au territoire, et plusieurs décisions relatives à cette notion ont été prises, dans le cadre du processus de construction européenne, comme vu plus haut. Ce principe d'indivisibilité, lorsqu'il est combiné à l'égalité « commande l'unité (ou l'unicité) du peuple français et interdit toute différenciation entre citoyens constituant un même peuple. »

Mais de plus en plus, cela apparaît comme un acharnement contre les minorités, qui souhaitent désormais faire reconnaître leurs particularités, en tant qu'apports à la société. En continuant, Mme Moreau admet les faiblesses du modèle :

« La vision française de l'intégration c'est le droit commun pour tout le monde, en substance tout le monde a les mêmes droits, ainsi il n'y a pas de quotas d'intégration, de travail, d'étudiants. Il n'y a pas de minorité visible, de discrimination positive. (...) Ce n'était pas la philosophie à la base mais sous jacente de l'« identité nationale ». Les anglo-saxons s'appuient eux sur les communautés pour créer la cohésion sociale. En France c'est différent, du coup comment créer cette mixité ? Finalement on doit se retrouver pareil. »

La décision du 9 mai 1991 sur le statut de la Corse affirme que la constitution ne « connaît que le peuple français composé de tous les citoyens français sans distinction d'origine, de race ou de religion. » (Art. 2-1 de la constitution)

Ceci montre bien que dans le cadre public, il ne peut pas être fait état d'une « identité » autre que celle de citoyen, et s'il n'est pas fait état des différentes cultures il semble

³¹ Dans son ouvrage « Droit constitutionnel local », Economica, 1995.

qu'aucune d'entre elles ne puissent être mise en avant. Elles doivent s'exercer dans un cadre privé.

Il est ainsi interdit au législateur de reconnaître des « minorités » sur le territoire national auxquelles seraient rattachées des spécificités dans les domaines culturel, religieux ou linguistique.

Même au niveau international, la France a fait valoir ce principe. Concernant le pacte des Nations Unies sur les droits civiques et politiques ; la France a émis une réserve sur l'article 27, stipulant :

Dans les Etats où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de perpétuer leur propre religion ou d'employer leur propre langue.

La France a argué que l'article 2 de la constitution rendait inutile l'application de cet article au territoire français. En fait, les deux sont plutôt vus comme incompatibles. Cette réaction traduit surtout la peur du communautarisme, vue comme permise par l'expression « en commun avec les membres de leur groupe ». Mais cela signifie-t-il exclusivement dans le groupe ? Quel groupe ? La France précisément, ne reconnaît pas ces groupes.

De même, la France a posé une réserve à l'article 30 de la convention sur les droits de l'enfant de 1990.

Le problème soulevé par André Roux, est que le principe d'indivisibilité invoqué demeure sans véritable contenu positif. Il s'agit avant tout du caractère unitaire de l'Etat, avec d'une part celui-ci comme supérieur aux collectivités et d'autre part l'égalité comme unité de représentation et du corps politique. Cette imprécision a donné à cette notion un contour très idéologique, laissant aux mains des politiques le soin de son interprétation.

Si tout part d'une volonté de protéger les citoyens français, on verra vite que les cultures elles, ne sont pas mises sur un pied d'égalité, et que de plus en plus, cette disposition constitutionnelle met de fait les étrangers de côté. Avec l'évolution de la migration et le fait que les étrangers s'installent plus durablement en France, les inégalités qu'ils subissent ont des conséquences de plus en plus graves, et de plus en plus difficiles à justifier, comme l'explique Danièle Lochak.

3.2 Le « modèle français » n'aboutit-il pas à une situation d'inégalité de facto ?

En premier lieu, les **conventions internationales** imposent de plus en plus souvent l'égalité de traitement entre nationaux et étrangers, comme l'ont illustré les quelques exemples précédents.

Liberté de mariage, droit au respect de la vie privée et familiale, sont protégés par la constitution, par la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, par la déclaration universelle, par la convention européenne...

Par exemple, l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, citant que « toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance », ce qui, dans le cas des mariages mixtes, peut être largement mis en doute.

Nathalie Perrin-Gilbert, maire du 1^{er} arrondissement de Lyon, explique que les maires sont de plus en plus poussés à demander des enquêtes systématiques alors que celles-ci ne sont pas obligatoires, et n'aboutissent que rarement sur des faits avérés de mariages de complaisance, blancs ou forcés. Depuis 1973, la législation en la matière s'est durcie, et encore en 1984, avec la modification de l'article 37-1 du code de la nationalité française qui stipule que pour pouvoir se marier, les conjoints d'un couple mixte doivent justifier d'une communauté de vie d'au moins six mois.

Article 37-1 - L'étranger ou l'apatride qui contracte mariage avec un conjoint de nationalité française peut, après un délai de six mois à compter du mariage, acquérir la nationalité française par déclaration à condition qu'à la date de cette déclaration la communauté de vie n'ait pas cessé entre les époux et que le conjoint français ait conservé sa nationalité.

Danièle Lochak, dans le cadre de ses activités au GISTI, a mené une longue enquête sur les discriminations menées à l'encontre des étrangers. Elle rappelle que le Conseil d'Etat et le Conseil Constitutionnel ont réaffirmé à plusieurs reprises que les dispositions prises spécifiquement envers les étrangers devaient être en adéquation avec les conventions internationales auxquelles avait souscrit la France.

Elle dresse la liste des inégalités, ce qui est trop long pour être rappelé ici et qui ne concerne pas directement notre sujet.

Ce qui est sûr, c'est que face à la culture dominante en France, au niveau de l'expression culturelle les étrangers partent avec un très gros handicap dans le contexte de non reconnaissance absolue des minorités. Certes, la loi du 9 octobre 1981 a permis aux étrangers de se regrouper librement en associations, et on le verra, cela permet de mettre en place un réseau culturel solide. Mais dans le cas où ces associations éditent des publications, elles ne peuvent désigner comme directeur de la publication le président de l'association, comme cela se fait habituellement. Ces publications sont soumises à des règles très particulières et très strictes.

Au fond, l'expression des liens culturels ne devrait pas dépendre de la nationalité. On ne perd pas sa culture d'origine en devenant français, et ce n'est pas parce qu'on est étranger qu'on va s'enfermer dedans. Le fait d'associer citoyenneté et identité essaye de faire devenir français ceux qui auraient « adopté » la culture française construite qu'on leur propose, puisque citoyenneté est maintenant synonyme de « valeurs » sur lesquelles repose l'identité.

Ce grand mélange n'est en fait destiné qu'à une catégorie de la population, et Mme Moreau l'avoue sans détour :

« L'accès à la citoyenneté est considéré pour tous les français comme un moyen de liberté. Il y a une focalisation sur les femmes voilées alors qu'on ne sait pas comment ça se passe chez les chinois. Mais il y a beaucoup de présupposés, des principes différents pour les musulmans. »

Que cela soit le cas parmi la population, admettons. A part promouvoir la diversité (ce qui n'est pas vraiment le cas), on ne peut pas vraiment empêcher les gens d'avoir des préjugés négatifs. Mais que cela soit suivi par le ministère, qui se fixe sur la laïcité et la lutte contre la polygamie, c'est un problème plus grave. Les stéréotypes qui pèsent sur les immigrés d'origine africaine sont loin d'être combattus.

A force de ne pas reconnaître ses minorités, la France a empêché l'expression de sa diversité, participant à la construction de communautés et générant une frustration vers

les étrangers exclus tout autant que vers les citoyens de « seconde zone », parce que supposés n'avoir pas les « valeurs » de la République. Elle a laissé s'ancrer des clichés qu'elle encourage aujourd'hui, au lieu de lutter contre une inégalité de fait.

Et même si reconnaissance était faite des inégalités sociales qui existent, les dirigeants refuseraient expressément d'agir spécifiquement vers les populations concernées, pour rester en adéquation avec le modèle de l'individu-citoyen. De toutes façons, comme je l'ai dit, la solution n'est pas de corriger les inégalités, mais de désamorcer le processus de rejet qui les engendre. Le manque de reconnaissance de la diversité ne permet pas l'intégration des immigrés.

II – Sphère publique / sphère privée : la réponse communautaire

En réponse au groupe dominant, certains immigrés ont eu le réflexe du repli sur soi. La domination culturelle, l'indifférence institutionnelle face aux inégalités, ils ne les combattent pas. Au lieu de cela, ils ont eu une réponse défensive.

Inutile de se voiler la face, on ne parle pas en France de « communauté anglaise ». L'image négative de la communauté concerne le plus souvent les maghrébins présents en nombre en France.

Mais la communautarisation n'est pas une solution. Elle est excluante, aliénante. Les mères qui ont le malheur d'en sortir leurs filles en les mariant avec des « français » (autrement dits des français sans parenté maghrébine) se font accuser de « vendre » leurs filles, comme l'explique Jocelyne Streiff-Fenart³², dans son ouvrage « Les couples franco-maghrébins en France ». C'est la survie de la communauté qui est en jeu.

Cette construction ne vient pas seulement des immigrés lambda, elle est encouragée par l'Islam en France et par les pays d'origine pour assurer la fidélité nationale (et les revenus qui en découlent), par une instrumentalisation de la règle religieuse pour assurer la cohésion du groupe.³³

Le site du HCI ne propose que la définition communautaire, relative à la communauté européenne.

Mais Mme Moreau, elle, pose une question très pertinente :

« Dans le dernier numéro du « Point » il y a un philosophe américain qui parle du communautarisme. Pour lui la communauté est une protection pour la personne qui arrive. Le problème c'est la différence entre l'individu et la collectivité. Parce que si on peut tout à fait comprendre que la personne qui arrive se réfugie dans sa communauté, doit-on laisser ces communautés se développer ? »

La lutte contre la construction des communautarismes a-t-elle pour visée de « libérer » l'individu ? Le protéger ? Mais ne serait-il pas plus utile de le laisser s'exprimer en dehors, afin qu'il ne soit pas tenté d'entrer dans ces constructions ?

Nathalie Perrin-Gilbert, maire du 1^{er} arrondissement de Lyon, explique que le « réflexe communautaire » est tout à fait concevable.

« Imaginons que j'aie à vivre en Australie, dans un pays d'Afrique que je ne connais pas... Si je ne me sens pas accueillie, la première chose que je ferai c'est de rechercher des français, c'est le réflexe communautariste. C'est normal, c'est un réflexe humain quand on est plongé dans un univers inconnu voire hostile dont on ne comprend pas les règles. (...) »

³² Docteur en sociologie, directrice de recherches au CNRS et directrice de l'URMIS (Unité de recherches « Migrations et société »)

³³ Tiré du livre de J. Streiff-Fenart, « Les couples franco-maghrébins en France », l'Harmattan, 1989.

Si on parvient à bien accueillir le communautarisme baissera. Il faut que les cultures soient reconnues non pas dans un lieu à part mais où la culture française se donne à voir aussi. »

Les expressions « si je ne me sens pas accueillie », « hostile » montrent que le communautarisme est justifié dans certaines conditions, si l'immigré ne sent aucune démarche vers lui pour l'accueillir, l'intégrer. C'est un peu le même raisonnement que M. Kasri.

1. Le repli communautaire comme zone de liberté de l'expression culturelle

1.1 Une place limitée accordée à la diversité

Nous l'avons dit, il n'y a pas de remède miracle à l'intégration des immigrés. La différence se joue souvent sur le degré de tolérance qu'ont les Etats envers l'expression de la culture d'origine des immigrés. Souvent, comme cité dans les définitions de la première partie, le système anglo-saxon « multiculturel » est critiqué pour son communautarisme, alors que la France elle, est pointée du doigt pour sa grande rigidité face aux particularismes culturels.

Voici un autre exemple de société communautaire, la Suède, étudiée dans un article paru dans « le Monde diplomatique » de juin 2006.

« (Le modèle d'intégration) qui domine en Suède restreint l'admission des migrants non européens, mais favorise une citoyenneté pluriculturelle pour les immigrés résidents. A la différence d'autres Etats, cette politique, assez consensuelle, érige la diversité culturelle, la coopération et la solidarité en valeurs centrales de la société, promouvant sur cette base l'égalité de traitement des immigrés. Leur participation à droits égaux n'empêche pas la reconnaissance de leurs spécificités culturelles, les autorités encourageant leur organisation en communautés et le maintien de la langue d'origine. Les étrangers jouissent du droit de vote aux élections locales, et leur naturalisation est facilitée ; les discriminations sont combattues. Mais certains dénoncent un risque de repli des communautés immigrées sur elles-mêmes, une relative clientélisation ethnique vis-à-vis de l'Etat social, et même des formes d'ethnicisation de la vie sociale et politique. »

La préservation des liens culturels semble donc être possible, mais l'est-elle hors de la communauté ? L'exemple de la Suède semble montrer que non, et pourtant.

Dans ce cas, la communautarisation est « encouragée » par l'Etat, or rien ne justifie cela. L'expression des cultures d'origines peut être assurée par la simple promotion de la diversité, et un meilleur accès aux langues d'origines par exemple peut être soutenu par l'Etat, et pas toujours délégué à des associations ou à des communautés. Après tout, garantir l'égalité, la culture, le bien être de ses citoyens, on peut considérer que c'est ça, le « contrat » républicain, et que c'est une des prérogatives de l'Etat de les mettre en place.

En France, il existe très peu d'études quantitatives sur les nationalités où les origines des migrants, et encore moins d'études qualitatives sur l'apport des cultures étrangères au sein de la société française. La peur principale est que les résultats soient utilisés à des mauvaises fins, ou pour faire de la discrimination, des quotas par nationalité (quoiqu'au vu des données actuelles ce soit possible). Mais du coup, une utilisation afin de promouvoir

la diversité, de connaître les apports culturels de l'immigration au sein de la société est totalement impossible.

Finalement, tout est fait comme si les chiffres n'étaient utilisables que pour contrôler l'immigration, de façon plutôt répressive ou défensive, alors qu'aucun migrant ne peut mettre en avant ses spécificités culturelles sous peine d'être taxé de communautarisme.

Les définitions officielles semblent bien montrer que seule une intégration culturelle, passant par l'assimilation de valeurs communes et l'effacement des signes distinctifs ne permettent l'assimilation finale souhaitée. Les discours, eux, sont fluctuants. Entre stigmatisation constante et bons sentiments, difficile de savoir où donner de la tête, mais au fond... n'est ce pas le propre du politique ?

Voici un extrait d'un discours de Nicolas Sarkozy prononcé à Alger le lundi 3 décembre 2007, devant les chefs d'entreprises français et algériens.

« Faire le choix d'une pleine intégration dans notre République ne signifie pas renoncer à ses racines. Au contraire : les deux doivent aller ensemble, et c'est ainsi que nous pourrons bâtir dans l'ouverture, la tolérance, le respect de l'autre, un avenir partagé. »

Quel est le sens à donner à l'expression « ses racines » ? Difficile de savoir.

La frustration engendrée par l'indifférence institutionnelle est d'autant plus grande que l'on ne perçoit pas de la même façon toutes les cultures étrangères arrivant en France.

Ainsi, les américains qui ont des enfants en France n'ont aucune difficulté à transmettre leur langue à leurs enfants. Certes, l'anglais est beaucoup plus parlé, appris à l'école et les enfants peuvent, à travers les médias, l'entendre au quotidien.

Comme l'explique Gabrielle Varro dans son ouvrage « Sociologie de la mixité », le bilinguisme chez les enfants de couples mixtes franco-américains est beaucoup plus élevé que chez les enfants de couples franco-maghrébins. En plus de la difficulté d'apprentissage de l'arabe en France, la langue souffre de beaucoup de préjugés qui rebutent les parents à l'enseigner à leurs enfants, ils n'en voient pas l'utilité, ont peur d'une stigmatisation...

Maîtriser l'anglais et le français parfaitement est vu comme un atout intellectuel formidable autant dans le parcours scolaire à venir qu'au niveau personnel pour l'enfant. Alors que l'arabe, surtout le dialectal, est vu comme la langue des immigrés, même si cela évolue avec les relations économiques de plus en plus denses entre la France et le maghreb.

Il n'est pas question de réclamer pour chaque minorité des initiatives particulières, à moins de tomber dans une société communautariste. Néanmoins, en se fixant comme principe l'unicité de la nation, en ignorant au maximum les origines de ses immigrés naturalisés par exemple, en évitant de reconnaître les particularismes culturels (régionaux et extranationaux, mais tous constitutifs de la nation) la situation créée ne permet pas forcément l'égalité pourtant recherchée.

Pour se faire entendre, les minorités se regroupent et du même coup se séparent et s'enferment, car la frustration de ne pouvoir voir sa culture reconnue comme faisant partie de la France, être vu comme toujours étranger même après des années de vie en France ne leur permet plus de s'épanouir. Ils s'estiment lésés, cela crée de la tension sociale, certains se voient eux-mêmes en opposition aux français dits « de souche » qui auraient eux, le monopole de la « bonne culture ». Ils pensent ne pouvoir se faire entendre que dans leur cercle communautaire, excluant les voies mixtes.

C'est ce qu'explique Abderrahmane Naciri, rencontré dans le cadre des ses activités de secrétaire général au sein de l'association « La maison du Maroc ».

« La République est « une et indivisible », ça veut dire que tout le monde est traité de la même manière. Il faut que la loi soit claire mais par contre la loi exclut les lobbies. Dans la forme, en réalité les lobbies existent. Chaque religion en a, la communauté musulmane – si on peut parler de communauté au singulier – commence à en avoir. »

Dans l'exemple marocain, les ressortissants du Maroc se regroupent pour exprimer leur culture, mais ils se regroupent autour du seul fait d'être marocain, comme si cela les déterminait totalement, et les place donc en opposition avec les français.

Nourredine Kasri, interrogé dans le cadre des entretiens avec les couples mixtes, explique :

« Ils sont chez eux ici, mais ils sont frustrés du fait que la société ne les reconnaisse pas, ne les prend pas en charge comme le reste de la population. Et c'est ça à mon avis, ce n'est pas un manque d'intégration mais c'est un rejet de ceux qui les ont rejetés. »

Pour autant, il ne les excuse pas et ne s'y reconnaît pas du tout. (« C'est un manque d'ouverture d'esprit, du à leur degré d'instruction. ») D'autant plus que les marocains eux-mêmes n'ont pas tous la même culture bien évidemment, et donc on extirpe quelques traits grossiers sensés représenter la « communauté » marocaine, notamment la religion.

La représentation, voilà un sujet délicat qui met tout le monde en désaccord. Ce qui est sûr, c'est que les critères établis arbitrairement ne permettent pas aux marocains de se reconnaître dans ses groupes sociaux construits, par exemple quand ils sont basés sur la religion. Voilà comment M. El Qarouni réagit :

« La représentation est très faible à tous les niveaux, il est souhaitable qu'il y ait une meilleure représentation mais pas seulement au niveau religieux et des mosquées. La représentation actuelle influence la société mais dans le mauvais sens. »

Le critère choisit pour établir la communauté devient un trait caractéristique, autant pour ceux qui se construisent cette identité, cette référence, que pour ceux qui y reconnaissent les marocains.

M. Naciri ajoute :

« Quand la loi touche la culture ils ne disent rien, mais quand ça touche à la religion les gens deviennent incontrôlables. »

En effet, la religion, par la foi et le potentiel affectif qu'elle contient est un trait privilégié pour construire une communauté. Les lieux de culte sont des bons lieux de regroupement et d'ailleurs les marocains non pratiquants sont souvent exclus de la dite « communauté ».

Mais du coup, la communauté représente effectivement des difficultés dans la République, notamment dans le cadre de la laïcité, et comme elles sont vues comme « représentantes » des ressortissants des pays qu'elles recouvrent³⁴, elles sont prises en interlocutrices dans les débats de société (comme lors du voile, ou à travers la création du Conseil du Culte Musulman.) Et tous les marocains de France qui souhaitaient seulement pouvoir transmettre leurs traditions, leur langue à leurs enfants se trouvent lésés, car il n'est absolument pas question de religion là dedans.

³⁴ Dans un sens très large et très construit, par exemple la communauté musulmane en France est largement assimilée à la communauté maghrébine, où communauté algérienne, marocaine ou musulmane sont largement interchangeables.

Le regard qui se crée en réponse à ces communautés, en vient à faire regretter à M. Mohammed Alaoui d'avoir donné des prénoms arabes à ses enfants.

La peur des discriminations est aussi un critère dans le choix des prénoms chez les Kasri. Si M. Alaoui est parvenu à transmettre sa langue à ses trois enfants, il avoue que ça n'a été possible qu'en les envoyant chaque année dans la famille, car ils ne la parlaient pas à la maison, bien qu'ils regardent tous les chaînes marocaines ensemble. Il a fallu en quelque sorte reconstituer une communauté, par le biais de la famille élargie.

Selon Gabrielle Varro, « restaurer ou instaurer le point de vue du sujet, qui est au centre de son propre univers, participe d'une véritable politique de reconnaissance de la diversité »³⁵. Il y a encore sans doute du chemin à faire...

Ceci dit, c'est possible, puisque des initiatives sont menées par des élus locaux, démontrant que la diversité non seulement ne met pas en péril l'identité nationale, mais la constitue et l'enrichit. Pour représenter ces élus, j'ai réalisé un entretien avec Mme Nathalie Perrin-Gilbert, maire du 1^{er} arrondissement de Lyon.

« Concevoir l'identité nationale comme quelque chose de figé à défendre, c'est renier tout ce que peuvent nous apporter les personnes immigrées, la culture, la civilisation... (...) Cet arrondissement est classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. Certains veulent en faire un arrondissement patrimonial, où il ne faudrait rien détruire, tout nettoyer, figer l'arrondissement pour en faire un musée, surtout le conserver, le figer. Or ce classement repose surtout sur cette évolution, les 2000 ans d'histoire de cet arrondissement. (...) On ne peut pas arrêter l'identité à un moment donné et dire « C'est ça ». L'identité n'est pas figée, elle se construit d'apports. Si elle s'arrête, elle se sclérose et disparaît, elle est en perpétuelle construction. »

Le but est de reconnaître les cultures présentes en France, de reconnaître leurs richesses en les faisant connaître du public à travers des actions simples, telles que des festivals de musique, des rencontres, des expositions...

« Il n'y a pas à avoir honte de notre pays ou à être patriote, selon les valeurs qu'il porte. Seulement, il faudrait se mettre d'accord sur ses valeurs. »

Pour préserver la France du communautarisme, on demande aux français, d'où qu'ils soient, de conserver leurs pratiques culturelles, leurs « traces » de diversité dans la sphère privée, c'est aussi dans cet esprit que la laïcité est actuellement surprotégée.

Il semblerait en effet que ce soit une bonne solution pour ne pas que des personnes au nom d'une appartenance ou d'une origine commune puissent se regrouper, formant des lobbys culturels ou étrangers qui mettraient en péril l'ordre public.

Mais dans un contexte où l'identité nationale revient tellement fort, et où l'on demande aux immigrés de clamer haut et fort leur amour pour la France, leur attachement aux valeurs du pays, il semble contradictoire de laisser enfermées leurs valeurs d'origine.

Eux-mêmes, dans ces conditions, ne peuvent que développer un sentiment de partage entre leurs cultures, devant en exprimer l'une plus que l'autre non pas selon leur propre état d'esprit mais selon ce qui est en vigueur en France. Cela induit des comportements de nature quasiment schizophréniques, séparant les cultures. Et en les séparant, cette politique les oppose, et pousse au repli, à la défense de valeurs étrangères qu'on cherchait justement à étouffer. Les deux cultures ne doivent ni être séparées et encore moins opposées.

³⁵ Gabrielle Varro, dans son livre « Sociologie de la mixité », citant P. Simon (1999, p. 34)

M. Jahidi, dans ses réponses, trouve qu' « Il semble qu'on n'envisage pas que l'on puisse être bien dans sa peau avec deux cultures. »

Les valeurs marocaines ne sont pas en compétition avec celles de la France, les cultures doivent pouvoir s'exprimer de façon simultanée sans que l'on ait à choisir, à mettre une étiquette systématique sur les mots utilisés (du type « oui mais tu dis ça parce que tu es marocain »), et sans que l'individu soit forcé à mettre en avant l'une plus que l'autre.

Comme les deux cultures coexistent de facto, et que rien ne pourra empêcher un homme de continuer à aimer son pays d'origine et à vouloir continuer à pratiquer certaines coutumes, il vaut mieux accepter cette diversité, en tirer le meilleur profit (dans le respect de la loi bien évidemment), en acceptant que tout ce mélange fasse maintenant partie de l'identité française.

1.2 L'intégration culturelle : un enjeu majeur, une question délicate

Malgré les idées reçues, la décomposition des liens communautaires ne favorise pas toujours l'intégration, c'est une des thèses soutenues par mes recherches, déjà énoncée par Gabrielle Varro.³⁶

Dans les années 1950 et 1960, les immigrés (dont les marocains, qui sont arrivés à cette période) privilégiaient encore la logique de groupe. L'évolution des années 1970 et 1980 a permis aux étrangers de ménager une relation discrète avec leur communauté, jusqu'à aujourd'hui, où la déconnexion se fait de plus en plus totale, pour ne favoriser que les rapports interindividuels.

Mais comme l'auteur l'explique, l'évolution de la migration, et c'est particulièrement pertinent dans le cas de la migration marocaine, ne pose plus de « perspective de retour, et l'individu reste dans une position d'« entre deux », où il ne trouve pas de raisons de se placer ni dans des logiques groupales ni sociétales. »³⁷

Dans ce cas, on peut imaginer que le mariage mixte est ce « prétexte » pour se construire une attache, et que l'amour devient la motivation pour s'intégrer à la société d'accueil.

Mais alors, quelle place reste-t-il pour la culture d'origine, quelle est sa place d'expression ? L'auteur explique que dans les cas extrêmes, l'étranger peut perdre tous ses repères et ne plus savoir qui sont « les siens ».

Comme l'explique Jean-François Bayart dans son livre « L'illusion identitaire » de 1996, l'immigré en situation d'éloignement a d'autant plus besoin de se rattacher à sa culture d'origine qu'elle n'est plus saisissable. La définition de l'identité n'est plus automatique et il faut donc se la réapproprier, quitte à fantasmer cette identité en la sublimant ou en la « sur exprimant », par le biais d'une communauté plus ou moins construite.

Avec cette perte d'identité, on saisit l'importance de la question des liens culturels, en effet comment un étranger pourrait se soumettre aux règles locales s'il ne s'y identifie pas, où s'il s'y identifie quasiment de force et du coup, en éprouve une rancœur, voir une colère plus ou moins refoulée ? Cela fait dire à l'auteur que « la destruction des liens communautaires n'est pas vertueuse en soi. »

³⁶ Dans sa participation au livre « Liberté, égalité, mixité... conjugales », dirigé par Corinne Philippe.

³⁷ Citation du livre « Liberté, égalité, mixité... conjugales », dirigé par Corinne Philippe.

Ainsi, lors des entretiens réalisés et notamment concernant les marocains universitaires, on se rend compte que si la rupture communautaire est généralement acceptée, ses « effets secondaires », à savoir la perte de l'expression culturelle et ses répercussions sur la transmission de la culture aux enfants, est plus ou moins mal vécue, bien que plus ou moins intériorisée.

C'est le cas de M. Kasri :

« Le seul lien que je garde avec le Maroc, vue ma situation familiale, le mariage mixte et tout ça... Le fait que je ne connaisse pas beaucoup de maghrébins, de marocains à Saint-Brieuc à part quelques uns, et ceux que je connais souvent sont dans ma situation donc soient profs, soient des médecins qui sont aussi mariés avec des françaises et où la culture marocaine, si tu veux, est mise entre parenthèses. Donc à la maison on vit à la française. Le seul lien c'est la cuisine (...). Le deuxième lien c'est avec mon abonnement télé (...) on regarde les chaînes marocaines, arabes (...) La musique j'écoute dans ma voiture (...) et j'appelle régulièrement au Maroc. (...) Moi je ne participe pas à cette vie entre guillemets « orientale » ici sur Saint-Brieuc.(...) C'est pas de l'acculturation hein ! Je garde mes... si tu veux je garde mes origines mais c'est une... c'est une forme d'intégration mais vraiment une intégration à l'extrême si tu veux. »

L'entretien avec M. Kasri était très intéressant. Il renforce les résultats des enquêtes de Gabrielle Varro et Jocelyne Streiff-Fenart, comme quoi les marocains en couple mixte qui ont un niveau d'études supérieur fréquentent d'autres couples mixtes, avec des maghrébins au même niveau d'études. Ce passage montre également qu'en rupture avec la « communauté » marocaine, il est difficile pour les marocains en couple mixte de préserver leur culture, de la transmettre à leurs enfants, d'autant plus quand ils ne sont pas pratiquants, voire athées (et c'est souvent le cas chez les universitaires).

Néanmoins, le fait que la mixité soit vue comme enrichissante par le conjoint français (notamment quand c'est une femme, celle-ci est souvent le soutien de la transmission de la culture d'origine), certains liens peuvent être conservés (ici la cuisine entre autres). Ces éléments sont partagés en famille (sauf la musique, qu'il dit écouter seul, plus loin), ce qui montre que dans cette famille, malgré la rupture culturelle engendrée par la rupture communautaire, le couple mixte représente quand même un environnement favorable au partage et à la transmission de la culture. Néanmoins, il n'a pas été suffisamment protecteur aux yeux de M. Kasri, qui en émet des regrets.

Il lie également la pression intégratrice avec la perte de sa culture, ou la non transmission aux enfants : il prend en effet l'exemple d'un pédiatre vu lors de la petite enfance d'un de ses enfants, lui aussi marocain, et qui lui aurait déconseillé d'apprendre l'arabe à ses enfants, expliquant que les enfants qui apprennent les deux langues sont finalement mauvais en français. De la même façon qu'il a choisi des prénoms français pour faciliter leur intégration, il a donc abandonné l'idée de transmettre sa langue à ses enfants, aux dépens de la transmission culturelle.

Ceci dit, s'il parle « d'intégration à l'extrême », M. Kasri rejette totalement l'idée d'acculturation, qu'il associe à « l'assimilation » dans laquelle il ne se reconnaît pas du tout. (Voir le paragraphe sur la définition de l'assimilation par les concernés eux-mêmes.)

La façon dont il prend ses distances, aussi bien dans la pratique que le discours avec la communauté (« entre guillemets « orientale » ») montre qu'il ne se retrouve pas dans cette construction qu'est la communauté, et on peut même sentir à travers cette formulation des guillemets un soupçon d'accusation, concernant une utilisation des clichés, de l'exotisme « oriental ». (Il raconte également l'anecdote d'une foire exposition consacrée au Maroc,

où des danseuses étaient invitées pour représenter le pseudo « folklore » marocain, alors qu'aucune des filles ne l'était.)

Il dit également ne pas faire appel à des associations, ni n'avoir besoin de « représentants ». C'est le cas de tous, qui déplorent à la fois le manque de visibilité des minorités sans faire de ceux qui ont la chance d'être exposés des « porte-drapeaux ».

« C'est vrai les marocains, les maghrébins ils courent pas les rues dans le milieu où on est si tu veux, dans l'enseignement par exemple, tu trouves pas de... Alors j'ai essayé de me rapprocher, comme je ne connaissais personne ici, de me rapprocher de cette communauté là... (...) et puis je me suis rendu compte, je me suis dit en toute franchise que ce n'était pas ma place. C'était souvent des gens euh... fraîchement arrivés, pas intégrés... (...) En plus, je ne suis pas pratiquant, donc... Parce qu'il y a quand même des structures ici, pour des familles maghrébines... des mosquées, tout ça. (...) Donc c'est un lieu aussi où j'aurais pu rencontrer des gens. »

On voit que M. Kasri met de la distance avec les autres immigrés, ce n'est pas parce qu'ils sont marocains qu'ils se ressemblent ou qu'ils peuvent être amis. Il pointe du doigt la construction de la communauté. Bien que ne pas fréquenter plus de marocains lui manque, il n'est pas prêt à tout pour combler ce manque, il s'adapte, il fait sans.

M. Alaoui, lui, fait partie d'une association, « l'amicale des marocains de Nancy ». M. Alaoui n'a pas un profil de cadre, contrairement aux autres interrogés, il subit donc plus les préjugés envers les immigrés. Il juge cependant que la situation s'est améliorée, que la société est plus ouverte qu'à son arrivée, et que le contact avec les gens est plus facile pour ses enfants qu'il ne l'était à ses débuts en France. Il envisage de revenir vivre au Maroc avec sa femme quand celle-ci sera également en retraite, cela colle plus avec sa génération de migration, qui était plus une migration de travail.

Mais il n'est pas le seul à avoir des projets au Maroc.

M. Jahidi a une maison au Maroc, M. Kasri également, et celui-ci n'exclut pas d'y vivre la moitié de l'année quand il sera en retraite. M. Alaoui a voté en France, mais pas depuis son arrivée à Nancy, puisqu'il n'y a pas de consulat marocain.

M. Jahidi, bien qu'il admette avoir de « très bonnes relations » avec la communauté marocaine, dit avoir surtout des amis marocains au Maroc, mais quelques uns également en France. Ceci dit, l'image construite et attribuée aux marocains de France, il s'en détache lui aussi.

« J'ai tâché de protéger mes enfants du piège de l'auto-caricature, qui les aurait poussés à adopter le style du Maghrébin type, qui en réalité n'a plus d'identité. »

L'utilisation de l'expression « plus d'identité » montre bien que pour lui, la communauté ne veut pas dire grand-chose, qu'elle est construite et traduit surtout une perte de repères identitaires.

Cette perte peut être ressentie par les enfants, comme dans le cas de M. El Qarouni et de M. Kasri. Il y a alors une tentative de « récupération », de réparation de la rupture passée, en poussant les enfants qui le souhaitent dans l'apprentissage de l'arabe par exemple.

M. El Qarouni explique qu'il n'a pas voulu « imposer » sa langue, dans le contexte particulier de leur enfance (grande distance entre lui et les enfants), mais qu'« ils y viennent tous seuls » ajoutant : « J'espère que ça les intéresse. », montrant ainsi son attachement à une telle démarche.

Nourredine Kasri utilise des mots assez forts pour exprimer ce qui est vu comme une perte :

« Il (son fils) me dit quand tu regardes la télé moi j'y comprends rien je suis frustré. Donc ça venait des deux. Je l'ai encouragé parce que je le reconnais c'est une petite frustration chez moi, je me dis « Merde, ils ne parlent pas » et surtout ce qui me gênait dans ce mariage mixte, on va dire, c'est que quand on va là bas ils peuvent pas communiquer avec leurs grands-parents et ils (ses parents)³⁸ me le reprochaient à chaque fois.(...) Ils me disaient « Bon sang Nourredine tu peux pas leur apprendre un peu, qu'on puisse parler avec eux. » »

Les « regrets » ressentis sont d'autant plus intériorisés que l'intégration est voulue, recherchée, et le parcours vu comme réussi.

M. Naciri l'exprime ainsi :

« Un marocain qui a vécu longtemps en France se sent de plus en plus loin du pays d'origine. Il se sent acculturé, il se sent étranger quand il s'en va (au Maroc)³⁹. Mais il ne veut pas oublier le pays, et il a adopté un autre pays. On a des réflexes comme le « chez moi », quand je vais à Ouarzazate je me rends bien compte que je ne suis plus « chez moi » ici. Il ne s'agit pas du degré d'intégration mais de l'appartenance à une identité, qui n'est pas française de souche, mais une appartenance à des valeurs communes qui sont du pays adopté. On ne mesure pas l'effort qu'il a fait pour s'assimiler. »⁴⁰

On voit bien qu'il ne se positionne pas en choisissant un pays qui serait sien, l'un est « le » pays, l'autre est « l'adopté ». Dans les deux cas, c'est une démarche personnelle, où l'on ressent de l'affection et de l'attachement pour les deux pays, sans choix ni distinction. La différence est que l'éloignement estompe les liens avec l'un des deux pays, et l'immigré essaye de les retrouver pour se sentir bien.

On note que M. Naciri reprend exactement le discours de « valeurs » présenté par l'administration, mais il souligne aussi le manque de reconnaissance.

La situation des Jahidi est un peu différente, puisqu'ils ont vécu en famille au Maroc pendant de nombreuses années. Les liens avec le Maroc n'ont jamais été vraiment interrompus, sans que cela nuise à l'intégration de M. Jahidi. Il prend d'ailleurs en compte la préservation des liens culturels dans sa propre définition de l'intégration, comme on l'a vu en première partie. Plus loin, il revient sur l'importance qu'il attache à la préservation des liens culturels, estimant « y être parvenu ».

A propos de sa culture marocaine :

« Pour rien au monde, je ne m'en séparerais. Elle est très importante pour moi. Je me sens spontanément d'abord marocain ».

Par son travail, (il est chef d'entreprise) il arrive à travailler en France et au Maroc. Du coup, il affirme ne pas ressentir de manque quant à l'expression de sa culture. Le fait d'y avoir vécu, d'avoir encore des liens très forts et d'avoir pu partager cela avec sa famille, sans pour autant se sentir « exclu » de la société d'accueil (sa carrière brillante y est sans doute pour quelque chose) facilite son intégration culturelle de façon indéniable. Sa femme parle un peu le dialectal, et maîtrise très bien la cuisine marocaine.

³⁸ Précisé par moi.

³⁹ Ajouté par moi pour la compréhension.

⁴⁰ Eléments tirés de l'entretien avec M. Naciri

Le terme « d'effort » utilisé par M. Naciri montre la pénibilité du cheminement personnel, bien que dans le même temps M. Naciri juge cela normal et effectif. On voit donc bien que même dans les cas où le parcours est vu comme réussi, que l'immigré marocain est satisfait de sa situation, il y a cette sorte d'amertume d'avoir du faire le chemin seul, ou bien de ne pas être reconnu pour les efforts fournis. Il s'agit d'ailleurs bien « d'efforts ».

La théorie que mène Gabrielle Varro dans son ouvrage « Sociologie de la mixité », est que suite à cette longue période d'efforts (elle emploie elle aussi ce terme) pour être intégré et pour s'adapter personnellement au nouveau pays, le parcours se termine par « l'assimilation ». Suite aux enquêtes qu'elle a menées, elle considère que « la courbe d'intégration » chute et que « la personnalité longtemps « refoulée » ressurgit, (...) le migrant se dés-assimile sans se dés-intégrer forcément. » Elle appelle cette période « le désenchantement ».

Elle présente ces évolutions de façon schématique, à l'aide d'une courbe sommaire représentée ici, et divisée en trois phases temporelles (en abscisse, l'évolution du temps, en ordonnée, le « degré » d'assimilation.)

La première phase correspond à la phase d'adaptation, la seconde à la phase où l'étranger est assimilé, et la troisième, celle du désenchantement, que Gabrielle Varro fait apparaître à la suite de ses enquêtes, qui serait une phase de « désassimilation » sans « désintégration ».

Dans ce schéma, la perte d'identité culturelle au profit de la culture de la société d'accueil est vue comme un passage obligé, mais sur lesquels les immigrants peuvent revenir une fois qu'ils ont « fait leurs preuves » en tant qu'intégrés. D'autant plus que la relation entre la France et le Maroc et la période de lutte pour l'indépendance ont fait ressortir l'expression politique de l'identité collective, formatant une sorte « d'entité nationale »⁴¹, structurant l'opposition des cultures. Et dans tout ça, peut de place est laissée à la diversité.

En revenant sur la non création de la « mission diversité » au sein du ministère, voilà ce que répond Mme Moreau :

« La logique c'est de faire des bureaux par compétence. Ce n'est pas au même métier de s'occuper du logement, de l'emploi... Du coup il faut spécialiser les bureaux par métiers, c'est ainsi qu'on a créé le bureau « logement – intégration sociétale, éléments de vie quotidienne » et qu'on a séparé l'emploi. On n'a pas trouvé assez de place pour la diversité. Or la mission c'est justement de lutter contre cette diversité. Elle n'apporte pas de plus value, ici on se marcherait sur les pieds. (...) En fait c'était une belle idée (...) mais en terme organisationnel elle n'était pas possible. (...) En réalité elle devrait être prise en charge par le directeur lui-même, au-dessus du logement et du travail. Et ça coûterait cher pour rien. »

La phrase « Elle n'apporte pas de plus value » n'est pas à prendre au sens que la diversité n'apporte rien, qu'il est inutile d'y consacrer du temps et de l'argent. Mais qu'elle est déjà prise en compte par le biais des autres bureaux, et qu'il n'est donc pas nécessaire de rajouter un bureau qui lui serait uniquement consacré.

La diversité est donc traitée au milieu d'autres priorités beaucoup plus matérielles et pas moins importantes, que le logement, l'accès au travail... toutes liées à la diversité.

Aujourd'hui, même si l'interculturalité est de plus en plus acceptée et vient relativiser la notion d'Etat-nation, on assiste en même temps à une crispation autour de ce relativisme qui amène des relents identitaires, comme on va le voir tout de suite.

⁴¹ Tiré du livre « Liberté, égalité, mixité... conjugales » dirigé par Corinne Philippe.

1.3 Prévenir l'écueil du culturalisme

Le culturalisme tel que le définit Jean-François Bayart dans son livre « L'illusion identitaire », considère la culture comme :

« Un corpus stable et clos sur lui-même de représentations, croyances et symboles qui auraient une forte « affinité ». »

Le problème principal qui se pose lorsque l'on essaye de faire plus de place à l'expression de la culture d'origine des étrangers en France, c'est la peur de tomber dans un degré de particularisme trop élevé et de diviser la société, voir d'en faire une société communautarisée.

En réalité, là n'est pas le propos, il ne s'agit pas de vanter les mérites des communautés, ou d'appeler à ce qu'une promotion active des cultures prises individuellement soient faites.

Mais au lieu d'être actif contre, il est possible d'être passif face à. Voire de promouvoir la diversité dans son ensemble, en laissant s'exprimer les cultures de tous, sans faire de la promotion « culture par culture », en enfermant les immigrés dans leur culture d'origine, ce qui n'est ni souhaité ni souhaitable.

L'équilibre est évidemment très délicat à tenir, personne ne prétend à la facilité, et le changement peut remettre en cause la situation actuelle plus ou moins équilibre, même imparfaite.

Le communautarisme recrée les erreurs commises par l'administration elle-même, en posant comme essence une culture toujours renégociée au niveau individuel, et enferme à nouveau les individus dans un schéma qui ne permet pas une intégration et un mélange culturel. D'autant plus qu'il est très difficile de faire partie des deux sphères (communautaire et sociétale) et que cela représenterait même une sorte de schizophrénie, où il s'agirait d'être considéré soit comme français, soit comme marocain selon la sphère où l'on se trouve.

2. Les courroies de transmission : les associations, le mariage mixte.

Le problème qui se trouve autour de ces questions de l'identité, est que l'on a trop souvent tendance à catégoriser les gens, et particulièrement les immigrés qui souffrent déjà beaucoup des préjugés. Soient intégrés, soient communautaristes, c'est un peu le schéma qui est repris au niveau public.

Pourtant, les appartenances sont multiples. On ne perd pas ses racines marocaines en obtenant des papiers français, et ce n'est pas parce qu'on va à la mosquée qu'on ne se sent pas français.

Le repli communautaire, nous l'avons vu, est souvent une solution par défaut, il ne relève même pas toujours d'un choix. Et si le processus d'intégration se fait de part et d'autre, et de la part de l'immigré et de la part de la société d'accueil, le rejet de l'une ou l'autre des parties peut entraîner des dérives plus drastiques, parmi lesquelles l'acculturation totale ou au contraire le repli communautaire. Mais avant de dire « celui là ne veut pas s'intégrer », ou « celui là a oublié d'où il vient », il faut se pencher sur les parcours de chacun et garder à l'esprit que personne, même s'il en prend l'attitude, ne peut effacer de sa vie les influences des sociétés qu'il a connu.

On observe effectivement, sur de nombreux témoignages (celui de M. Kasri est particulièrement flagrant) que, même si l'étranger commence par se féliciter de sa situation en France, d'être heureux de son mariage etc..., après quelques temps d'entretien il admet avoir des regrets sur les liens qu'il n'a pu conserver avec sa culture d'origine, partagé entre les reproches des parents sur la non transmission de la langue à ses enfants, et sur la peur de « forcer » ses enfants, de les encombrer avec sa culture :

« C'était une frustration que je ressentais, pas au début mais avec le recul et puis après tu te dis « C'est trop tard, je ne vais pas les obliger. » »

Là encore, il faut prendre cela avec précaution ; beaucoup de personnes, en situation d'émigration ou non, ont des regrets sur leur vie, car les circonstances font que cela ne se passe pas toujours comme prévu. Mais là, on touche à l'identité, et surtout à celle que l'on va transmettre à ses enfants.

Les solutions « mixtes », qui émanent à la fois de la société d'accueil, pourquoi pas des pouvoirs publics, et des immigrés eux-mêmes, sont-elles une bonne passerelle pour créer des liens en douceur ? Elles pourraient concilier les deux appartenances dans la sphère publique, pour empêcher qu'elles soient enfermées dans la sphère privée, configuration qui favorise les replis communautaires.

En permettant aux étrangers d'exprimer leurs deux cultures, on peut penser que l'adaptation se fera plus facilement, la transition est en tous cas moins brutale, et ce sont principalement les associations qui sont chargées de remplir ce rôle en France. Mais les mariages mixtes, eux aussi, peuvent servir de courroies de transmission.

2.1 Un exemple d'association ; « La maison du Maroc »

Le réseau associatif liant la France et le Maroc est très dense, et quelque soit la forme que les associations prennent, elles ont pour finalité de s'inscrire dans le paysage urbain local tout en voulant garder un lien avec le Maroc.

Elles sont en cela une formidable force intégratrice, puisqu'elles font participer des marocains et des français ensemble. Elles s'appuient souvent sur les fameuses « communautés », tout en leur donnant une ouverture, puisqu'elles les placent au sein de la société.

J'ai fait la rencontre de M. Aderrahmane Naciri, secrétaire général de l'association « La maison du Maroc », créée en lien avec le consulat du Maroc à Lyon.

Il explique ainsi le rôle de l'association :

« Un groupe minoritaire a besoin de se défendre. Le problème, c'est de réunir la communauté marocaine. Mais ce n'est pas une communauté tout court, c'est la communauté avec ces différentes composantes. On compte environ un tiers⁴² qui est très attaché à la culture traditionnelle, (...) ils ont besoin de lieux de culte, de carrés musulmans... des choses que l'ont croit simplement faciles, mais qui ne sont pas faciles. »

Difficiles parce que difficiles à faire accepter, à mettre en place... Il explique que le rôle de l'association est justement de permettre à ces gens de garder leurs liens culturels, tout en les inscrivant dans la société d'accueil.

⁴² Des marocains de France côtoyés par M. Naciri, dans le cadre de l'association et de ses études sociologiques.

« Ils ne sont pas fermés d'esprit. Ils sont liés à la culture marocaine d'origine qui enseigne le respect des traditions avec la modernité. (...) Il y a un autre tiers très branché, laïc. La religion passe en second, même certains sont athées. »

L'un des rôles de l'association est donc de faire connaître le Maroc en permettant la rencontre des ressortissants marocains de France avec les français, par l'expression des cultures qu'ils transportent.

« On met tout dans la culture marocaine. Mais il y a des arabes, des berbères, de juifs, des musulmans... (...) Il n'y a pas une culture mais les cultures d'un pays, et si chaque minorité réclame son pré carré, on n'est plus dans la République. »

Il ne s'agit donc pas d'appeler à un « régime spécial », à des mesures particulières en direction des marocains seuls, mais de promouvoir le pays à travers les cultures qui s'y expriment, et par la même occasion d'intégrer les marocains vivant en France à la société d'accueil.

« Avec ce type d'association, c'est sûr qu'il y a le risque du communautarisme. Mais nous n'avons pas pour but de créer une communauté. L'idée est de promouvoir la culture marocaine à travers des événements (...). C'est une ambiance, un brassage culturel, à travers l'événement il s'agit de créer un brassage inter culturel. Mais promouvoir la culture du Maroc c'est aussi promouvoir le Maroc en lui-même, en tant que pays historique et émergent. (...) L'interculturalité est initiée par des marocains pour des enfants d'origine marocaine. Pour garder des liens avec le Maroc, que les enfants en profitent. »

Le consulat est donc dans son rôle en faisant la publicité du Maroc, mais au-delà de ça, M. Naciri annonce clairement son ambition et l'objectif de l'association : favoriser l'interculturalité.

Il ne s'agit donc pas du tout d'un repli communautaire. Cet exemple d'association montre bien que les cultures ne sont pas exclusives l'une de l'autre, que chacun peut se créer sa propre culture en prenant les éléments qui lui tiennent à cœur, pour peu que place soit faite à l'expression de chacune.

Le fait de rechercher ses origines culturelles, s'agissant des enfants d'immigrés, ou de vouloir les transmettre et les conserver, s'agissant des immigrés eux-mêmes, ne semblent donc ne pas relever du communautarisme ou traduire un non attachement à la France et à ses valeurs. C'est juste l'expression de tous les éléments qui sont constitutifs d'un individu. Il faut lui permettre de pouvoir les choisir et se les approprier (toujours dans le respect de l'ordre de la société d'accueil.)

L'association souhaite créer un centre interculturel, où chacun puisse poser des questions, sur l'Islam et autre, « sans faire de l'exhibitionnisme, ni de prosélytisme ». Les membres aimeraient aussi monter un centre de recherche comme un centre français au Maroc pour que les marocains de leur côté puissent découvrir la culture française. Une interculturalité à grande échelle, afin de « propager le savoir sans être sectaire ».

Mais les activités des associations ne sont pas toujours régulières⁴³, et qu'il est difficile de baser les efforts d'intégration dessus. Les adhérents sont souvent des bénévoles, qui accordent plus ou moins de temps à l'association, et le programme de celle-ci ne peut donc être qu'aléatoire. Même si les subventions de l'Etat peuvent pousser à mener à bien les projets et à donner une vraie vie à l'association, nombre d'entre elles sont inactives, ou tardent à se lancer.

⁴³ Au sens de la fréquence, pas de la légalité.

Mme Moreau souligne la relation ambiguë entretenue par le ministère avec les associations :

« Subventions à ces organismes, ce n'est pas pour leur rôle comme ONG, toujours désagréable pour un gouvernement, mais parce qu'ils servent la promotion de l'accès aux droits des migrants. »

D'une certaine façon, parce qu'ils assument ce que ne fait pas le gouvernement. Ils bénéficient cependant d'un vrai pouvoir, puisque certaines de ces associations percevant les subventions dénoncent systématiquement les ratés des politiques. A chaque fois, la menace plane de supprimer ou de baisser les aides, mais finalement les associations sont trop indispensables.

2.2 Le mariage mixte comme facteur d'intégration

En 2006, 10 000 travailleurs, 17 000 saisonniers sont entrés en France, alors qu'ils étaient 98 000 à entrer pour des raisons familiales, dont 58 000 étrangers rejoignant un conjoint français. On note par ailleurs 47 000 étudiants et entre 26 000 et 30 000 demandeurs d'asile.

Le mariage mixte a souvent été manipulé par les gouvernements, et particulièrement dans le cadre des colonies, car il permettait d'étendre les visées colonisatrices, voire d'effectuer des transformations sociales sur le long terme. Le mariage avec les femmes, (surtout musulmanes)⁴⁴ était une façon de s'appropriier la sphère privée, en « domptant » les êtres, l'éducation des enfants, etc....

D'un autre sens, le métissage pouvait aussi être vu comme le moyen de faire perdurer les assises de la société indigène. Mais dans une relation aussi asymétrique que le cadre de la colonisation, il est plus que douteux que le conjoint indigène ait pu conserver quoique ce soit de sa culture d'origine.

Aujourd'hui, le mariage mixte est beaucoup moins connoté comme une volonté d'ethnisation.

Jocelyne Streiff-Fenart⁴⁵ le présente comme « la plus petite distance entre les groupes sociaux. » Quant à Gabrielle Varro⁴⁶, elle affirme que désormais, malgré l'image toujours négative qui persiste autour des mariages mixtes chez certains, ils ne sont plus synonymes de séparation mais d'intégration. Le mariage « permet de conceptualiser la volonté de vivre ensemble qui est l'inverse de la ségrégation et du repli communautaire et national. »

Selon les chiffres avancés par Gabrielle Varro⁴⁷, les mariages mixtes représentaient en 1975 5,32 % de l'ensemble des mariages célébrés en France, alors qu'ils sont 11,8

⁴⁴ Il faut noter que le mariage d'un français avec une femme musulmane étrangère pourrait constituer un objet d'étude à lui tout seul. Il est en effet au centre des attentions des politiques d'intégration, comme le montre l'entretien avec Mme Moreau au ministère, et qu'il est toujours sujet à une certaine ambiguïté. En partant du préjugé que l'Islam est une religion régressiste pour la femme, on fait très attention à ce que les françaises se mariant avec des marocains ne deviennent pas soumises et cloîtrées, alors que les femmes étrangères musulmanes, lors de l'entretien dans le cadre du Contrat d'Accueil et d'Intégration, sont vues comme mal intégrées si elles arrivent voilées à l'entretien (dixit Mme Moreau). On ne part jamais du principe que se convertir à l'Islam ou porter le voile alors qu'on se marie avec un français est un choix personnel et assumé. Il y a donc toujours cette tendance à « conformiser la femme » dans le rôle que la politique française veut qu'elle tienne.

⁴⁵ « Les couples franco-maghrébins en France », l'Harmattan, 1989.

⁴⁶ Dans l'introduction de son ouvrage « Sociologie de la mixité », Belin, 2003.

⁴⁷ « Les couples mixtes et leurs enfants en France et en Allemagne », édition Armand Colin, 1995.

% en 1991. Bien sûr, il faut prendre en compte la différence du type de migrants entre ces périodes (celui qui travaille et s'en va, celui qui s'installe), et la baisse générale de célébrations de mariages, qui reste néanmoins plus nécessaire pour les étrangers (pour obtenir ce fameux titre de séjour). Ces deux facteurs font augmenter la part de mariages mixtes dans l'ensemble des mariages, mais ces chiffres traduisent indéniablement une ouverture de la société française aux étrangers.

L'inverse n'est pas forcément vrai, puisque parallèlement à cette hausse, on constate que les mariages entre conjoints étrangers en France ont également augmenté sur la même période : de 1,85 % en 1975 à 3,2 % en 1991. Dans ces chiffres, on ne sait pas à quelle proportion s'élèvent les mariages de conjoints de même nationalité, cas dans lesquels on pourrait penser à du communautarisme. Mais ces chiffres restent très bas, et ne dénotent pas de vraie menace quand à la diversité et à l'intégration des étrangers.

On note aussi que globalement, à une hauteur d'environ 60 % contre 40 %, ce sont majoritairement les femmes françaises qui se marient avec des étrangers, plus que l'inverse. Cela est lié au fait que les migrants (notamment de travail, mais pas seulement) sont majoritairement des hommes.

Il faut noter que lors de l'examen qui a lieu dans la procédure d'acquisition de la nationalité, il y a un moment où l'on estime le « degré d'intégration » de l'étranger. Cette étape est inexistante dans le cas des étrangers mariés à des français. On juge d'office que s'il est marié à un français, l'étranger est intégré. On en conclut que le mariage mixte est un puissant vecteur d'intégration, pourtant il est nécessaire de s'interroger sur la chronologie du phénomène d'intégration.

Est-ce le mariage mixte qui favorise l'intégration, ou le mariage mixte n'est-il possible qu'avec des immigrés intégrés ?

Ce qui est sûr, c'est qu'un mariage s'il mène à des enfants en commun est une force intégratrice encore plus puissante. Les étrangers ont en effet plus de mal à quitter la France s'ils y ont eu des enfants, ils le voient alors comme le « pays de la mère des enfants » (comme M. Jahidi), ou décident d'en avoir la nationalité (comme M. Alaoui).

Ces enfants sont porteurs d'une mixité en eux-mêmes, d'un métissage des cultures qui apporte à la France des éléments de culture étrangère, les incorporant à leur identité franco-étrangère, et ne les rendant donc plus étrangers. Lors des études menées sur les couples franco-maghrébins⁴⁸, on constate une nette séparation entre deux mondes aux profils sociologiques bien distincts.

Dans un premier temps, les couples d'universitaires, d'intellectuels, où les réseaux jouent fortement, et où les individus participent à la vie locale à travers des associations,...

Les liens culturels y sont généralement bien conservés, la « diversité », la « mixité » y étant très bien perçue, les immigrés n'ont pas à renier leurs racines pour y être intégrés. On constate que les immigrés concernés sont très bien intégrés, et ont parfois fait des études en France avant même de rencontrer leur conjoint. La rencontre s'est donc souvent produite dans un contexte où l'étranger était déjà accepté, et intégré. C'est le cas, dans l'étude que j'ai menée, de M. Jahidi, M. Kasriet M. El Qarouni. Pour autant, toutes ces personnes n'ont pas été élevées dans un contexte familial de mixité ou particulièrement ouvert.

⁴⁸ Je m'appuie, pour appuyer ces dires, sur l'enquête réalisée par J. Streiff-Fenart dans son livre « Les mariages franco-maghrébins en France », mon échantillon personnel n'étant pas assez représentatif puisque sur-représentant la catégorie des universitaires. Ceci explique cela, je l'ai constitué par réseau.

M. Kasri a des parents très pratiquants, il a été à l'école publique marocaine, ses autres frères et sœurs ont des bonnes situations mais sont restés au Maroc, sauf sa plus jeune sœur qu'il a même accueillie lors de son arrivée en France pour ses études.

M. El Qarouni a rencontré sa femme à Nice alors qu'il passait sa maîtrise. Les couples mixtes qu'ils fréquentent sont également des couples d'universitaires ou très impliqués dans la vie associative. Il est issu d'une famille de 8 enfants, dont la mère était femme au foyer et le père paysan. Envoyé en orphelinat puis ayant rejoint ses parents qui avaient déménagé à Marrakech, c'est lors de ses études qu'il a eu ses premiers contacts avec les français. C'est grâce à une bourse et un accord entre l'université de Rabat (où il a obtenu une licence de sociologie) et l'université de Nice qu'il peut venir en France passer sa maîtrise.

M. Alaoui est né à Fès d'une famille de 7 enfants. Il a fait ses études en français mais n'a pas vraiment choisi la France, il affirme que ce départ « lui est tombé sur la tête ». Arrivé en 1968, il a d'abord travaillé en tant que manoeuvre, et a épousé sa femme en 1973. Il dit s'être intégré à la société française avant son mariage, mais que celui-ci a quand même facilité son intégration. (La poursuite de celle-ci ? La façon dont les gens le voient ? Encore une fois, l'idée de l'intégration est bien floue.)

Il ajoute « avoir toujours compté sur lui-même », et donne pour preuve le fait qu'il ait demandé la nationalité seulement en 1998.

M. Jahidi, lui, dit « avoir été baigné dans la culture française dès (mon) plus jeune âge », de par son père qui était « francophile » et aussi parce qu'il a fait sa scolarité dans des établissements français. Thésard, il a fait ses études en France car « ayant suivi le système français, (il) n'envisageait pas de les poursuivre au Maroc. » Il a vécu en France entre 1975 et 1987, et y est revenu avec sa famille (femme et enfants) en 1998.

Dans leurs réponses, les trois universitaires (M. Kasri, M. El Qarouni et M. Jahidi) ont déclaré n'être pas pratiquants, affirmant que cela résultait d'un choix, bien que leurs parents à tous trois le soient. Dans ces conditions, il faut étudier la date du choix d'arrêt de la pratique. Aucun des trois n'allaient régulièrement à la mosquée au Maroc, mais étaient recensés comme musulmans, puisque c'est la religion obligatoire au Maroc. Le fait de ne pas aller à la mosquée n'est pas un signe d'abandon de la religion, de moins en moins de jeunes y vont et globalement les mosquées se vident, un peu comme les églises en France il y a quelques temps.

Il est donc tout à fait possible que ce soit l'arrivée en France qui ait permis à ces personnes « d'assumer » publiquement leur absence de pratique, mais ce n'est pas leur arrivée en France qui les a rendu non pratiquants, puisqu'ils affirment souvent n'avoir jamais été vraiment pratiquant. Et comme le répond très clairement M. El Qarouni, « Je ne suis pas pratiquant, depuis le Maroc et c'est un choix. ».

Il semble qu'il n'y ait donc pas forcément d'influence directe entre le pays et la pratique de la religion, et encore moins d'influence par le mariage. Dans ces trois couples en effet, on avoue que la question « ne s'est pas posée », et que s'il est plus facile d'épouser une non musulmane quand on n'est pas soi-même pratiquant, ce n'est pas le mariage mixte qui a « affaibli » la pratique de la religion.

Les études qui sont menées montrent d'ailleurs que la plupart des couples mixtes réunissent des gens plus ou moins croyants, mais rarement pratiquants. Le seul cas que j'ai moi-même trouvé de couple avec le conjoint marocain pratiquant, est le couple Alaoui, plus âgé, et donc où, dans chaque pays, chacun a été élevé dans un contexte beaucoup plus religieux.

On constate donc que la religion, contrairement à ce qui est souvent posé, n'est pas systématiquement un obstacle pour les couples mixtes, et que le fait d'être marié avec un conjoint français n'est pas ce qui affaiblit la pratique de la religion, mais que à ce niveau là, les conjoints marocains non pratiquants l'étaient déjà avant leur mariage. Du coup, on peut penser que la religion n'est pas un problème parce que ce n'est souvent pas une question, et quand ça l'est (le cas des Alaoui), le respect des pratiques de l'autre est le principe, et là encore, le sujet ne laisse pas de place à un grand débat.

Concernant l'étude menée par Jocelyne Streiff-Fenart, seulement dans 2 cas sur 30 le projet de mariage a été le motif d'émigration. Ce sont bien sûr ces cas les plus à mêmes de présenter une « non-intégration » totale, avec éventuellement une ignorance complète de la vie en France, bien que se mariant avec un conjoint français, on peut imaginer que l'individu s'en soit fait une idée.

Ces cas sont donc rares, et souvent, le conjoint immigré avait déjà une raison personnelle et donc un parcours individuel, séparé de son conjoint français, dans le pays d'accueil. Il avait donc entamé le processus d'adaptation avant le mariage. Cela ne signifie pas que le mariage n'ait pas accéléré la démarche, ou ne l'ait pas facilitée, mais il n'en a pas été à l'origine.

Il faut dire que de plus en plus les jeunes marocains arrivant en France sont des étudiants, et que leur séjour en France, même s'ils n'envisagent pas de s'y installer durablement, les oblige à mettre en place un système économique et social propre à leur intégration en tant qu'étudiants. De plus, en considérant qu'ils sont appelés par la France, et que l'avenir qu'il leur est destiné en tant que diplômé chômeur au Maroc est un statut peu enviable, ils commencent leur parcours d'intégration sans avoir forcément le projet de rester.

De l'autre côté, les classes plus populaires, où chaque couple est plus isolé. La mixité dans ces cas là ne va pas forcément de soi. On les trouve surtout dans les quartiers populaires où sévit le communautarisme, mais aussi où la fréquentation de différentes cultures est propice aux métissages.

Ce que l'on constate, c'est que la mixité concerne plus les cadres que les ouvriers (33 % d'ouvriers en 1980, contre 22 % maintenant)⁴⁹. On aurait donc tendance à penser que, par leur situation professionnelle avantageuse, leur fréquentation de l'université, souvent en France, ces classes socio-professionnelles supérieures sont déjà intégrées, et c'est cette situation qui leur permet de toucher à la mixité.

Si ce sont de plus en plus les personnes déjà vues comme « intégrées » qui se marient avec les français, c'est que le mariage mixte perd de sa force intégratrice, et serait au contraire de plus en plus un cadre élitiste où ne sont admis que ceux qui sont déjà insérés dans la société.

La mixité apparaît alors dans toute sa relativité, puisque si mixité de nationalité il y a toujours, l'homogamie sociale prime, voire de plus en plus. On pourrait alors penser que le mariage avec un étranger est vu comme un handicap au niveau social, et que pour compenser ce handicap, seul un mariage avec un étranger d'une catégorie sociale supérieure est vu comme « acceptable ». Gabrielle Varro précise que le mariage mixte avec un maghrébin est particulièrement élitiste, ce qui n'est pas surprenant quand on voit les stéréotypes négatifs dont pâtissent les maghrébins en France.

Quelques soient les critiques que l'on puisse lui faire, le mariage mixte symbolise par excellence la rupture avec la hantise suprême de la République ; le communautarisme.

⁴⁹ Chiffres tirés de l'ouvrage de C. Philippe « Liberté, égalité, mixité... conjugales », Anthropos, 1998.

En choisissant d'épouser une personne extérieure à la « communauté », le marocain prend de la distance avec les normes établies. Il choisit la société contre l'enfermement, si l'on considère que le mariage est choisi. Il pourrait en effet tout aussi bien épouser une marocaine de France sans que cela ne relève d'un choix mais du « mystère de l'amour ».

Mais les codes collectifs influencent d'une certaine façon le choix de l'épouse, et il cherchera sûrement, même inconsciemment à y adhérer. Pour ceux qui parviennent à s'en libérer, bien qu'ils cherchent quand même une ressemblance chez l'autre, elle est ailleurs, elle ne réside pas dans l'origine, la nationalité, la culture de rigueur au sein de la famille. Ce choix représente la victoire des valeurs républicaines, au sens où l'origine n'a pas fait référence.

Finalement, le mariage mixte est bien un facteur d'intégration puisqu'il dépasse les différences, et montre aux conjoints que ce qui les rapproche est plus fort que ce qui les sépare. Cependant, il n'est toujours pas accepté comme un mariage non mixte, qui lui-même peut rapprocher des gens très différents, et il continue à être perçu comme un événement exceptionnel et marginal, malgré son caractère désormais largement commun, quantitativement.

III – Les mariages franco-marocains, entre modèle d'intégration et soupçon permanent

1. La spécificité de la relation France / Maroc au sein du couple

1.1 Une relation historique de domination.

Tout d'abord, il faut garder en tête que le mariage mixte met en avant l'intersubjectivité, il s'agit bien de la rencontre entre deux individus, sensés représenter un groupe. La question est de savoir au sein du couple, comment se joue la représentation des groupes, si le rapport entre les groupes se fait plus fort que la relation interindividuelle, surtout dans une relation aussi compliquée qu'entre les groupes marocain et français, où l'asymétrie historique est très forte.

Néanmoins, comme on l'a dit en introduction, il n'y a aucune rancœur entre les deux pays, la situation est en cela très différente de l'Algérie. On apprend aux marocains à remercier la France pour les bienfaits du protectorat et pour ce que le pays représente encore aujourd'hui en termes d'aide au développement, à l'éducation... Il faut dire que le traumatisme n'a rien à voir, puisqu'il s'agissait d'un protectorat et non d'une colonisation, comme dans le cas algérien.

Selon J. Streiff-Fenart, plus la période de migration est ancienne, et plus le nombre de mariages mixtes augmente. Mais elle souligne que cet effet ne se vérifie pas pour l'immigration maghrébine, qui aurait, selon certaines interprétations, des difficultés particulières à s'intégrer dans la société française du fait d'une « culture » particulière. Ce genre de discours vise plus ou moins explicitement la religion dominante dans cette vague de migrants ; l'Islam.

Cette religion est en effet très souvent critiquée et pointée du doigt pour son manque d'adaptabilité, la difficulté éprouvée par ses membres à distinguer le spirituel du temporel, quand bien même il semble que ce soit une difficulté des religions en général.

Malgré ce discours, on constate que un quart des 23 000 mariages mixtes célébrés en France en 1986 étaient déjà maghrébins.⁵⁰

Cela n'a pas empêché au HCI de se pencher sérieusement sur la question de la compatibilité de l'Islam avec les « valeurs républicaines », dans son rapport « L'Islam dans la République », paru en 2001.

Les extraits de l'entretien avec Mme Moreau ne cachent pas l'attention particulière portée à la migration maghrébine, et surtout des femmes.

⁵⁰ Jocelyne Streiff-Fenart, « Les couples franco-maghrébins en France »

1.2 La complémentarité des statuts

Gabrielle Varro a mené des études très intéressantes dans les différents ouvrages auxquels elle a participé, sur la complexité des rapports en jeu dans le couple mixte, alliant domination entre sexes et domination intergroupes.

La position de chacun des conjoints dans le couple franco-maghrébin est souvent représentée comme largement sexuée.

Dans le cas où la femme est marocaine, l'administration française favorise son intégration et pèse de tout son poids pour l'adapter au mieux aux « mœurs » françaises, partant du principe qu'elle jouira d'un statut plus fort en France.

Par contre, du côté marocain, ce type de mariage est souvent vu comme de la prostitution, idée soulignée par la peur du « modèle » sur les petites soeurs⁵¹ Je n'ai pas moi-même constaté ce genre de réaction. Les gens que j'ai pu rencontrer au Maroc avaient toujours des enfants mariés avec des français, au moins l'un d'entre eux, et la mixité n'était pas un problème, qu'elle soit venue de la fille ou du fils.

Le statut des femmes est toujours particulier dans un groupe, puisqu'elle apporte les enfants elle est toujours vue comme « perdue » si elle se marie avec un membre d'un groupe extérieur, mais au-delà d'elle, ses enfants. C'est pourquoi les réactions sont aussi plus sensibles concernant les femmes. Le rapport de sexe, de plus, lui est défavorable, elle pourra donc moins défendre sa culture qu'un homme.

En fait, dans les entretiens que j'ai effectué, la mixité, au moins dans la classe universitaire, est plutôt vécue comme une « parité », où l'équilibre trouvé pour garantir l'expression des identités de chacun est élargie aux statuts et à la répartition des tâches en général.

Dans le cas du Maroc, il ne faut pas oublier la question de la virginité, placée toute en haut de l'échelle des valeurs, et la perte de celle-ci lors d'un mariage avec un français peut être interprétée comme une perte directe de l'appartenance.

Mais paradoxalement, l'attachement à la virginité montre, si on élargit, l'attachement aux qualités individuelles de la femme, et cela se retrouve du côté français. On attend plus d'une femme que d'un homme, et du coup, ce qui est un inconvénient pour la femme arabe qui épouse un français par rapport à sa communauté (elle se déprécie aux yeux de celle-ci), peut être ce qui va lui permettre de s'intégrer au niveau de sa belle-famille. En effet, les qualités individuelles dont elle dispose peuvent gommer les préjugés ethniques, et en se faisant intégrer par sa belle-famille elle peut combler en quelque sorte le manque affectif que lui causera la rupture avec sa famille d'origine.

L'annexe n°4 est un tableau récapitulatif des tendances dégagées par les études de Jocelyne Streiff-Fenart, toujours dans son ouvrage « Les couples franco-maghrébins en France ».

L'analyse de ces tendances montre d'abord que les rejets du conjoint étranger n'ont pas lieu que dans les sphères populaires, au contraire. La réaction de la famille dépend de nombreux facteurs et peut être opposée à celle à laquelle s'attendait le conjoint français.

Ce tableau montre que sur les enquêtes de Jocelyne Streiff-Fenart, les difficultés sont plus nombreuses quand l'homme est étranger, du côté français comme marocain. Un homme marocain est souvent rejeté par sa belle-famille française, comme un homme français est « invisible » dans sa belle-famille marocaine.

⁵¹ Jocelyne Streiff-Fenart, « Les couples franco-maghrébins en France », l'Harmattan, 1989.

La femme étrangère au contraire est très bien reçue, côté marocain comme français, elle souffre beaucoup plus dans sa propre famille. Ainsi, si la femme française a des relations « difficiles » avec ses parents quand elle se marie à un marocain, la marocaine peut être carrément rejetée par sa famille si elle épouse un français. Le rejet de l'homme rejaille ainsi sur sa femme.

Cela est confirmé par mes propres entretiens, puisque M. Kasri et M. Alaoui ont dit avoir eu de grosses difficultés avec leur belle-famille. Etant donné l'étendue quantitative de mon enquête, il est clair que les résultats de Jocelyne Streiff-Fenart sont plus représentatifs, même s'il ne s'agit toujours que de tendances.

Du côté de l'homme, dans le cas où le conjoint maghrébin est l'époux, Jocelyne Streiff-Fenart remarque que la famille maghrébine s'inquiète souvent du bonheur de l'homme, avec la peur du qu'en dira-t-on. Mais l'union peut, au contraire, apparaître comme le prestige que le fils soit parvenu à intégrer le groupe « dominant ». En même temps, ce prestige est lui aussi assorti de la peur que la position au sein du couple, privilégiée pour l'homme dans les mœurs marocaines, ne puisse plus être assurée, ou soit « compensée » par l'appartenance de la femme au groupe dominant.

Côté français, la peur de la conversion (nécessaire dans la religion musulmane pour un mariage) domine. En réalité, c'est une simple formalité qui nécessite le plus souvent aucun engagement véritable. La pratique se fait de plus en plus laxiste.

Si du côté maghrébin les réactions sont assez homogènes⁵², il semblerait qu'en France les réactions aux mariages mixtes soient beaucoup plus variées. Mais elles peuvent être regroupées selon les catégories socioprofessionnelles.

A la suite des entretiens qu'elle a menés, Jocelyne Streiff-Fenart dresse le constat que, dans les classes populaires, la simple référence « arabe » suffit à justifier le rejet. Alors que dans les milieux dits plus « cultivés », ce mot est très rarement employé, pour ne pas dire jamais. On fait plutôt appel à la différence de mode de vie, de culture, pour justifier la réaction, avec, toujours, l'idée que les maghrébins (en ce qui nous concerne, les marocains) se font toujours « reprendre » par leurs traditions.

Le mariage avec un français est souvent assimilé à une « promotion sociale », dans le sens où l'on intègre le groupe dominant (en France), que pour les femmes, le patronyme assez négativement marqué dans la société (discriminations à l'embauche...) est effacé... Tandis qu'au contraire, le mariage avec un marocain représente une sorte de « déclassement social » aux yeux de la famille française. Il n'est pas seulement ici question de la situation économique des marocains en France (des immigrés en général d'ailleurs), mais aussi de la situation du Maroc lui-même, et de l'histoire des relations entre les pays, largement asymétriques. De plus, les préjugés négatifs qui continuent de circuler autour des maghrébins en France ne font pas d'eux, a priori, ce qu'on appelle communément des « bons partis ».

Ce « déclassement » est subi de façon plus brutale par les femmes, plus exposées à l'hétérogamie sociale. En effet, si leur catégorie socioprofessionnelle est inférieure à celle de l'homme, leur statut n'en est que diminué, dans une structure traditionnelle (en France comme ailleurs), où l'égalité des statuts n'est pas encore la règle. Et si leur situation sociale est plus favorable que celle de leur mari, elles sont prises en pitié de n'avoir pu trouver un homme de « leur rang » (malgré les discours, ce point de vue est encore largement répandu), et le mariage entier est vu comme médiocre. Puisque même si la femme a une très

⁵² Toujours selon les études de J. Streiff Fenart

bonne situation, c'est encore et toujours celle de l'homme que l'on considère pour évaluer le niveau de vie du couple.

Si l'on ajoute à ces critères économiques les préjugés, la « mauvaise image » qu'une femme peut recevoir en épousant un marocain, la réaction de certaines familles est prévisible.

Jocelyne Streiff-Fenart résume cela très bien, la femme aurait donc plus à perdre en épousant un arabe qu'un homme en épousant une arabe. Effectivement, la femme marocaine interrogée a dit avoir été accueillie « chaleureusement » dans sa belle-famille, alors que chez les hommes, seul M. Jahidi dit n'avoir rencontré aucun problème d'acceptation.

Les hommes souffrent beaucoup plus des préjugés que les femmes en arrivant en France, et cela représente donc des difficultés supplémentaires dans le parcours d'intégration. Cependant, il faut noter que les études de J. Streiff-Fenart prennent en compte tous les maghrébins, et sans faire de hiérarchisation dans les préjugés, il est clair que les algériens en France souffrent de préjugés beaucoup plus profonds que les marocains et tunisiens.

Malgré ce qui est généralement admis, l'homme n'est donc pas toujours avantagé dans son intégration par rapport à la femme maghrébine. S'il a plus facilement accès aux activités sociales, au milieu professionnel, au sein de la belle-famille il peut être infiniment rejeté, rejet qui ne peut qu'être difficilement comblé par des qualités individuelles que l'on n'attend pas systématiquement d'un homme.

On notera au passage que l'homme français, lui, s'il souffre du préjugé ethnique dans la famille maghrébine, a pour lui l'avantage de la « promotion sociale » symbolique qu'il apporte à la famille, ou au moins à la fille de la famille, et qui « rachète » en quelque sorte, l'ethnicité négative. (Avec cependant quelques tensions parfois dans la communauté comme on l'a vu, lorsque la famille maghrébine est accusée d'avoir « vendu » sa fille.)

Par contre, l'homme marocain, étant donné la plus grande facilité qu'il a à conserver des liens avec sa communauté, peut avoir plus de facilité à conserver les liens culturels que la femme, qui aura, de par son sexe, son statut social et son origine, un multiple handicap pour imposer ses choix culturels au sein du foyer.

Finalement, tout cela n'est pas déterminé de façon rigide. La seule femme marocaine interrogée dit vivre très bien sa double culture, et elle a réussi ce que des hommes n'ont pas pu faire, transmettre sa langue et choisir les prénoms de ses enfants.

2. Le compromis comme communication : la diversité culturelle mise en valeur dans les couples mixtes

2.1 Les conjoints de couples mixtes sont-ils exceptionnels ?

Face à la « rupture » que représente l'engagement dans un couple mixte, et les conflits que cela peut engendrer (notamment entre la belle-mère et la belle-fille, la mère et son fils mais aussi au sein du couple), l'enjeu du couple mixte est de trouver une stabilité où chacun se sentira à l'aise.

L'idéal n'est pas forcément une égale expression des cultures de chacun, mais que chacun se sente bien (tous les immigrés n'expriment pas le besoin de garder leur culture, même si je n'en ai pas rencontré dans ce cas).

Nous avons quand même démontré l'importance de la préservation des liens culturels dans le parcours d'intégration des immigrés, et on ne peut pas nier que dans les cas où la culture marocaine n'a pas eu trop lieu de s'exprimer, les tensions sont souvent exacerbées, le conjoint étranger voyant à travers ce vide culturel son statut entier dénigré. Le compromis se joue par exemple très fortement sur l'éducation des enfants, à travers le choix de prénoms⁵³, l'école... et on constate que des regrets à posteriori peuvent apparaître (comme M. Kasri) ou qu'une rupture réelle se produit si la culture n'a pas eu sa place vitale. Cela n'est pas forcément mauvais pour le couple en soi, mais cela nuit à la diversité de la société, pourtant mise en avant comme une valeur ajoutée.

J. Streiff-Fenart considère seulement deux stratégies de négociation culturelle ; l'effacement de l'une des cultures au profit de l'autre, ou la compétition entre les deux, se traduisant souvent par une distinction des sphères d'influence, alternant chacun victoire et défaite. Dans les milieux intellectuels, cette redéfinition constante est basée sur le sacro-saint « respect mutuel », qui semble effectivement être un principe dans tous les couples, mais particulièrement ceux où les différences sont les plus grandes. « Je ne te comprends pas, je ne fais pas comme toi, mais je découvre et je respecte. »

Les résultats de mes entretiens, sont sensiblement différents, puisque le « respect mutuel » correspondrait d'avantage au couple Alaoui qui ne fait pas partie des universitaires, alors que les universitaires justement ont établi la mixité comme un véritable « échange », où l'interculturalité est de mise.

La préservation des liens culturels au sein du couple dépend de facteurs variés ; comme la personnalité des conjoints, les conditions du mariage, la profession des conjoints... Les activités professionnelles par exemple peuvent être un moyen d'exprimer sa culture, et dans ce cas la « pression » pour faire jouer la mixité au sein du couple est relâchée.

Ainsi, dans les entretiens de M. Jahidi, qui travaille en étroite relation avec le Maroc, on constate qu'il n'y a aucun problème de « manque », ce qui n'est pas le cas de M. Kasri, qui n'a pas l'occasion, de par son travail, de laisser autant de place à sa culture marocaine.

Cette définition identitaire n'est donc pas forcément le fruit d'une démarche personnelle mais le résultat des aléas de la vie, d'où l'expression d'un certain manque. Et encore, de par l'équilibre de son couple et l'ouverture d'esprit de sa femme, son mariage semble être un vrai espace d'expression culturelle.

La négociation de l'identité culturelle au sein de la famille est permanente, en constante évolution, et représente aux yeux de beaucoup de gens une conflictualité potentielle supplémentaire. La mixité n'est-elle qu'une différence de plus entre deux individus, ou les conjoints de couples mixtes parviennent-ils à sont-ils des « champions de l'amour » ?

⁵³ J. Streiff-Fenart, dans son livre « Les conjoints des mariages franco-maghrébins en France », dresse une étude très détaillée et intéressante du choix du prénom comme indicateur du rapport de force culturel au sein des couples mixtes. Une analyse détaillée que l'on ne peut pas rapporter ici, mais qui montre que ce critère est particulièrement marquant pour un enfant et l'un des aspects de la vie privée les plus emprunts de l'interculturalité. Elle relève ainsi les couples choisissant des prénoms passe-partout, les prénoms passant dans les deux religions, des prénoms exotiques ou d'autres traditions (les bretons ont beaucoup de succès), ou alors le double prénom, mais là encore il faut étudier le placement de l'un et de l'autre pour avoir une vision du rapport de force. Gabrielle Varro a mené la même étude sur les prénoms, relevant elle aussi les enjeux autour du choix du prénom.

Les problèmes n'apparaissent souvent pas au mariage lui-même, comme le montre J. Streiff-Fenart, mais plus tard, dans la structure de la famille qui voit se confronter deux systèmes différents. En fait, ce genre de difficultés peut tout autant arriver dans un couple qui ne connaît pas la mixité, mais où les conjoints auraient eu des éducations très différentes. Néanmoins, le « risque » est d'autant plus grand, qu'il y a de différence organisationnelle entre les couples parentaux.

Dans un article de « l'Express » paru le 09 mai 2002⁵⁴, des couples, en témoignant, expliquent que « la différence de culture, c'est un combat au quotidien, même si on a l'esprit large ». Vu sous cet angle, le mariage mixte n'est pas très attirant. Mais aucun des entretiens que j'ai passé ne fait état d'un rapport de force si violent. Certaines personnes sont-elles prédisposées à la mixité ?

On remarque que la plupart des tensions interculturelles émergent au moment de choix cruciaux, surtout concernant l'éducation des enfants, comme le choix des prénoms, de l'école, de la religion... Mais que le taux de divorce des mariages mixtes est semblable au taux rencontré dans le cas des mariages franco-français, et qu'il est même plus faible dans le cas des mariages franco-magrébins.

Un mariage mixte peut être tout aussi bien un moyen de libérer la communication interculturelle entre deux individus, que la sphère où naîtront des malentendus interculturels, à l'origine de conflits.

On peut penser que le mariage mixte soit construit sur le modèle de la rencontre fortuite, en admettant que tous les couples se fondent sur ce modèle, voire plus que les autres couples étant donné la différence. C'est le cas par exemple du couple Alaoui, dont Mohammed raconte ainsi le mariage :

« Ce n'était pas du tout calculé, c'est tombé comme ça. Et maintenant, ça fait 40 ans de mariage. »

Mais bien sûr, les individus, conscients ou non de cette différence et de l'attractivité qu'elle peut comporter, peuvent la rechercher. Les couples mixtes, hormis la différence de nationalité, et à plus ou moins fort degré de culture, (qui pourrait d'ailleurs s'apparenter à une simple différence d'éducation chez les couples dits « classiques »), ne réunit pas des individus si différents qu'il y paraît.

Certes, en matière culturelle, il est rare que les couples mixtes soient aussi proches que les couples classiques, c'est d'ailleurs ce qui fait leur différence. La seule configuration où les deux conjoints peuvent se retrouver au niveau culturel, comme l'explique Jocelyne Streiff-Fenart, est quand les deux conjoints sont représentatifs d'une contre culture dans leur culture d'origine respective.

Les conjoints de couples mixtes ne sont pas des gens qui ont le métissage dans les gènes. En cela, si certains recherchent effectivement de l'« exotisme » chez leur partenaire, beaucoup se rencontrent et s'aiment sans que rien ne les prédispose à être avec un étranger (pas de contact a priori avec la culture du conjoint...) et l'exercice de l'interculturalité s'apprend donc au quotidien. Ceci dit, tous les couples interrogés par J. Streiff-Fenart et moi-même ont cela en commun que dans la configuration où l'homme est maghrébin et la femme française, les femmes regrettent toutes la non transmission de la langue paternelle aux enfants, et sont souvent à l'initiative de l'apprentissage de la langue quand celui-ci intervient plus tard.

⁵⁴ « L'intégration par l'amour », par Gilbert Charles et Marion Festraëts.

Cela est cependant largement surreprésenté dans les couples aisés, où, une fois de plus, la langue arabe, parce que rare, est tout de suite appréhendée en tant qu'avantage culturel, de distinction et non de stigmatisation qui se ferait à travers notamment l'image du travailleur immigré.

On retrouve une fois de plus la séparation entre les couples aisés et les couples d'origine plus modeste, qui seraient pour certains « les champions de l'amour », comme les appelle Gabrielle Varro, et les autres victimes, selon la capacité des acteurs à « dominer leur destin. »⁵⁵ Les barrières extérieures peuvent aussi bien renforcer l'amour, à la façon d'un seul contre tous shakespearien, et pour les couples qui en ont les moyens, alors qu'elles peuvent au contraire briser des couples mixtes qui attribueront leur échec à leur mixité.

Dans les couples plus populaires, il n'y a pas toujours de négociation culturelle, avec des cas où l'acculturation se fait quasiment sans remise en question, sans hésitation. Il est certain que ces couples, qui ont déjà à la base moins d'ouverture sur les questions de métissage, et sur l'apport de la diversité, ce genre de discours encore réservé à une élite assez fermée (et loin de faire l'unanimité dans tous les milieux aisés, il a en fait surtout du succès chez les fameux « bobos »), ont en plus des difficultés au quotidien qui laissent beaucoup moins de place à l'autoréflexion, aux questionnements identitaires. Ces couples sont obligés, pour survivre, de ramener le quotidien au plus basique, et ce genre de considération vu comme superflu et philosophique (alors qu'au contraire il peut être à la base d'un véritable bien être, d'une amélioration du quotidien et éviter des crises futures) est balayé par les soucis au jour le jour.

Il ne faut donc surtout pas surestimer « le pouvoir de l'amour », comme le souligne justement Jocelyne Streiff-Fenart.

Comme l'explique Abdelhafid Hammouche dans son livre « Mariages et immigration ; la famille Algérienne en France », « il n'y a pas de déterminisme mais un jeu de correspondance entre la trajectoire des acteurs et le choix de mariage qui va de l'alliance dictée au choix individuel. »⁵⁶

De plus, la mixité dans le mariage est une notion largement subjective, et elle mérite que l'on revienne rapidement sur l'évolution de la notion.

Le recensement officiel compte comme « couple mixte » toute union entre un(e) français(e) et un(e) étranger(e), mais la définition présentée par les dictionnaires a évolué. A l'émergence de la notion, la mixité était d'abord considérée sous un angle religieux. La définition anglo-saxonne, elle, parle de mariage « interracial » ou « interreligieux ». En 1994, le Petit Robert retient le critère racial, accompagné du critère privé de la religion, et le critère public de la nationalité. En accolant la religion et la race à la nationalité, il confère aux deux premiers critères un caractère objectif illégitime. Finalement, le critère de race (puis de religion), plus que contestable, sera retiré, pour coller au plus près aux évolutions de la société.

Gabrielle Varro, elle, décrit la mixité comme étant la « rencontre de deux entités habituellement tenues pour incompatibles ».⁵⁷ Une définition qui laisse le champ libre à toutes les interprétations.

⁵⁵ Citation de Gabrielle Varro, collaboratrice de l'ouvrage « Liberté, égalité, mixité... conjugales », dirigé par Corinne Philippe, Anthropos, 1998.

⁵⁶ Abdelhafid Hammouche, dans son introduction au livre « Mariages et immigration; la famille Algérienne en France », presses universitaires de Lyon, 1994.

⁵⁷ Gabrielle Varro, « Les couples mixtes et leurs enfants en France et en Allemagne », chapitre 3, édition Armand Colin (1995)

L'INSEE quant à lui s'appuie sur la nationalité pour recenser les mariages mixtes en 1994 (dans le cas où l'un des conjoints est français), alors qu'en 1997 c'est le lieu de naissance qui est privilégié, lorsqu'un des conjoints est immigré, l'autre né en France.

Selon Gabrielle Varro, « la représentation du mariage mixte existe, même si lui n'existe pas. » Je suis, personnellement tout à fait d'accord avec elle, étant donné que des couples dont le conjoint étranger a été naturalisé peut se considérer toujours mixte, d'autres dont les deux sont français mais l'un d'origine étrangère se considèrent également comme mixtes... Des conjoints peuvent aussi baser leur « mixité » sur un autre terrain, comme celui de la langue maternelle, de la couleur de peau, de la religion...

Puisque après tout, au niveau du sexe, (qui définit en premier la mixité), tous les mariages sont mixtes. En considérant que cette notion de sexes opposés va de soi dans le mariage, on peut exclure ce critère pour définir un couple comme « mixte ». Cependant, les critères restent vagues, et à partir de là, je pense que seuls les intéressés eux-mêmes peuvent véritablement se définir comme mixte ou non. Pour les entretiens bien sûr, j'ai du me baser sur la définition juridique⁵⁸. Cette définition a beau n'être pas entièrement satisfaisante, elle est nécessaire.

Les problèmes qu'elle soulève sont à mon avis liés à toute définition, qui par principe pose des cadres rigides. Un conjoint étranger est donc étranger et dès sa naturalisation ne l'est plus, sortant le mariage des statistiques alors même que dans leur vie au quotidien, aucun des effets de la mixité n'a changé. Pour le conjoint étranger, s'adapter à ces changements est difficile, puisque lui-même peut ne pas se sentir étranger, ou pas français, et devoir changer de statut du jour au lendemain n'est pas possible.

De la même façon que si lui se sent français, on peut, à travers la notion de mariage mixte, lui renvoyer sans cesse l'image de « l'étranger », dans laquelle il ne se reconnaît pourtant pas. Comme l'explique Gabrielle Varro, l'identité est une question tout autant objective qu'elle existe par rapport aux autres et par les autres ; elle est également performative.

Gabrielle Varro pose ainsi la question, comment faire la part du « moi » étranger ? Et comment vivre ce glissement identitaire du « moi » personnel au « moi » social, qui peut se ressentir au sein même du couple ?

En effet, l'image qui est renvoyée ne l'est pas seulement par les inconnus, le regard même du conjoint peut se complaire à voir un étranger, ou inversement peut attendre un français là où les réflexes sont encore étrangers. Et surtout, attendre une nationalité là où il y en a deux.

Et pour coller à ce qu'on attend d'eux, pour rentrer dans une case, certains suivent des dérives extrêmes, comme le raconte M. Naciri, avec quelque rancœur contre ses collègues :

« Certains, pour être assimilés, sont prêts à changer leur prénom lors de la demande de naturalisation. Là il y a un vrai problème d'identité, c'est comme s'il nie complètement son identité. (...) On n'est pas dans un concours pour montrer à tout le monde qui mange le meilleur fromage, ou buvait le meilleur vin de France. J'avais envie de leur dire « Restez comme vous êtes ». »⁵⁹

On voit que malgré sa conception de l'intégration comme un cheminement personnel et pénible, M. Naciri n'est pas prêt à tout pour être accepté, mais c'est le cas de certains.

⁵⁸ J'ai donc choisi des couples dont le conjoint étranger n'avait pas la nationalité française au moment du mariage.

⁵⁹ Eléments tirés de l'entretien avec M. Naciri

Et s'ils y pensent, ce n'est pas parce qu'ils ont entendu dire que c'était comme ça en France, c'est parce qu'en dépit de leurs efforts ils se sont rendus compte que leur entourage professionnel, leurs fréquentations les regardaient toujours de haut, et qu'il faut toujours en faire plus quand on est un marocain en France pour être intégré, du moins aux yeux de certains. C'est l'idée du « français + », que je développerais plus loin. Il poursuit en effet :

« C'était un groupe d'individus structuré mentalement, qui ont réussi scolairement mais qui n'arrivent pas à percer sur le plan professionnel. (...) C'est lié au cloisonnement de la société. Il y a des peurs que l'on a institué par les discours politiques, avec des mots qui peuvent être stigmatisants et qui peuvent freiner les gens et stopper les dynamiques. (...) Il y a encore beaucoup de discrimination à l'embauche et au niveau de la promotion au sein de l'entreprise. »

Nourredine Kasri raconte également les difficultés qu'il a rencontrées avec sa belle-famille :

« Ça par contre ça m'a fait mal, je me dis je déploie plein d'efforts d'intégration, de... Pour vivre normalement tout simplement et surtout... ensemble. Mes parents qui sont analphabètes, ils ont accueilli à bras ouverts leur fille... Elle est même considérée comme une fille de la famille (...) et je vois comment je suis accueilli ici surtout que je n'ai pas de famille ici (...), et vraiment ça m'a fait mal. (...) Et pour moi c'est un petit peu un échec. »

Une fois encore, on parle « d'effort ». Forcément, quand on fait des efforts on attend quelque chose en retour. On voit que l'acceptation de l'autre n'a rien à voir avec le niveau d'études, et que l'intégration même dans les parcours les plus réussis n'est pas évidente, elle ne va pas de soi. Cependant, chaque couple a des problèmes, un conjoint peut être rejeté par sa belle-famille sans être dans un couple mixte... Dans ce cas là justement, le beau-père avait également posé des problèmes à la femme du fils, qui n'était pas en couple mixte. Mais le fait de subir des attaques racistes n'a quand même pas facilité l'intégration.

En fait, il n'y a pas de choix identitaire à faire, mais faire avec le tout. Et c'est là que réside la difficulté, puisque les autres, l'extérieur, n'est pas forcément prêt à accepter ce métissage que l'on représente. Au sein de la société comme du mariage. Car nous l'avons vu, la mixité impliquée dans ce type de couple n'est pas forcément acceptée ni voulue par les conjoints, et peut très bien être rejetée par le conjoint français. Dans ce cas, le mariage mixte peut être vu comme un concours de circonstances commun, où la mixité n'a pas joué, et où elle n'est donc pas perçue comme une richesse, ni valorisée. La préservation des liens culturels de l'étranger n'est donc pas du tout assurée.

La mixité peut être le ciment du couple comme un concours de circonstances. Mais il est très rare de trouver des conjoints que tout sépare, et souvent les niveaux socioprofessionnels sont similaires. Ainsi, les universitaires se fréquentent entre eux, et se rencontrent par exemple dans des associations où ils sont très actifs (notamment les associations de lutte anti-raciste).

C'est ce qu'explique M. Kasri, et selon lui, c'est un gage de réussite du mariage.

« Même dans un couple franco-français ou... on essaie d'être avec quelqu'un... pas forcément de son niveau culturel ou de son niveau d'études mais... Y a un minimum. D'ailleurs, l'exemple c'est que les gens qui ont un niveau d'études moyen ou élevé ils se marient avec des françaises et... ça leur réussit. Donc je peux te citer beaucoup de profs, d'origine marocaine qui sont mariés avec des françaises. Des médecins, la plupart des médecins... Et souvent ils se marient dans leur corporation. (...) Et ça marche. Enfin, ça marche... Mieux que la moyenne nationale française si tu veux. (...) Je pense parce que les gens qui ont fait des études automatiquement ils ont l'esprit beaucoup plus ouvert. Ils sont

plus tolérants... (...) Ca te permet de discuter avec ton conjoint, et même avant le mariage... Les barrières tombent. Alors qu'avec quelqu'un qui parle déjà mal la langue... Parce que je te dis la génération qui est un petit peu plus vieille que moi (...) ils sont arrivés ils ne parlaient pas la langue. Moi quand je suis arrivé en France déjà je parlais déjà la langue, j'avais appris à l'école. Bon, peut-être pas couramment mais... »

M. Kasri pense donc qu'au-delà de l'homogamie, le fait d'avoir fait des études est un gage de réussite pour le mariage mixte, et la tendance que l'on a précisée avant, à l'augmentation de la part d'universitaires dans les mariages mixtes tend à confirmer cette idée.

Il semblerait donc que de plus en plus, ce n'est pas le mariage qui « intègre », mais les « intégrés » qui se marient.

La langue est effectivement une barrière importante, mais l'âge n'est pas forcément le critère. En effet M. Alaoui, qui est retraité maintenant, est arrivé en France et parlait français, bien qu'il n'ait pas un excellent niveau d'études, mais il a suivi sa scolarité au Maroc quand le système français était encore en vigueur.

Certains étudiants marocains ne sont pas forcément très bons en français, ils privilégient l'arabe, ce qui ne les empêche pas d'avoir envie de venir en France. L'apprentissage du français au Maroc est très individuel, c'est-à-dire qu'à part les analphabètes (qui représentent quand même une part non négligeable de la population, plus du tiers) les marocains parlent français, mais à des niveaux très différents, qui ne sont pas forcément en lien avec leurs études mais plutôt en lien avec la proximité qu'ils ont avec la culture française.

Ainsi, beaucoup de familles populaires parlent très bien français, parce que la fille ou la femme est embauchée comme domestique chez des expatriés, ou parce que l'un des enfants s'est marié avec un français... D'autant plus que la culture française a un écho très fort, et qu'il est possible de suivre les informations, les journaux ou d'écouter la radio en français.

2.2 Le compromis au sein du couple : quelle préservation des liens culturels ?

Dans le compromis culturel en jeu au sein du couple mixte, une fois de plus il n'y a pas de mode d'emploi, et il est difficile de tracer des tendances. C'est ce à quoi s'est néanmoins risquée Gabrielle Varro (Voir annexe 2).

Elle a mené des enquêtes auprès des couples franco-américains, franco-allemands et franco-maghrébins. La mixité se traduit par un grand nombre de similitudes dans les trois cas, au niveau des éléments culturels traduisant la transmission culturelle aux enfants. La principale différence se trouve au niveau de la langue, où seul l'arabe n'est pas parlé par le conjoint. Pour le reste, l'interculturalité semble jouer à plein. Mais comme l'explique Gabrielle Varro, il ne s'agit là que de tendances.

Seul le niveau individuel permet une analyse sérieuse des rapports de force en action au sein du couple, permettant d'établir dans quelle mesure la mixité a permis au marocain de préserver ses liens culturels, ou si elle a au contraire accéléré son assimilation.

Dans ce cadre, chacun détermine s'il est satisfait de ce qui lui a été permis de garder. Est-ce égal à ce qu'il aurait souhaité garder ?

La transmission des valeurs à l'enfant est un des meilleurs indices permettant d'évaluer le « rapport de force » culturel en jeu dans le couple. Même si dans le cas des couples franco-marocains, le handicap de la transmission de la langue est démultiplié puisqu'il n'y a presque pas de moyen d'apprendre la langue du parent marocain en France. D'ailleurs, l'apprentissage se fait souvent au pays, lors des vacances, et selon la fréquence de celles-ci, elles peuvent au contraire révéler une cruelle perte, comme l'explique M. Kasri.

Mais au-delà des influences externes, on doit garder en tête que les rapports au sein d'un couple mixte sont, comme tout couple, des rapports de sexe et pas de groupe, et que seul le niveau individuel peut permettre d'évaluer l'origine et les conséquences de ces rapports.

Malgré le double handicap de sexe et de statut social, la femme que j'ai pu interroger, Soade Chedotal, n'est pas dans une situation de domination culturelle. Mariée à un français rencontré en France, elle a transmis la langue arabe à ses enfants (Selma et Sara). Elle dit que cela s'est fait « naturellement ». Elle n'écoute pas de musique, ne regarde pas les chaînes arabes mais cela résulte d'un choix, elle n'en éprouve pas de manque. Elle dit avoir été accueillie « chaleureusement » par sa belle-famille avec laquelle elle a de bonnes relations.

De toutes façons, le statut du conjoint immigré ne doit pas être vu uniquement sous l'angle du « handicap ». Cela dépend du niveau social, du contexte familial (soutien pour la continuité de l'identité culturelle), et même de la personnalité des conjoints, de l'attachement au pays, de la vision de la mixité (s'il y en a une).

Par exemple, M. El Qarouni dit « exprimer rarement » sa culture d'origine, parce que « S'il n'y a pas de volonté et d'intérêt, il n'y a pas de choix à faire. » Il semble donc s'être totalement détaché de sa culture d'origine.

En réalité, on a vu auparavant que transmettre l'arabe à ses enfants lui tenait finalement à cœur, et il avoue que conserver sa culture d'origine en France n'est pas évident si l'on veut être perçu comme un français. Il a même cette phrase extrêmement forte : « Je me demande si avec l'évolution de la France on ne va pas être comme les Juifs durant la période de Vichy. »

D'ailleurs, il dit plus loin qu'il juge nécessaire le fait de conserver sa culture marocaine et qu'il pense y être parvenu mais « sans y consacrer le temps qu'il voudrait. » Il semblerait au vu de ces réponses qu'au sein du couple l'expression culturelle ne pose pas de problème, mais qu'au sein de la société, M. El Qarouni ressent encore une certaine exclusion. Il parle d'ailleurs d'une « fracture » qui « n'arrive pas à se fermer » avec la population étrangère.

Selon lui, la mixité est une chose qui « peut être un enrichissement des deux côtés », mais il ne précise pas à quelles conditions. On peut imaginer que l'une de ces conditions soit notamment la libre expression des différentes cultures en jeu dans le couple, sinon quel enrichissement autre que la simple rencontre de deux individus pourrait on y trouver ?

En schématisant, on pourrait penser que dans le cas d'un mariage entre une française et un marocain (qui est la majorité des configurations que nous avons trouvé), la domination de groupe subie par l'homme serait compensée par la domination sexuelle dont il profite. En réalité, il faut tenir compte de l'organisation du couple lui-même. En ayant des activités très personnalisées, un cercle d'amis différent, ou au contraire en optant pour un mode de vie où le couple prime sur l'individu, les choix culturels ne sont pas les mêmes, la rencontre entre les cultures ne se fait pas autant, et pas sur les mêmes terrains, et du coup le compromis ne se situe pas au même niveau, engendrant plus ou moins de frustration.

Ce compromis est très difficile à tenir pour ne pas tomber dans l'acculturation ou le communautarisme. Tout en garantissant l'épanouissement culturel du conjoint étranger, il ne faut pas non plus que la culture étrangère s'impose, entraînant des conflits, comme l'explique Gabrielle Varro.

On peut parler ici de « rapport de force », même si cela ne se traduit pas tel quel, c'est une négociation permanente difficile à mener, et pour laquelle il n'y a pas de mode d'emploi. Ces questions sont d'autant plus délicates et propices aux crises qu'elles touchent à l'identité, aux statuts au sein du couple, et donc à la construction de la relation amoureuse. Nous le verrons, seul le niveau individuel permet de relever ce type de situation, puisqu'il n'y a en effet pas de méthode toute prête, pas d'« équilibre » idéal à tenir. Chaque individu a plus ou moins besoin de maintenir un lien, chacun négocie l'expression de ce lien culturel selon les conditions et la personnalité du conjoint, il est donc très difficile d'établir une « typologie » de couple où l'acculturation serait plus ou moins présente.

Comme l'explique Streiff-Fenart, quoiqu'il arrive, la domination de la culture française est inévitable, surtout au niveau de la langue, l'arabe étant difficile à apprendre dans beaucoup de petites villes, et le français bien évidemment, parlé partout. A ce niveau là effectivement, les couples avec un plus haut niveau de ressources, aussi bien sociales, culturelles et qu'économiques, semblent mieux armées pour bénéficier d'un vrai métissage des cultures, en tirer des bénéfices et promouvoir la double appartenance dans la transmission de la culture à leurs enfants.

Ceci dit, on peut constater les difficultés liées à cet exercice à travers des symptômes de recherche identitaire, comme on pourrait les appeler, dans des situations où les individus doivent rentrer dans des « cases ».

Ainsi, la fameuse question que tout immigré aura entendu « Mais... tu te sens plutôt marocain ou français ? ». C'est en cela que le modèle français, se refusant toujours à catégoriser selon l'origine peut être salvateur. Mais en refusant de mettre des mots sur les éléments de la culture, il peut aussi s'avérer plus complexe notamment pour les enfants, de se retrouver.

Il s'agit d'un chemin plus personnel, plus long et plus profond, donc plus difficile (mais plus sain) qu'une simple réponse en oui ou non à la question « Es tu arabe ? ».

C'est notamment l'anecdote que relève M. Kasri à propos d'un de ses fils qui, un jour, en revenant de l'école, lui a demandé s'il était musulman, après que l'institutrice lui ait demandé de rédiger un exposé sur l'Islam, partant du postulat qu'en tant que fils de marocain, il était lui-même musulman. Le modèle français n'est donc pas infaillible, et il est beaucoup plus difficile à tenir que le modèle anglo-saxon, puisque même en voulant nier les différences d'origine, ou au moins en refusant de leur donner une visibilité, elles existent, et les français y réagissent, et les immigrés eux-mêmes peuvent les revendiquer.

Néanmoins, il constitue un rempart de principe au communautarisme. Même si dans le système anglo-saxon, la réponse à ce type de question ne vient pas forcément de l'extérieur mais peut traduire un choix personnel, une identification mouvante, temporaire, correspondant au moment précis de la réponse. Ce qui fait que selon le contexte et l'interlocuteur, un afro-américain par exemple pourra répondre tantôt « africain » ou « américain » ou « noir »...

De la même façon d'ailleurs que je me sens tantôt bretonne, puis française ou européenne.

Mais pour un marocain en France, la réponse à ces questions n'a pas les mêmes effets. Ainsi, répondre « oui, je suis arabe », n'a pas les mêmes répercussions sur un auditeur français que de répondre « bretonne ». On attend d'un marocain immigré vivant en France qu'il réponde sans détour qu'il est français, comme s'il devait toujours prouver son attachement au pays.

Mais ce n'est pas en niant le fait qu'il est marocain que l'individu va pouvoir mieux s'intégrer. Il doit pouvoir jouer des différentes facettes de sa personnalité, sachant que chacun des éléments des cultures dont il a tiré des expériences ont fait de lui ce qu'il est, et rejeté certains de ses éléments rejaillira tôt ou tard dans son bien être au sein de son pays d'accueil.

Les propos de Michèle Tribalat dans son ouvrage de 1989, repris dans l'ouvrage « Liberté, égalité, mixité... conjugales » dirigé par C. Philippe, sont à mon avis assez critiquables. Elle écrit que les unions mixtes sont « un enjeu important du processus d'assimilation parce qu'elles impliquent une acculturation rapide ».

L'union mixte devient vertueuse par sa capacité « d'acculturation » notion pourtant rejetée par tous les marocains qui ont répondu aux questions. A mon avis, l'union mixte est justement positive de par sa capacité à préserver les liens culturels tout en intégrant l'immigré au sein de la société.

« Enjeu important », « assimilation », « acculturation rapide » traduisent bien l'idée d'urgence et la pression reposant sur les immigrés qui doivent s'intégrer « à tout prix ». C'est ce qu'on a vu dans le cas des étudiants, sans avoir même le projet de rester on leur demande de fournir des pièces justifiant qu'ils ont leur « place » en France.

Un marocain ne peut quasiment plus venir faire du tourisme en France, il doit justifier d'une somme sur son compte courant, préciser ces dates de départ, son logement... Ceci est fait pour lutter contre la clandestinité bien sûr, mais cela amène aussi à la situation que tous les marocains venant en France réunissent d'avance les conditions d'intégration.

Du coup, ils peuvent être plus tentés de rester. Le profil des étudiants acceptés, se sont souvent des garçons issus de familles aisées, leur permet de se tisser rapidement un réseau social, leur permettant d'envisager de rester en France.

Cela fait est bien sûr dans la logique du concept « d'immigration choisie », mais pour ceux qui resteront effectivement, et dont on attendra, comme on l'a vu, qu'ils deviennent des « citoyens », il leur faudra aller plus loin en démontrant sans cesse leur volonté et leur amour pour la France. C'est ce que j'ai appelé l'idée du « français + ».

Sans ces preuves, l'immigré est dépourvu d'identité car dépourvu du caractère de citoyen. S'il ne fait pas la démonstration lui-même de sa bonne volonté, les institutions ne lui donneront pas de chance, comme on l'a dit le processus conjoint d'intégration est cassé.

Une fois encore, Gabrielle Varro⁶⁰ revient sur cette notion « d'inexistence » dont il peut rendre responsable toute la société. Elle pose la question, « Doit-on laisser à l'étranger de comprendre ça tout seul ? » et par « ça », elle entend « le système même de la tolérance française », qui n'est « pas une indifférence froide mais l'esprit républicain ».

Même sans activer l'intégration des étrangers, les discours politiques, les lois qui se succèdent devraient s'abstenir de donner une image négative des migrants, celle de « parasites ». Ils ne favorisent pas leur acceptation au sein de la société, et du coup les

⁶⁰ Dans son ouvrage « Sociologie de la mixité »

français s'imprègnent des préjugés et ne font pas leur part de démarche pour intégrer les étrangers.

Les étrangers, dans la première phase de leur installation en France, se consacrent forcément à l'assimilation de ces « valeurs » qu'on leur demande d'assimiler, en même temps qu'on leur souffle de ne pas exprimer de façon trop vive leurs « particularités ». Une fois ces « efforts » accomplis, l'étranger considère ce qu'il y a tiré :

« Il n'y a pas d'avantage à être français. Aucun. », dans le cas de M. Alaoui. Des regrets sur la non transmission de la langue dans le cas de M. Kasri et M. El Qarouni.

C'est la période de « désenchantement », décrite par Gabrielle Varro. Si ces étrangers s'étaient mariés avec des marocaines, bien sûr ils auraient pu assurer parfaitement la transmission de leur culture, mais au prix d'être sans cesse pointé du doigt comme communautariste.

Y a-t-il alors des regrets sur le mariage ? Absolument aucun.

Parmi les personnes interrogées, aucune ne dit souffrir « d'acculturation », parce qu'au sein du couple, ils ont pu préserver des liens culturels. Si la mixité présente un « risque » d'acculturation, elle est néanmoins souvent protectrice de l'interculturalité, contrairement à la sphère publique, où il n'est pas possible d'exprimer sa « culture » d'origine.

Si dans la sphère publique le marocain fournit tous ces efforts et se conforme, en tant qu'universitaire accepté, à l'image que l'on attend désormais des immigrés, c'est aussi parce que dans la sphère privée, il garde une sorte de « contrôle », sur ce qui lui appartient, et sur ce qui le caractérise sincèrement.

Mais le mariage mixte n'est pas pour autant facilité par les pouvoirs publics.

Les conditions pour contracter le mariage, bien que celui-ci fasse partie des libertés personnelles assurées par toutes les conventions internationales, sont assez contraignantes, notamment le fait de devoir justifier d'une communauté de vie de six mois. (Chose qui n'est évidemment pas demandé aux français entre eux, et qui est de plus, assez difficile à prouver.)

Pour ce faire, des études de voisinage doivent être menées, les relevés bancaires épluchés, et le droit au respect à la vie privée est fortement malmené.

En considérant que les conditions à réunir pour venir en France plus de six mois ne sont abordables que pour des étudiants aisés, seuls les marocains vivant déjà en France (de plus en plus de cadres, on l'a vu), et bénéficiant d'une carte de séjour longue durée, ou les clandestins, ne peuvent vivre avec leur conjoint français plus de six mois.

Cette disposition (la vie en communauté de six mois) est d'autant plus contraignante que le fait d'être étranger et/ou en situation illégale n'empêche (légalement) pas la contraction du mariage, au nom de la liberté de mariage.

Mais comment assurer six mois de vie commune si l'on n'a pas de carte de séjour ? Parmi les couples rencontrés, M. Kasri par exemple a rencontré sa femme au Maroc. Les étrangers doivent-ils renoncer au mariage jusqu'à l'obtention d'une carte de séjour, avec l'attente qu'elle peut occasionner ?

Bien sûr, la plupart n'attend pas, vient en France ou y demeure illégalement en vue du mariage, et de plus en plus de conjoints français eux-mêmes se retrouvent face à la justice pour complicité. Il faut aussi ajouter que le fait d'être en situation illégale pour vivre ensemble précipite la décision du mariage, puisque la nécessité d'obtenir des papiers est plus grande.

Cela ne veut pas dire que c'est un mariage « blanc », ou « arrangé », mais seulement un arrangement dans le temps, comme certains se marient avant de faire un emprunt, faire un achat commun, payer moins d'impôts... Peu de cas s'avèrent être un mariage de complaisance, mais la date, bien sûr, est rarement choisie au hasard.

Il est peut-être nécessaire de faire un aparté sur le fait que le mariage avec un étranger soit devenu pour certains un vrai parcours du combattant.

A l'origine de cette complexification de la législation ; le contrôle de l'immigration, et la focalisation des esprits sur les mariages de complaisance, imaginant que c'est une majorité des cas.

L'annexe 3 est un extrait du site internet www.senat.fr, présentant l'étude du rapport concernant le **projet de loi n° 275** (2005-2006), adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **contrôle** de la **validité** des **mariages**. On y voit que, malgré l'absence de statistiques par sexe et par nationalité sur les mariages mixtes célébrés en France :

« (...) le rapporteur a estimé que les chiffres disponibles faisaient état d'une montée en puissance des mariages simulés. Il a précisé que de 1999 à 2003 le nombre des mariages célébrés en France entre des Français et des ressortissants étrangers avait progressé de 62 %, pour représenter 50.000 des 275.000 mariages célébrés en France, tandis que les mariages mixtes célébrés à l'étranger avaient plus que triplé en 10 ans, passant de 13.000 en 1995 à 44.900 en 2004. Il a souligné que près du tiers des 320.000 mariages célébrés chaque année étaient mixtes. »

Ce rapport souligne la « montée en puissance » des mariages « simulés », n'énonçant ensuite que des chiffres de mariages mixtes certes, mais que rien ne permet de présenter comme « simulés ». Donner des chiffres qui n'ont pour seul but de montrer l'explosion des mariages mixtes est pour le moins ambiguë, dans un rapport souhaitant dénoncer les mariages blancs ou forcés. C'est un raccourci rapide, dangereux, qui assimile la mixité à une menace.

Nathalie Perrin-Gilbert, maire du 1^{er} arrondissement de Lyon dit n'avoir été elle-même confrontée qu'une fois à un cas où elle avait eu « un doute », lors de l'entretien, alors qu'elle est élue depuis 2001.

De même, Gabrielle Varro avance des chiffres dénonçant l'inverse ; en 1995, 657 mariages avec un conjoint étranger ont été l'objet de requête devant le procureur, et seulement 79 ont finalement reçu une opposition au mariage, sur 25 000 mariages mixtes.

Le rapporteur remarque ensuite

« (...) la concentration de ce phénomène au Maghreb, en Turquie et en Afrique subsaharienne francophone, où la pression migratoire est très forte. Ainsi, entre 1994 et 2004, le nombre de mariages à l'étranger de ressortissants français avec un conjoint algérien a augmenté de 595 %, avec un conjoint marocain de 506 % et turc de 656 %. »

Au lieu de se réjouir de l'ouverture d'esprit de ses concitoyens, et de la mixité grandissante parmi la population, l'utilisation de l'expression « la pression migratoire est très forte » stigmatise les immigrés des régions citées comme opportunistes dans leur mariage.

Le rapport rappelle ensuite que le but n'est pas « d'assimiler mariages mixtes et mariages simulés et de mettre en doute la sincérité de l'immense majorité de ces unions résultant de l'augmentation de la population française issue de l'immigration, » mais qu'il faut tout de même souligner « l'étroite corrélation de l'envolée du nombre de mariages mixtes avec le renforcement des contraintes de l'immigration. ».

Mais, quel autre choix ont des gens qui s'aiment s'ils veulent vivre ensemble dans un pays où l'un d'eux n'est pas accepté ? Il n'est pas question d'ignorer l'existence des mariages blancs ou forcés, mais les mesures prises, rejaillissant sur l'ensemble des mariés légitimes sont-elles efficaces ?

On se dirige donc de plus en plus vers une bipolarisation du mariage mixte : le mariage clandestin, dénigré, poursuivi, facteur d'exclusion même pour le conjoint français. Et de l'autre côté, un mariage mixte entre un français et un conjoint marocain déjà intégré, avec une position sociale très avantageuse, où diversité et interculturalité sont mises à l'honneur et éventuellement saluées par la société.

Chacun gère ses rapports à la culture d'origine par rapport à la culture d'accueil en fonction des éléments qu'il veut en garder, ceux qu'ils jugent incompressibles, non négociables, et le reste, qu'il peut négocier pour en faire une synthèse acceptable.

Mais le choix n'est pas seulement celui de l'individu, derrière cette apparente liberté, l'organisation de l'identité dépend en fait de l'organisation totale de l'accueil des étrangers.

C'est surtout au niveau de la sphère privée que le niveau individuel est engagé pour l'analyse. Comme l'explique le livre « Liberté, égalité, mixité... conjugales » dirigé par Corinne Philippe :

« La mixogamie a un effet intégrateur par l'action régulatrice des Etats. (...) Ce n'est pas le mariage en lui-même qui provoque une conduite assimilatrice. (...) L'origine du lien entre mixogamie et intégration est donc dans la situation particulière de chacun selon les caractéristiques socio-culturelles. »

Autrement dit, selon le vécu de chacun, la façon dont s'organise le couple..., le mariage mixte va se révéler plus ou moins facteur d'intégration.

Au niveau national, les décisions politiques concernant la régulation de l'immigration permettent de garder le contrôle afin d'orienter dans un sens ou dans l'autre la portée intégratrice des mariages. On peut admettre que plus il y a de mariages, moins il y a de contrôle, plus les mariés seront « libres » d'organiser l'interculturalité comme ils le souhaitent.

Cela ne veut pas dire que le communautarisme reprendra le dessus, puisque l'interculturalité sera toujours présente quoiqu'il arrive, au sein du couple, et surtout dans les rapports du couple avec l'extérieur.

Nous en venons à l'analyse du niveau individuel pour voir si finalement, dans les couples interrogés, la mixité a permis la préservation des liens culturels.

Au niveau du compromis, on a souvent tendance à focaliser sur la religion en ce qui concerne les mariages franco-maghrébins, comme si tous les maghrébins étaient musulmans et que l'Islam était par essence un obstacle à la mixité.

Or, dans tous les couples interrogés, la religion n'est en aucun cas un problème (on peut penser que si ça l'était ils seraient séparés, mais pas forcément.) Dans le couple Alaoui, monsieur est pratiquant et madame est catholique, non pratiquante. Il explique que les deux sont séparées, le respect mutuel domine et gère ainsi les rapports religieux.

Dans le couple Kasri, Nourredine n'est pas pratiquant et sa femme, de tradition catholique (baptisée) non plus. Il assure que la religion « n'est pas un sujet de discussion », comme chez ses amis également en couple mixte. Les enfants ont néanmoins été circoncis « pour une question d'hygiène », mais également « pour faire plaisir aux parents au Maroc ».

Les enfants vont dans un lycée privé catholique, « pas pour les vertus spirituelles » mais pour des raisons pratiques, et M. Kasri travaille lui-même dans un lycée catholique.

M. Kasri raconte un incident avec une des institutrices de son fils qui l'aurait désigné d'office pour faire un exposé sur l'Islam, le pensant musulman. M. Kasri explique que cette initiative a été perçue comme une façon de pointer du doigt son enfant, et voilà sa réaction :

« En le désignant on le marginalise. Depuis tout petit, la question de la religion ne s'est jamais posée, et là vous (la maîtresse) le désignez, vous l'avez choqué. (...) Mais les enfants ils savent qu'ils sont à moitié français, à moitié marocains, ils sont conscients, et que la religion de leur père et de leurs grands-parents c'est l'Islam mais c'est tout ça, ça fait partie d'eux, c'est une étiquette mais ils savent que leur père n'est pas pratiquant donc on n'en parle même pas. »

La priorité est donc de se détacher de cette « étiquette », de ne pas « marginaliser » les enfants. De les rendre comme tout le monde, de « réparer » en quelque sorte la différence qui s'est produite par rapport aux autres lors de l'union des parents.

Dans le couple Jahidi, là encore, la religion n'a pas posé de problème, M. Jahidi explique :

« Mes enfants ont fait le choix de ne pas être pratiquants, ils font ce qu'ils veulent, cela m'importe assez peu. »

N'étant lui-même pas pratiquant, cela n'est pas ressenti comme une perte, d'autant plus qu'il a gardé des liens très forts avec le Maroc, y ayant vécu encore récemment et arrivant, par sa situation professionnelle, à s'y rendre régulièrement.

Pour les prénoms des enfants, la situation est plus délicate, car les éléments extérieurs ont plus d'influence, et les choix ne révèlent pas seulement le rapport de force au sein du couple, mais traduisent d'avantage les rapports de groupes. D'autant plus que la législation marocaine oblige les enfants marocains à avoir un prénom arabe pour pouvoir figurer sur l'état civil.

M. Jahidi explique ainsi les choix des prénoms :

« Mes enfants n'ont que des prénoms marocains. En effet, je souhaitais qu'ils soient sur l'état civil marocain, et pour cela il faut impérativement que le prénom soit marocain. Qui plus est, je souhaitais leur transmettre cette identité ainsi que la nationalité marocaine; ma femme le souhaitait également. »

M. Jahidi est parvenu à transmettre ce qu'il souhaitait à ses enfants, avec l'accord de sa femme. Il semble que dans cette situation, le couple a atteint un équilibre idéal où chacun a pu exprimer sa culture sans frustration. Les éléments extérieurs (vie au Maroc, situation professionnelle, famille...) ont facilité ce compromis. L'ouverture d'esprit de la femme, qui a appris la langue et vécu au Maroc, a sans doute permis cette situation d'interculturalité.

M. Jahidi précise d'ailleurs qu'il a tout de suite été bien accueilli dans sa belle famille. Il va une fois par mois au Maroc, ses enfants au moins une fois par an et sa femme deux fois par an. Quant à la transmission de la langue, seul la fille aînée parle arabe. Khalil. Jahidi ne parlant pas arabe à ses enfants il affirme que « les choses se sont faites d'elles-mêmes ». Il ajoute que sa femme « est contente que Amal⁶¹ parle arabe, mais n'est pas plus affectée que ça que ses frères et sœurs ne parlent pas la langue. »

Contrairement aux conclusions de Gabrielle Varro, la femme ici n'a pas poussé à la transmission culturelle.

⁶¹ La fille aînée.

Une fois de plus, le contexte particulier de construction de la mixité au sein du couple a permis que les choses se fassent effectivement d' « elles-mêmes ». M. Jahidi ne voit d'ailleurs pas cet équilibre comme une situation de « compromis » :

« Je ne laisserais jamais tomber ma nationalité marocaine. Je n'ai pas le sentiment d'avoir fait des concessions, les choses se sont faites d'elles mêmes. »

Les enfants, ayant eu accès à la culture de leur père facilement, ont pu en tirer les éléments de leur choix. Il dit lui-même ne rencontrer aucun problème en France lié au fait d'être marocain, et ajoute :

« J'ai élevé mes enfants pour qu'ils vivent leur mixité, et leur double nationalité comme une richesse. (...) Je suis heureux que mes enfants soient bien dans leur peau, c'est-à-dire qu'ils soient à l'aise avec leur double identité, et qu'ils ne renient aucune d'entre elles. »

C'est la même chose dans le cas du couple Chedotal (Monsieur est dentiste). Bien qu'ils n'aient pas de projet au Maroc et que les séjours y soient assez espacés (tous les 4 ans), Soade, l'épouse, dit n'avoir fait « aucune concession, tout s'est fait naturellement. ».

Elle ajoute que « conserver sa culture marocaine est nécessaire pour notre couple », et que des concessions ne sont pas nécessaires si l' « on apprend de l'autre ». L'interculturalité joue donc à plein, l'interindividualité également. La mixité ici est réussie par la rencontre et l'échange, elle est même le ciment du couple.

Le couple El Qarouni s'est adapté au contexte. Au moment de la naissance de leur fille Malika, ils vivaient au Maroc et pensaient y rester, c'était donc plus simple de donner un prénom marocain. C'était d'ailleurs le choix de la mère française, selon les dires de Khalifa El Qarouni.

Il ajoute que pour la naissance du fils, ils étaient en France, et donc ils lui ont donné un prénom français, ce qui fait qu'il n'est pas inscrit au consulat marocain. Dans ce cas, le choix du prénom ne semble pas relever de l'expression culturelle, mais pioche quand même dans les deux cultures disponibles au sein du couple. Elles semblent tenir une place égale. Mais il est difficile de savoir comment le choix aurait été effectué si les deux enfants étaient nés dans le même pays.

La plupart justifient le choix du prénom français parce que le prénom arabe est trop stigmatisant, mais beaucoup en donnent un quand même, en première ou deuxième position, afin de ne pas perdre les liens. Au Maroc, il est obligatoire de donner un prénom arabe à son enfant, c'est un trait culturel assez fort, alors qu'en France la législation est beaucoup moins stricte sur les prénoms.

Les Kasri ont opté pour Guillaume, Alexandre et Elisa en prénoms usuels, mais les trois enfants ont également un deuxième prénom arabe. Nourredine explique ses choix :

« Mes parents je leur ai expliqué que les enfants quand ils seront plus grands ils vivraient en France, enfin c'est sûr à mon avis donc c'est plus pratique pour eux d'avoir des prénoms français, ne serait-ce que pour trouver un emploi. Et puis comme on ne connaît pas de marocains au niveau de l'école et tout ils se seraient sentis un peu mis à part. »

On remarque que là encore, l'avis des parents est pris en compte et ménagé, (parents qui, à ses dires, sont assez traditionnels), mais comme cela peut être le cas dans la plupart des couples, mixtes ou non.

Mohammed Alaoui et sa femme ont donné des prénoms arabes à leurs enfants : Saïd, Fouzya, et Nadia. M. Alaoui dit clairement que c'est sa mère qui a choisi les prénoms.

Il semble que M. Alaoui soit le marocain interrogé avec les quels les liens culturels soient restés les plus denses. Malgré le fait qu'il se soit marié en France, que sa femme ne connaissait pas le Maroc au moment de leur rencontre, que ses enfants soit tous nés et aient grandi en France, il est parvenu à transmettre sa langue à ses enfants, et sa femme, bien qu'elle ne parle pas le marocain, le comprend bien.

Sa femme n'est pas encore à la retraite, contrairement à lui, mais elle l'accompagne autant qu'elle peut au Maroc, où il retourne deux fois par an depuis qu'il a arrêté le travail. Dans ce cas, l'adoption de la culture de l'autre semble être équitable, si ce n'est même une prépondérance de la culture marocaine au sein du couple.

Mohammed explique qu'il a tenté de transmettre sa religion à ses enfants. Mais ce fut un échec ; « J'essaie de les mettre dans l'Islam, mais ils vivent leur vies, ils vont ni à l'église ni à la mosquée ».

Le compromis au sein du couple semble s'être joué autour de la personnalité, sans doute effacée et conciliante de la femme, ce qui a permis au père de transmettre tous les liens culturels qu'il souhaitait à ses enfants. Il semblerait qu'ils aient choisi d'exprimer chacun leur culture dans des sphères séparées, et pour l'éducation des enfants, la culture du père semble avoir dominé, avec plus ou moins de réussite :

« Le choix des prénoms s'est fait naturellement, parce que je voulais des prénoms arabes, elle n'a pas insisté, elle n'a pas voulu d'autres prénoms. Maintenant je regrette, si j'avais su j'aurais donné d'autres noms, pour ne pas les paralyser avec des prénoms arabes. (...) Ma femme ne m'a jamais contrarié sur mes habitudes, le carême, le mouton... Chacun fait ça de son côté, laisse sa culture s'exprimer : je respecte sa religion, elle respecte la mienne. »

Le respect, voilà bien une valeur commune à tous les couples rencontrés. La mixité s'exprime au quotidien entre eux, et sûrement elle soulève des questionnements et des négociations quotidiennes qu'il n'est pas forcément aisé de gérer, mais que tous les individus rencontrés ont décidé de surmonter, mettant à profit leur différences et se concentrant sur ce qui les rassemble.

Conscients de l'importance de préserver la culture d'origine marocaine, le conjoint français lui a, dans chaque cas, accordé une place qu'elle n'a pas dans la sphère publique. En cela, le mariage mixte, tel que j'ai pu l'approcher, est véritablement un espace d'expression et de préservation des liens culturels, sans repli sur soi.

Si les conjoints rencontrés peuvent paraître exceptionnels, par le caractère « naturel » que semble revêtir toutes leurs décisions touchant à la mixité, il n'en est rien. La mixité n'est qu'une source de conflits supplémentaire potentielle, selon la façon dont on la gère, selon la structure du couple, les rapports de sexes... Comme peut l'être l'éducation des enfants, le travail, et tous les éléments de la vie quotidienne dans n'importe quel couple en France.

Conclusion

Le mariage avec l'étranger constitue l'un des derniers lieux où les Etats peuvent encore exercer leur contrôle, et en France comme ailleurs, les politiciens l'ont compris, d'autant plus que l'immigration est de plus en plus familiale.

Les mariages mixtes ont longtemps été le dernier rempart à l'exclusion des populations que l'on ne souhaitait pas intégrer à la nation, comme les juifs après la Révolution, et en Alsace sous la monarchie où les mariages mixtes étaient encouragés pour éviter la « reproduction ». Les juifs et les tsiganes furent à nouveau la cible sous le régime de Vichy mais cette fois ils subissaient l'interdiction. (Les enfants issus des unions entre aryens et juifs étaient qualifiés de métisses)

Dans les colonies, le mariage mixte était par contre utilisé comme force assimilatrice.

Si les mariages mixtes sont désormais considérés comme une vraie force d'intégration, ils peuvent également représenter, au niveau individuel un potentiel d'acculturation, selon que le conjoint français accepte l'identité culturelle d'origine du marocain.

Face à tous les stéréotypes et les peurs entretenues par les medias, autour des immigrés et particulièrement des musulmans, l'« assimilation » vire de plus en plus à la volonté de gommer toutes les spécificités culturelles des immigrés, et ce faisant, de bâtir une « identité nationale » sur un moule unique duquel il serait vu comme dangereux de sortir.

Mon travail a pu démontrer que cette confrontation culturelle est en fait construite, parce qu'il paraît plus simple d'imposer des choix que de bâtir sur le long terme des conciliations culturelles, à la source de la diversité du pays.

D'ailleurs, la perpétuation des liens culturels avec le pays d'origine dans la vie au sein du pays d'accueil favorise souvent l'épanouissement de l'étranger, qui se sent accepté tel qu'il est et multiplie les efforts. L'intégration d'un individu au sein de la société est une opération conjointe, mutuelle, un échange qui va dans un double sens, et négliger l'importance des liens avec le pays d'origine est une erreur dans la politique d'intégration.

Croire que son succès est l'assimilation, en tant que « francisation » c'est-à-dire effacement du passé, de ce qui rapproche l'individu de ses origines car nuisible à sa conduite en société d'accueil, est un leurre.

Ce qui peut être naturel et progressif devient parfois violent, car imposé de « l'extérieur ». L'extérieur, en l'occurrence, ce n'est pas l'étranger, c'est le pays d'accueil, et plus précisément l'administration, la sphère publique. Il y a toujours des définitions claires de ce qu'est un étranger, la mixité, la diversité... Il y a des cadres juridiques déterminant l'attribution de la nationalité, il y a des dictionnaires pour définir ce vocabulaire.

Mais au-delà, il y a le discours politique, qui dessine la vision qu'ont la société et ses habitants de l'étranger. Et cette à cette vision là qu'est confronté chaque jour celui qui souhaite s'intégrer. Alors, il ne s'agit pas seulement pour lui d'obtenir des papiers. Il s'agit, pour vivre sereinement dans ce pays, d'être accepté comme partie intégrante de la population ; c'est en fait ça, être intégré.

Face au repli communautaire, trop souvent vu par les immigrés comme le seul moyen d'assurer la continuité de la culture dans la société d'accueil, le mariage mixte est un bon vecteur d'intégration, tout en permettant la préservation des liens culturels.

De plus en plus, l'évolution de la migration marocaine et le passage d'une migration de travail, temporaire, à une migration plus durable, avec un projet familial, on voit le lien communautaire s'estomper, et peu à peu les migrants privilégient les rapports individuels.

Dans une société qui demande de plus en plus à ces immigrés de « choisir leur camp », c'est-à-dire d'être en communauté et considéré comme non intégré, ou inséré dans une vie sociale française, le mariage mixte peut être une alternative intéressante, qui permet d'avoir effectivement une vie sociale très intégrée à la société d'accueil, tout en ayant, dans la sphère privée, les moyens d'exprimer la culture d'origine.

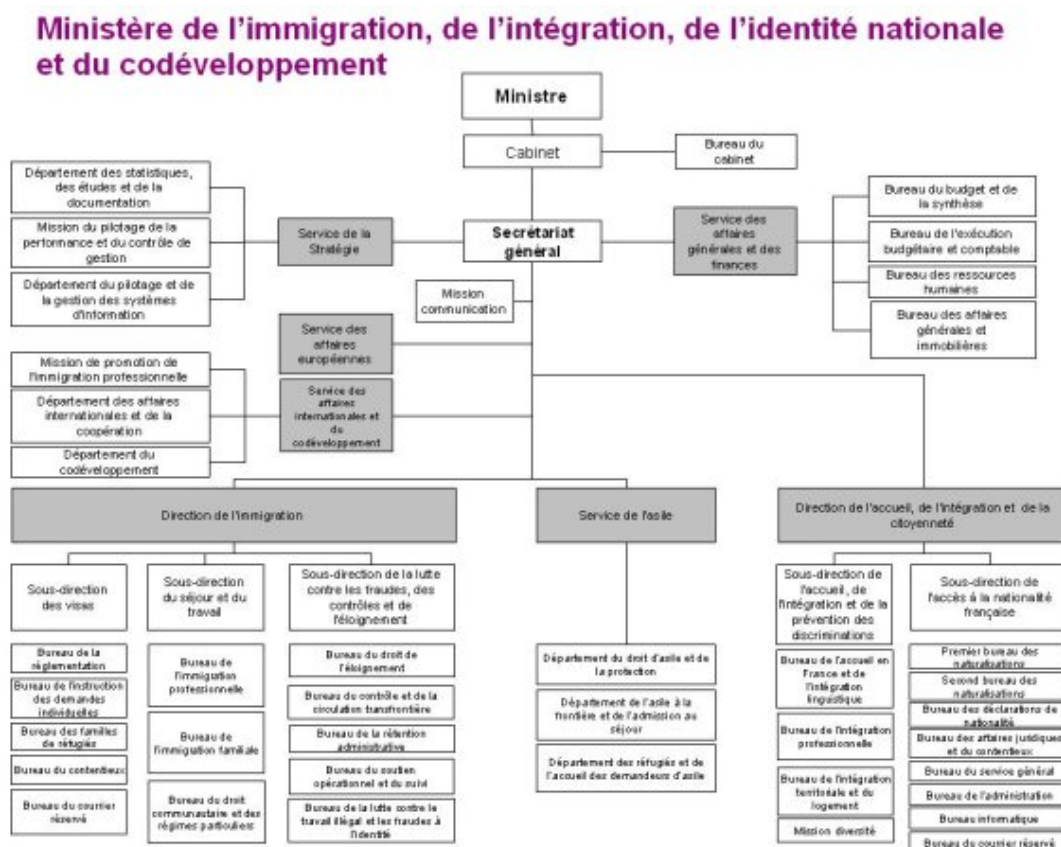
Bien que cette expression soit parfois limitée, ces limites sont plutôt posées par la société française que par le conjoint français, généralement assez ouvert à la mixité. Dans les entretiens menés, aucun marocain ne se plaint de l'incompréhension ou de l'intolérance de son conjoint (en même temps, les couples rencontrant ses difficultés sont sans doute séparés).

Au contraire, tous soulignent le soutien de leur conjoint dans leur parcours d'intégration et de transmission de leur culture d'origine aux enfants. Les français sont d'autant plus ouverts que les conjoints étrangers de mariages mixtes sont de plus en plus des cadres, des universitaires, qui ont déjà côtoyé des cultures étrangères, et qui sont généralement ouverts à cette mixité.

Quelle meilleure rencontre peut-il se produire entre des populations que celle qui est au cœur du mariage dit « mixte » ? Choisir de passer son quotidien avec une personne de nationalité différente, de culture plus ou moins éloignée, ne semble pas aller de soi. Et pourtant, en interrogeant ses couples, on voit qu'ils sont (aussi) des gens comme les autres, qui sont simplement tombés amoureux. Et l'amour et le respect sont souvent des notions qui vont bien ensemble.

Annexes

Annexe n°1 : Organigramme du ministère



Source : site du Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire

Annexe n°2 : Etude de Gabrielle Varro

TABLEAU EXPÉRIMENTAL

Transversalité de certaines tendances des familles mixtes

Conduites observées et propos entendus	Types de mixité			
	franco-américaine (en France)	franco-allemande (en fr et RFA)	franco-maghrébine (en France)	
Attention ! il ne s'agit que de tendances majoritaires				
1 Les couples sont « socialement homogames »	+	+	+	C
2 Résidence urbaine décoration « mixte » du foyer	+	+	+	E
3 Pratiques culinaires « mixtes »	+	+	+	E
4 Appartenance à un réseau de couples mixtes	+	+	+	E
5 Antécédents familiaux de mixité conjugale	+	+	+	E
6 Sensibilité à l'histoire de leurs pays respectifs	+	+	+	E
7 Mixité => fournit injures dans les disputes	+	+	+	E
8 Mixité => « alibi » pour les problèmes conjugaux	+	+	+	E
9 La langue du pays dominante chez l'enfant	+	+	+	C
10 Vacances dans le pays du parent transplanté	+	+	+	E
11 L'enfant est inscrit à l'école publique	+	+	+	C
12 L'enfant possède la double nationalité	+	+	+	E
13 Selon ses parents l'enfant est « biculturel »	+	+	+	E
14 " = capable de se distancer »	+	+	+	E
15 " = plus ouvert que les autres »	+	+	+	E
16 " = entre deux chaises »	+	+	+	E
17 Les ados banalisent leur « mixité »	+	+	+	E
18 Il existe des cas d'enlèvements d'enfants	+	+	+	C
19 Une religion est transmise à l'enfant				E
20 Le parent « local » parle la langue du conjoint	+	(en All)		C
21 L'enfant est bilingue dès tout petit	+	(en All)		E
22 Prénoms « passe partout » (pp)	+	+	pp « musulman »	E
23 Nationalité du conjoint étranger stigmatisée	- +	- +	+	C
24 Rejet du couple mixte par les (beaux) parents		+	« souvent »	E
25 Statut des femmes « transplantées »	minorisation	idem (en All)	« émancipation »	C

Lecture de la dernière colonne

E = d'après les témoignages ce facteur serait un effet de la mixité du couple

C = la corrélation entre ce facteur et la mixité du couple existe mais la relation causale n'est pas évidente

Source : Gabrielle Varro « Sociologie de la mixité », Belin, 2003

Annexe n°3 : Etude du rapport sur le projet de loi n°275 (2005-2006)

Mercredi 27 septembre 2006

- Présidence de M. Jean-Jacques Hyest, président. -

Etat civil - Validité des mariages - Examen du rapport

La commission a procédé, sur le **rapport** de **M. Jean-René Lecerf** à l'**examen** du **projet de loi n° 275** (2005-2006), adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **contrôle** de la **validité** des **mariages** .

Après avoir indiqué que l'Assemblée Nationale avait examiné le projet en première lecture le 22 mars dernier, **M. Jean-René Lecerf, rapporteur**, a rappelé que si le principe de la liberté du mariage, composante de la liberté individuelle, affirmé par le Conseil Constitutionnel dans ses décisions du 13 août 1993 et du 20 novembre 2003, interdisait de subordonner la célébration du mariage à la régularité du séjour d'un futur conjoint étranger, il ne s'opposait pas à ce que soient prises des mesures de prévention ou de lutte contre les unions contractées à des fins étrangères aux droits et aux obligations attachés au mariage par la loi.

Il a indiqué que le projet de loi entendait lutter contre les mariages simulés, en précisant que cette notion recouvrait à la fois les mariages de complaisance et les mariages forcés.

Tout en regrettant qu'il n'existe aucune statistique par sexe et par nationalité sur les mariages mixtes célébrés en France, le rapporteur a estimé que les chiffres disponibles faisaient état d'une montée en puissance des mariages simulés. Il a précisé que de 1999 à 2003 le nombre des mariages célébrés en France entre des Français et des ressortissants étrangers avait progressé de 62 %, pour représenter 50.000 des 275.000 mariages célébrés en France, tandis que les mariages mixtes célébrés à l'étranger avaient plus que triplé en 10 ans, passant de 13.000 en 1995 à 44.900 en 2004. Il a souligné que près du tiers des 320.000 mariages célébrés chaque année étaient mixtes.

Le rapporteur a souligné la concentration de ce phénomène au Maghreb, en Turquie et en Afrique subsaharienne francophone, où la pression migratoire est très forte. Ainsi, entre 1994 et 2004, le nombre de mariages à l'étranger de ressortissants français avec un conjoint algérien a augmenté de 595 %, avec un conjoint marocain de 506 % et turc de 656 %.

M. Jean-René Lecerf, rapporteur , a rappelé que le mariage avec un Français était désormais la première source d'immigration légale en France et qu'en 2004, 34.440 des 75.753 personnes devenues françaises par déclaration de nationalité l'étaient devenues à raison du mariage, contre 19.493 en 1994, soit une augmentation de 77 %.

Il a poursuivi en déclarant que le nombre des annulations de mariage était passé de 1995 à 2004 de 449 à 786, soit une augmentation de 75 %, tandis que les signalements transmis au Parquet par les services consulaires passaient de 346 en 1998 à 1.733 en 2005, dont 80 % en provenance du Maghreb et de la Turquie. Il a observé que compte tenu des exigences en termes de charge de la preuve conditionnant cette saisine, ces chiffres témoignaient plus de l'augmentation des mariages simulés que de leur ampleur.

Tout en refusant d'assimiler mariages mixtes et mariages simulés et de mettre en doute la sincérité de l'immense majorité de ces unions résultant de l'augmentation de la population française issue de l'immigration, **M. Jean-René Lecerf, rapporteur** , a souligné l'étroite corrélation de l'envolée du nombre de mariages mixtes avec le renforcement des contraintes de l'immigration.

Il a ensuite évoqué la recrudescence de la fraude à l'état civil, en rappelant que la mission d'information de la commission des lois sur la nouvelle génération de documents d'identité et la fraude documentaire présidée par M. Charles Guéné avait constaté le vol de 90.000 passeports entre 1999 et 2004, ainsi que la multiplication par quatorze des pertes et vols de cartes nationales d'identité de 1997 à 2003.

Il a poursuivi en indiquant qu'une étude de 2002 du ministère des affaires étrangères avait estimé, à partir de la consultation de certains postes consulaires, à 11.600 par an le nombre d'actes irréguliers, falsifiés ou inexistants, ces actes représentant une part importante de ceux présentés aux agents diplomatiques et consulaires (de l'ordre de 32 % au Niger, 60 % en Guinée et 90 % en République démocratique du Congo ou aux Comores).

M. Jean-René Lecerf, rapporteur, a ensuite rappelé le droit en vigueur en matière de lutte contre les mariages simulés.

Il a précisé que la loi du 30 décembre 1993 avait mis en place une procédure d'opposition à la célébration du mariage en France en cas d'indices sérieux laissant présumer l'absence de réelle intention matrimoniale, l'officier de l'état civil pouvant saisir le procureur de la République. Il a ajouté que depuis la loi du 26 novembre 2003, tant les officiers de l'état civil, pour les mariages célébrés en France, que les agents diplomatiques ou consulaires, pour les mariages célébrés à l'étranger, devaient auditionner les futurs époux avant la célébration du mariage afin de vérifier leur intention matrimoniale, sauf en cas d'impossibilité ou en l'absence de doute quant à une absence de consentement.

Le rapporteur a ajouté que ce contrôle s'exerçait également lors de la demande de transcription du mariage célébré devant une autorité étrangère sur les registres de l'état civil français, l'agent diplomatique et consulaire devant surseoir à la transcription en cas d'indices sérieux de mariage frauduleux et informer le parquet, à charge pour ce dernier de se prononcer dans un délai de six mois, la transcription étant à défaut de réponse, automatique. Il a précisé que ce contentieux était centralisé au tribunal de grande instance de Nantes depuis le 1er mars 2005.

Le rapporteur a ensuite évoqué le dispositif pénal instauré par la loi du 26 novembre 2003, punissant de cinq ans d'emprisonnement et de 15.000 euros d'amende les personnes ayant contracté un mariage aux seules fins d'obtenir ou de faire obtenir un titre de séjour ou d'acquérir ou faire acquérir la nationalité française, et de dix ans d'emprisonnement et 750.000 euros d'amende les personnes ayant commis cette infraction en bande organisée.

Il a par ailleurs rappelé que la loi du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple avait permis deux avancées importantes en créant, d'une part, un dispositif spécifique de lutte contre les mariages forcés, notamment en relevant l'âge nubile des femmes de 15 à 18 ans, et d'autre part, en autorisant dans un souci de pragmatisme et au regard des difficultés matérielles rencontrées par les officiers de l'état civil et les autorités diplomatiques et consulaires, la délégation de la réalisation des auditions à des fonctionnaires titulaires.

Le rapporteur a enfin indiqué que la loi du 24 juillet 2006 relative à l'immigration et à l'intégration avait rendu moins attractif le mariage avec un Français au regard des règles en matière de droit au séjour ou d'acquisition de la nationalité française, en supprimant le caractère automatique de la délivrance de la carte de résident après deux ans de mariage et en portant le délai à compter duquel elle peut être sollicitée à trois ans de mariage, ainsi qu'en allongeant les délais pour l'acquisition de la nationalité par déclaration.

Tout en reconnaissant qu'il était trop tôt pour faire un bilan de l'application de ces deux dernières lois, **M. Jean-René Lecerf, rapporteur**, a estimé que les résultats des législations de 1993 et 2003 s'étaient avérés largement insuffisants.

S'agissant de la lutte contre la fraude à l'état civil, il a observé que le mécanisme de sursis administratif et de vérification par le procureur de la République de Nantes des actes de l'état civil étranger était resté inutilisé, le procureur de la République de Nantes n'ayant

été saisi qu'à dix-huit reprises en 2004 et dix fois en 2005, et aucune de ces saisines n'ayant abouti.

Le rapporteur a ensuite présenté les trois axes du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale.

Il a indiqué qu'un premier axe consistait tout d'abord à renforcer le contrôle des mariages célébrés en France, quelle que soit la nationalité des époux :

- en obligeant les futurs époux à présenter une pièce d'identité officielle lors du mariage et à choisir les témoins dès la constitution du dossier de mariage ;
- en améliorant l'efficacité de l'audition préalable des futurs époux, notamment en prévoyant l'audition séparée du futur conjoint mineur, et la délégation de la réalisation de l'audition à des fonctionnaires titulaires ou à l'autorité diplomatique ou consulaire lorsque l'un des futurs conjoints réside à l'étranger ;
- en confortant le pouvoir d'opposition du ministère public, qui ne serait plus caduc au bout d'un an, mais continuerait à produire effet jusqu'à sa mainlevée judiciaire.

Le rapporteur a ensuite présenté les dispositions concernant les mariages contractés par les Français à l'étranger devant une autorité étrangère, en soulignant qu'elles privilégiaient les contrôles antérieurs à la célébration du mariage, contrairement au dispositif actuel centré sur les demandes de transcription du mariage dans les registres de l'état civil français.

Il a indiqué que les Français désirant se marier devant une autorité étrangère devraient obtenir préalablement un certificat de capacité à mariage attestant l'accomplissement des formalités requises et notamment de l'audition. En cas de doute sur la validité du mariage, le ministère public, saisi par l'autorité diplomatique ou consulaire, pourrait s'opposer au mariage, cette opposition ne pouvant empêcher l'autorité étrangère de célébrer le mariage, mais empêchant sa transcription à l'état civil français.

En outre, les époux mariés sans certificat de capacité à mariage devraient obligatoirement être entendus lors de la demande de transcription, sans dérogation possible. En cas de doute sur la validité du mariage, le parquet, saisi par l'autorité diplomatique ou consulaire, devrait répondre dans un délai de six mois. A défaut, les époux devraient saisir le tribunal de grande instance afin qu'il statue sur la transcription du mariage. Le rapporteur a précisé que l'Assemblée nationale avait ajouté que le tribunal devrait statuer dans le délai d'un mois ainsi que la cour d'appel, le cas échéant.

Il a poursuivi en déclarant que si la célébration du mariage s'était faite après présentation du certificat de capacité à mariage, la transcription serait en principe acquise, sauf éléments nouveaux mettant en cause la validité du mariage, les époux devant alors être auditionnés et le ministère public disposant de six mois pour statuer, l'absence de décision de sa part entraînant la transcription du mariage.

M. Jean-René Lecerf, rapporteur, a indiqué que le projet de loi faisait en outre de la transcription du mariage une condition de son opposabilité en France, alors que la transcription n'est actuellement requise que si le conjoint étranger souhaite se prévaloir du mariage pour obtenir un titre de séjour ou la nationalité française par déclaration. Il a précisé qu'à l'initiative de l'Assemblée nationale, le mariage non transcrit produirait ses effets civils en France à l'égard des époux et des enfants et que cette inopposabilité ne concernerait donc que les tiers.

Le rapporteur a enfin présenté le dernier axe du projet de loi : la simplification des procédures de vérification des actes de l'état civil étrangers.

Il a rappelé que si l'article 47 du code civil posait traditionnellement une présomption de régularité des actes de l'état civil étrangers lorsque ceux-ci avaient été dressés selon les formes usitées localement, en vertu du principe de confiance et de réciprocité sur lesquels se fondent les relations internationales, les lois du 24 août 1993 puis du 26 novembre 2003 avaient largement atténué ce principe. Il a indiqué que le projet de loi supprimait les mécanismes de sursis administratif et de vérification par le procureur du tribunal de grande instance de Nantes créés par la loi du 26 novembre 2003, jugés trop complexes et en pratique restés inutilisés.

Il a toutefois ajouté que selon les informations communiquées par la Chancellerie, une procédure de vérification de la régularité des actes de l'état civil étrangers serait fixée par décret en Conseil d'Etat. En cas de doute sur l'authenticité ou l'exactitude de l'acte de l'état civil étranger, l'autorité administrative, saisie d'une demande d'établissement ou de délivrance d'un acte ou d'un titre, procéderait ou ferait procéder aux vérifications utiles près de l'autorité étrangère compétente. Dans un délai de deux mois, elle devrait informer l'intéressé de l'engagement de ces vérifications. Le silence gardé pendant huit mois vaudrait décision de rejet. Le juge administratif pourrait alors être saisi par le requérant.

M. Patrice Gélard a mis en avant les risques d'inconstitutionnalité et d'incompatibilité avec les conventions internationales, s'agissant d'un domaine éminemment sensible puisque touchant à la liberté du mariage.

Il a ensuite appelé à la prudence, afin que la lutte contre les mariages simulés n'aboutisse pas à une lutte contre les mariages mixtes, et préconisé de distinguer les mariages d'un Français avec un ressortissant de l'Union européenne de ceux de Français avec des ressortissants de pays non-membres.

Il a en outre jugé certaines dispositions du projet de loi totalement irréalistes et inapplicables. Enfin, dénonçant les dysfonctionnements du service central de l'état civil de Nantes et s'interrogeant sur la pertinence d'une centralisation en la matière, il a préconisé d'en renforcer les moyens.

M. Michel Dreyfus-Schmidt a jugé contradictoire l'indigence des statistiques dénoncée par le rapporteur et l'abondance de statistiques ensuite citées par ce dernier. Il a regretté l'absence d'évaluation des conséquences de la loi du 4 avril 2006 portant l'âge nubile des femmes à dix-huit ans, et appelé à un arrêt des réformes en matière d'immigration.

Il a ensuite déploré qu'en dépit des assurances données par la jurisprudence du Conseil constitutionnel sur la liberté du mariage des étrangers en situation irrégulière, des expulsions d'étrangers sur le point de se marier interviennent régulièrement à la suite de signalements d'officiers de l'état civil aux procureurs de la République.

M. Richard Yung, s'exprimant en tant que sénateur représentant des Français de l'étranger, a déclaré partager les inquiétudes du rapporteur quant à l'augmentation du nombre de mariages et à l'effondrement de l'état civil dans certains pays.

Il a toutefois jugé peu pertinentes les réponses apportées par le projet de loi et a regretté que la commission n'ait pas procédé à l'audition du ministre des affaires étrangères ainsi que des chefs de juridiction du tribunal de grande instance de Nantes.

Il s'est également interrogé sur la conformité à la Constitution du projet de loi, en estimant que les obstacles mis au mariage d'un Français avec un étranger aboutissaient

à une rupture d'égalité entre Français. Il a en outre dénoncé l'inversion de la charge de la preuve consistant dans le fait de devoir demander la mainlevée judiciaire de l'opposition du procureur de la République à la célébration d'un mariage.

M. Richard Yung a ensuite craint que la charge de travail supplémentaire pour les postes consulaires et le service central de l'état civil de Nantes ne conduise à une mise en oeuvre déficiente de la présente réforme, comme précédemment s'agissant des lois de 1993 et 2003, avant d'estimer que la réforme des procédures de vérification des actes de l'état civil étrangers viderait de leur contenu les conventions bilatérales prévoyant une dispense de légalisation des actes de l'état civil étrangers.

M. Christian Cointat a jugé le projet de loi préjudiciable aux Français résidant hors de France et au rayonnement de la France dans le monde. Il a rappelé que, d'une part plus de la moitié de ces Français étaient des binationaux, et, d'autre part, plus de la moitié avaient moins de trente-cinq ans et étaient donc susceptibles d'être concernés par ces mesures, d'autant plus gênantes depuis la réduction drastique du nombre des postes consulaires à l'étranger.

M. Christian Cointat a également douté de l'efficacité de ces dispositions, en estimant que les consulats ne seraient de toute façon pas en mesure de remplir leurs obligations en matière d'audition préalablement au mariage ou à la transcription du mariage.

Il a enfin déploré les difficultés rencontrées par les personnes dont l'un des parents était né à l'étranger pour obtenir une carte nationale d'identité, et s'est inquiété des atteintes portées par le projet de loi aux droits des ressortissants de l'Union européenne.

Mme Alima Boumediene-Thiery a pour sa part préconisé de substituer à l'expression « mariages mixtes » celle de « mariages binationaux » et a jugé scandaleuse la suspicion affichée à l'encontre de ces mariages.

Elle a en outre condamné l'exigence d'une pièce d'identité pour se marier, ainsi que l'inversion de la charge de la preuve et le choix d'opérer des contrôles avant même la célébration du mariage, tout en estimant que ces procédures complexes porteraient atteinte aux droits des ressortissants de l'Union européenne et aux conventions conclues par la France, sans pour autant répondre aux véritables problèmes.

En réponse à ces interrogations, **M. Jean-René Lecerf**, **rapporteur**, a estimé que le projet de loi comportait des éléments de simplification, en prévoyant une procédure homogène pour le mariage des Français, qu'il soit célébré devant une autorité française ou étrangère. Il a en outre jugé l'audition utile pour déceler des mariages simulés, tout en reconnaissant qu'il convenait d'en assouplir les modalités.

Il a ensuite indiqué que les statistiques qu'il avait citées émanaient de rapports parlementaires ainsi que du Gouvernement, mais qu'il déplorait l'absence de données portant sur les mariages binationaux célébrés en France ou sur la pérennité comparée des mariages de binationaux et de Français. Il a déclaré ne pas disposer d'évaluations sur les conséquences du relèvement de l'âge nubile des femmes, mais a jugé toujours pertinente l'obligation d'entendre le mineur séparément, des mineurs pouvant se marier lorsque leur loi personnelle le permet.

Le rapporteur a rappelé que l'audition des futurs époux et l'obligation de décliner l'identité des témoins avant la publication des bans s'appliqueraient à tous les mariages célébrés par les autorités françaises, qu'ils soient binationaux ou non.

En réponse à **M. Richard Yung**, le rapporteur a indiqué avoir procédé aux auditions préconisées.

Il a par ailleurs jugé que l'exigence d'une mainlevée de l'opposition du procureur de la République n'aboutissait pas à une inversion de la charge de la preuve, mais à un simple renversement de la charge de la saisine du juge, le procureur de la République devant toujours prouver l'absence d'intention matrimoniale.

Le rapporteur a ensuite rappelé que les conventions bilatérales dispensant de légalisation n'interdisaient pas de procéder à des vérifications de fond et non formelles des actes étrangers.

Il a souscrit à la nécessité d'une augmentation substantielle des moyens des postes consulaires et du service central de l'état civil de Nantes.

Le rapporteur a par ailleurs informé la commission que le souci de **M. Christian Cointat** d'assouplir l'exigence d'auditions préalables à la transcription du mariage serait pris en compte par l'un des amendements qu'il proposerait.

En réponse à **Mme Alima Boumediene-Thiery**, il a indiqué qu'en l'absence d'exigence légale de fournir une pièce d'identité lors de la célébration du mariage, un officier de l'état civil ne pouvait actuellement refuser de célébrer le mariage sans commettre une voie de fait.

M. Jean-Jacques Hyst, président, a rappelé à M. Michel Dreyfus-Schmidt que les personnes « sans papier » disposaient en fait le plus souvent d'un titre d'identité, même si elles n'étaient pas en situation régulière. Il a en outre estimé, d'une part, que le mariage était le plus grand facteur d'intégration et, d'autre part, qu'il convenait de veiller à faciliter la présence française à l'étranger.

La commission a ensuite procédé à l'examen des amendements.

A l'article premier (composition du dossier de mariage et audition des futurs époux), la commission a adopté un amendement tendant à préciser que la présence, lors de la cérémonie, de témoins différents de ceux indiqués préalablement à la publication des bans n'empêchait pas la célébration du mariage.

M. Patrice Gélard ayant observé que les témoins n'avaient pas vocation à attester de l'identité des futurs époux, mais de leur consentement, **M. Jean-René Lecerf, rapporteur**, a observé que l'indication préalable des témoins visait à permettre de les contacter en cas de doute sur la validité du mariage projeté.

La commission a ensuite examiné, sans l'adopter, un amendement tendant à prévoir l'obligation pour les futurs époux de présenter une carte nationale d'identité ou un passeport avant la célébration du mariage.

M. Jean-René Lecerf, rapporteur, a rappelé que la mission d'information sénatoriale relative à la fraude documentaire, dont il avait été le rapporteur, avait montré l'importance du nombre de faux papiers -en particulier de permis de conduire- en circulation, et estimé que pour que la biométrie soit efficace, il faudrait rendre la carte nationale d'identité, d'ores et déjà gratuite, obligatoire. Il a toutefois reconnu que le dispositif proposé poserait des difficultés s'agissant du futur conjoint étranger.

La commission a ensuite adopté un amendement tendant à supprimer des dispositions à caractère réglementaire.

Par ailleurs, **M. Christian Cointat** s'est inquiété des possibilités de délégation de la réalisation des auditions à des fonctionnaires subalternes, rappelant la gravité de ses conséquences pour les personnes. Il a estimé que la multiplication des obstacles pourrait conduire certains binationaux à renoncer à la nationalité française. Il a donc souhaité que seuls les consuls, consuls honoraires et chefs de chancelleries détachées puissent procéder

aux auditions et que ces personnes bénéficient d'une formation spécifique, ce à quoi **M. Richard Yung** a souscrit.

Tandis que **M. Michel Dreyfus-Schmidt** marquait également son opposition à la possibilité de délégation à des fonctionnaires, **M. Jean-René Lecerf, rapporteur**, a néanmoins considéré que la suppression de cette disposition aboutirait à rendre ces auditions exceptionnelles, alors que l'interdiction de laisser des agents contractuels locaux réaliser ces auditions et le fait que seul l'officier de l'état civil ou l'autorité diplomatique ou consulaire puisse prendre la décision de saisir le procureur de la République constituaient des garanties suffisantes.

M. Jean-Jacques Hiest, président, a rappelé que la possibilité de cette délégation avait déjà été prévue par la loi du 4 avril 2006 relative à la lutte contre les violences au sein du couple.

A l'article 3 (contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger), la commission a adopté un amendement de précision.

A l'article 171-3 du code civil, la commission a adopté un amendement tendant à supprimer des dispositions à caractère réglementaire.

A l'article 171-4 du code civil, la commission a adopté un amendement tendant à obliger l'autorité diplomatique ou consulaire à saisir le procureur de la République de Nantes en cas de doute sur la validité du mariage projeté « sans délai » afin d'éviter tout retard arbitraire, ainsi qu'un amendement tendant à supprimer des dispositions à caractère réglementaire.

A l'article 171-7 du code civil, la commission a adopté, outre un amendement de précision et un amendement de suppression de dispositions à caractère réglementaire, un amendement tendant à prévoir une possibilité de dérogation à l'obligation d'audition des époux lors de la demande de transcription d'un mariage célébré devant une autorité étrangère en l'absence de certificat de capacité à mariage, en l'absence de tout doute sur la réalité ou la liberté du consentement.

Le rapporteur a en effet considéré que le non-respect des formalités préalables pouvait s'expliquer par leur méconnaissance et non une volonté de fraude. Il a en outre indiqué qu'il convenait d'encourager la transcription des mariages célébrés à l'étranger devant une autorité étrangère afin d'éviter des difficultés ultérieures, notamment au moment de la succession du conjoint français, et que les formalités antérieures à la transcription ne devaient pas décourager les personnes de bonne foi de les accomplir.

En réponse à **M. Patrice Gélard**, qui considérait que les ressortissants de l'Union européenne devraient être dispensés d'audition, **M. Jean-Jacques Hiest, président**, s'est interrogé sur la possibilité d'opérer des discriminations entre les pays en cette matière.

A l'article 171-8 du code civil, la commission a adopté un amendement de précision ainsi qu'un amendement de suppression de dispositions à caractère réglementaire.

La commission a ensuite adopté un amendement de coordination tendant à insérer un article additionnel après l'article 3 (saisine du procureur de la République par l'officier de l'état civil) afin de prévoir que l'officier de l'état civil doit saisir le procureur de la République sans délai en cas de doute sur la validité du mariage projeté.

A l'article 4 (saisine du procureur de la République par l'officier de l'état civil), la commission a adopté un amendement de précision.

A l'article 6 (force probante des actes de l'état civil étrangers), la commission a adopté, outre un amendement de précision, un amendement tendant à prévoir dans la loi une

procédure administrative de vérification des actes de l'état civil étrangers. **M. Jean-René Lecerf, rapporteur**, a en effet considéré qu'il n'était pas possible de remplacer une procédure judiciaire de vérification par une procédure administrative en prenant un décret en Conseil d'Etat.

La commission a ensuite adopté un amendement tendant à insérer un article additionnel après l'article 7 (décret en Conseil d'Etat) afin de prévoir un décret en Conseil d'Etat pour préciser notamment les modalités de réalisation des auditions, les délais dans lesquelles elles devront être réalisées, ainsi que les modalités de notification du compte-rendu de l'audition et de l'acte d'opposition.

A l'article 8 (entrée en vigueur), la commission a adopté un amendement de précision.

Source : <http://www.senat.fr/bulletin/20060925/lois.html>

Annexe n°4 : Tableau récapitulatif des risques de conflit et/ou de rupture avec la famille selon le statut des époux

	Côté marocain		Côté français	
	Homme	Femme	Homme	Femme
Femme marocaine / Homme français	Invisible	Rejet	Accepté	Accepté
Homme marocain / Femme française	Accepté	Accepté	Rejet	Difficile

Source : Jocelyne Streiff-Fenart, « Les couples franco-maghrébins en France, l'Harmattan, 1989.

Bibliographie

Ouvrages

- BAYART Jean-François, *L'illusion identitaire*, Fayard, 1996.
- Dynamiques d'intégration en situation interculturelle*, Cahiers du CERESI, 1990.
- DEBBASCH Charles (dir.), *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Economica, 1990, p. 527-531.
- FABER Jean, *Les indésirables: intégration à la française*, Grasset, 2000.
- HAMMOUCHE Abdelhafid, *Mariages et immigration ; la famille algérienne en France*, Presses universitaires de Lyon, 1994, introduction.
- MAILLOT Agnès, *Identité nationale et immigration, la liaison dangereuse*, Les carnets de l'info, 2008
- NYE Joseph, *Soft Power*, Publicaffairs, 2004.
- PHILIPPE Claudine (dir.), *Liberté, égalité, mixité... conjugales : une sociologie du couple mixte*, Anthropos, 1998.
- ROUX André, *Droit constitutionnel local*, Economica, 1995.
- SMOUTS Marie-Claude, BATISTELLA Dario, [V](#) ENESSON Pascal, *Dictionnaire des relations internationales : Approches, concepts, doctrines*, Dalloz, 2006.
- STREIFF – FENART Joseph, *Les couples franco-maghrébins en France*, L'Harmattan, 1989.
- VARRO Gabrielle, *Sociologie de la mixité ; de la mixité amoureuse aux mixités sociales et culturelles*, Belin, 2003.
- VARRO Gabrielle, *Les couples mixtes et leurs enfants en France et en Allemagne*, Colin, 1995.
- WEIL P., *La république et sa diversité*, Seuil, 2005.

Rapports

- Haut Conseil à l'Intégration, « Liens culturels et intégration », La documentation française, 1995.

Agence Nationale de l'Accueil des Etrangers et des Migrations, Direction de l'Accueil et de l'Intégration, Pôle Contrat d'Accueil et d'Intégration, « Le contrat d'accueil et d'intégration en 2007 », rapport interne, mars 2008.

Corinne Regnard pour la Direction de la population et des migrants, « Immigration et présence étrangère en France en 2006, rapport annuel de la direction de la population et des migrations », La documentation française, décembre 2007.

Articles

BAZIN Laurent, GIBB Robert, SELIM Monique, « Nationalisation et **étatisme des identités dans le monde contemporain** », **article introductif du hors série** « Identités nationales d'Etat » du *Journal des anthropologues*, février 2008.

BOLZMAN Claudio et BOUCHER Manuel, « De l'immigration à l'intégration. En Europe, à chacun son modèle », *Le Monde Diplomatique*, Juin 2006, page 15.

LAROUÏ Fouad, « Mourenx, ou l'avenir de l'immigration », *Jeune Afrique* n° 2461, 9 au 15 mars 2008, p.95

LOCHAK Danièle, « L'intégration comme injonction. Enjeux idéologiques et politiques liés à l'immigration », *Cultures & Conflits*, n°64, 2007, [En ligne], mis en ligne le 06 mars 2007. Consulté le 10 juin 2008. URL : <http://www.conflits.org/index2136.html>

CHARLES Gilbert, FESTRAETS Marion, « L'intégration par l'amour », *L'Express*, 09 mai 2002. [En ligne] <http://www.lexpress.fr/info/societe/dossier/immigration/dossier.asp?ida=331600>

SOUDAN François, MABROUK Sonia et COLETTE Elise (recueilli par), « La grande Interview : Brice Hortefeux », *Jeune Afrique* n° 2458, 17 au 23 février 2008, p. 25-29.

SOUDAN François, « Fadela Amara, Rachida Dati, Rama Yade, ce qu'en pensent les français d'origine africaine », *Jeune Afrique* n° 2460, 2 au 8 mars 2008, p. 26-34

VAN EECKHOUT Laëticia, « Changer le regard sur l'immigration », Entretien avec Jacques Toubon, président de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, *Le Monde*, 7 octobre 2007

Discours

SARKOZY Nicolas, discours à Dakar (Sénégal), 26 juillet 2007. http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/interventions/2007/juillet/allocation_a_l_universite_de_dakar.79184.html

SARKOZY Nicolas, discours à Alger (Algérie), le 3 décembre 2007 <http://www.afrik.com/article13062.html>

CHIRAC Jacques, discours relatif à la commission Stasi, à Paris, le 17 décembre 2003 <http://www.fil-info-france.com/actualites-monde/discours-chirac-loi-laicite.htm>

Sites Internet

Haut Conseil à l'Intégration, « Les mots de l'intégration ». Définition d'« immigration » et « immigré ». Pas de date de mise à jour. http://www.hci.gouv.fr/rubrique.php?id_rubrique=19

Site proposé par la documentation française, « La politique d'immigration, glossaire », mise en ligne en mars 2005. <http://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/politique-immigration/glossaire-definitions/>

Assemblée nationale, « Dossiers, Immigration et intégration 30 mars 2006 », pas de date de mise en ligne. http://www.assemblee-nationale.fr/12/dossiers/immigration_integration.asp

Journal Officiel, « Associations », mise en ligne le 02 juin 2007 <http://www.journal-officiel.gouv.fr/association/index.php>

Tns Sofres, « Etudes politiques : Notre temps », pas de date de mise en ligne http://www.tns-sofres.com/etudes/pol/230306_platspreferes_r.htm

La maison du Maroc, « Présentation », pas de date de mise à jour. <http://www.lamaisondumaroc.org/index.php>

Les amoureux au ban public, « Accueil », pas de date de mise à jour <http://amoureuxauban.net/>

Sénat, « Travaux parlementaires, commissions, lois, travaux », pas de date de mise en ligne <http://www.senat.fr/bulletin/20060925/lois.html>

Entretiens

Mohammed ALAOUI, retraité, arrivé en France il y a 40 ans.

Nourredine KASRI, enseignant documentaliste au lycée Sacré Cœur de Saint-Brieuc (22)

Abderrahmane. NACIRI, secrétaire général de l'association « La maison du Maroc »

Sylvie MOREAU, adjointe à M. Christophe BAY, directeur de l'accueil, de l'intégration et de l'identité nationale au Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire

Nathalie PERRIN-GILBERT, maire du 1^{er} arrondissement de Lyon

Corinne REGNARD, démographe à la Direction de la Population et des Migrations pour le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire

Questionnaires

Khalifa EL QAROUNI, a obtenu sa thèse en France, arrivé en 1978.

Khalil JAHIDI, chef d'entreprise à Paris.

Soade CHEDOTAL, femme au foyer, mariée à un dentiste français.